



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°69-2021-054

PUBLIÉ LE 6 AVRIL 2021

Sommaire

69_DDPP_Direction départementale de la protection des populations / DDPP 69

69-2021-04-02-00002 - Arrêté n° DDPP-DREAL 2021-75?? instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrales?? N° BD 135, 137, 138 (ex-28), 145, 156, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193?? situées 104, rue Francis de Pressensé à VILLEURBANNE (10 pages) Page 4

69_Préf_Préfecture du Rhône /

69-2021-01-04-00007 - DELEGATION HOPITAL BEAUJEU (5 pages) Page 15

69-2021-01-04-00008 - DELEGATION HOPITAL BELLEVILLE (5 pages) Page 21

69_Préf_Préfecture du Rhône / Direction de la Coordination des Politiques Interministérielles

69-2021-04-06-00001 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Thierry SUQUET, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (9 pages) Page 27

69_Préf_Préfecture du Rhône / Direction des libertés publiques et des affaires décentralisées

69-2021-04-06-00002 - Arrêté modifiant l'arrêté n° 69-2017-12-21-004 du 21/12/2017 portant agrément pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises (2 pages) Page 37

69_Préf_Préfecture du Rhône / Préfet délégué pour la défense et la sécurité

69-2021-04-02-00004 - Arrêté n° 2021-10-0118 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19?? à BEAUVALLON (salle Les Varennes) (2 pages) Page 40

69-2021-04-02-00005 - Arrêté n° 2021-10-0119 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19?? à VAUGNERAY (salle L InterValle) (2 pages) Page 43

69-2021-04-02-00003 - Arrêté n° 2021-10-0127 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19?? à CALUIRE (gymnase Lachaise) (2 pages) Page 46

69_Secrétariat_Général_Commun_Départemental / Direction de l'immobilier

69-2021-04-06-00003 - Arrêté préfectoral portant déclassement rétroactif du domaine public à Lyon 7ème (1 page) Page 49

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Rhône /

69-2021-03-22-00024 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_230 : non renouvellement de l'agrément services à la personne de la SARL FR.OPTISOINS (2 pages) Page 51

69-2021-03-22-00025 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_231 : déclaration services à la personne de la SARL FR.OPTISOINS (3 pages)	Page 54
69-2021-03-26-00012 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_242 : renouvellement automatique de l'agrément services à la personne de la SARL HOME LIBRE SERVICE (2 pages)	Page 58
69-2021-03-26-00013 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_243 : déclaration services à la personne de la SARL HOME LIBRE SERVICE (2 pages)	Page 61
69-2021-03-26-00014 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_244 : déclaration services à la personne de la SARL MAINTIEN ADOM RHONE (3 pages)	Page 64
69-2021-03-29-00018 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_245 : modification de l'agrément services à la personne suite aux changements de nom (de S.I.S.A.D à CALYPSO SERVICES) et d'adresse du siège de l'association (1 page)	Page 68
69-2021-03-29-00019 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_246 : modification de la déclaration services à la personne suite aux changements de nom (de S.I.S.A.D à CALYPSO SERVICES) et d'adresse du siège de l'association (2 pages)	Page 70
69-2021-03-30-00015 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_247 : abrogation de la déclaration services à la personne de GUERIN Vincent (2 pages)	Page 73
69-2021-03-30-00016 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_248 : abrogation de la déclaration services à la personne de la SARL FRANCE MENAGE LYON (2 pages)	Page 76
69-2021-03-30-00017 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_249 : abrogation de la déclaration services à la personne de PHILYS Tommy (2 pages)	Page 79
69-2021-03-31-00003 - DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_31_258 : abrogation de la déclaration services à la personne de SANTOS Daniel (2 pages)	Page 82

84_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects de Lyon / Direction

69-2021-04-01-00010 - Décision 2021/3 du directeur régional par intérim à Lyon portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que transactions douanières et de manquement à l'obligation déclarative?? (95 pages)	Page 85
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

69_DDPP_Direction départementale de la
protection des populations

69-2021-04-02-00002

Arrêté n° DDPP-DREAL 2021-75
instituant des servitudes d'utilité publique sur
les parcelles cadastrales
N° BD 135, 137, 138 (ex-28), 145, 156, 181, 182,
187, 188, 189, 190, 191, 192, 193
situées 104, rue Francis de Pressensé à
VILLEURBANNE

**DREAL-UD69-CM
DDPP-SPE-AC**

Lyon, le 2 avril 2021

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2021-75
instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrales
N° BD 135, 137, 138 (ex-28), 145, 156, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193
situées 104, rue Francis de Pressensé à VILLEURBANNE

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne- Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par le conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2016 désignant le groupe SERL tiers demandeur pour la réhabilitation du site anciennement exploité par la société USICHROM, 104 rue Francis de Pressensé à VILLEURBANNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2017 imposant au groupe SERL, tiers demandeur, des prescriptions de réhabilitation du site anciennement exploité par la société USICHROM, 104, rue Francis de Pressensé à VILLEURBANNE ;

VU les rapports d'études référencés ci-dessous :

- Dossier de réhabilitation transmis le 10 novembre 2016 et complété en dernier lieu le 25 avril 2017,
- Courrier de demande d'adaptation du 12 octobre 2017,
- Courrier du 28 mai 2018 proposant des mesures de gestion de la pollution concentrée,
- Analyse des Risques Résiduels de DEKRA datée du 17/06/2016, modifié en dernier lieu le 25/04/2017 et référencé n°52028384 ;

245 rue Garibaldi 69422 LYON Cedex 03

Tél : 04 72 61 37 00

Fax : 04 72 61 37 24

Mél : ddpp@rhone.gouv.fr

http : / / www.rhone.gouv.fr

VU le courrier de la préfecture du 4 avril 2019 transmettant le PV de recollement du 25 novembre 2018 ;

VU le rapport du 4 septembre 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, proposant le lancement de la consultation conformément à l'article 3 de l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

VU l'avis sans observations émis le 12 novembre 2020 de la Métropole de Lyon ;

VU le rapport de synthèse du 14 janvier 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 25 février 2021 ;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'analyse des risques résiduels DEKRA n° 52474833 du 1^{er} février 2018, précisant que la mise en place d'une restriction d'usage est nécessaire ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution résiduelle en COHV et en chrome dans les sols au droit des terrains ayant faits l'objet de travaux de dépollution ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution résiduelle en composés organo-halogénés volatils (COHV) dans les gaz du sol au droit des terrains ayant faits l'objet de travaux de dépollution ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution dans les sols hors site USICHROM et hors projet d'aménagement, n'ayant pas fait l'objet de travaux de dépollution ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion adossé à l'analyse de risques résiduels mise à jour fait état de la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité du site avec son nouvel usage, et la proposition de restriction d'usages de la SERL représentant Usichrom en date du 12 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de conserver certaines dispositions d'aménagement ou de recouvrement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de conserver certaines dispositions d'accès aux ouvrages de surveillance ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'instaurer des servitudes d'utilité publique sur les terrains susmentionnés selon les dispositions des articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-28 du code de l'environnement, dans un souci de protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code ;

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er

Sur le territoire de la commune de Villeurbanne, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles suivantes :

Commune	Références cadastrales		Superficie
	Section	Parcelle	
Villeurbanne	BD	135	64 m ²
		137	209 m ²
		138 (ex-28)	11085 m ²
		145	1931 m ²
		156	1173 m ²
		181	466 m ²
		182	276 m ²
		187	397 m ²
		188	2 m ²
		189	69 m ²
		190	36 m ²
		191	362 m ²
		192	760 m ²
		193	3 m ²

DÉCOUPAGE EN 3 ZONES

Le périmètre des servitudes d'utilité publique se subdivise en 4 zones définies comme suit et représentées en annexe 1.

- Zone A : Zone dépolluée et placée dans un état compatible avec un usage de type lycée / commerces / logements selon les plans présentés dans le mémoire DEKRA daté du 17/06/2016, modifié en dernier lieu le 25/04/2017 et référencé n°52028384). ;

- Zone B : Zone non dépolluée et laissée dans un usage de type voirie et espaces verts ;

- Zone C : Zone de servitudes permettent l'accès aux ouvrages de surveillance imposé pour le suivi de la nappe à l'exploitant (tiers demandeur).

- Zone D : zone de pollution résiduelle au chrome (inférieure à 200mg/kg)

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- Annexe 2 : Un plan de localisation des pollutions résiduelles.

L'utilisation du site, et notamment les modalités d'édification de nouvelles construction ou de travaux sur site devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

ARTICLE 2

2.1. Usage des terrains

2.1.1. Aménagement du site et définition du changement d'usage

Les terrains des zones A et B définis à l'article 1 ont été placés dans un état permettant pour :

- la Zone A : un usage de type lycée / commerces / logements selon les plans présentés dans le mémoire DEKRA daté du 17/06/2016, modifié en dernier lieu le 25/04/2017 et référencé n°52028384). ;

- la Zone B : un usage de type voirie et espaces verts

Les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition) ou les paramètres d'entrée de l'analyse des risques résiduels sont des changements d'usage qui doivent respecter les dispositions de la prescription 2.1.2.

2.1.2. Procédure de changement d'usage

Toute modification ou changement de l'usage des zones A et B est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.

Les mesures définies dans ces études se substituent le cas échéant aux articles 2.2, 2.3 et 2.4 ci-dessous.

2.1.3. Permis de construire ou d'aménager

Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager (pour les zones A et B) :

- un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;
- ou, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation du bureau d'étude justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 556-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire doit joindre à toute demande de permis de construire ou d'aménager l'attestation d'un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent, afin de justifier que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté

2.2. Aménagements et dispositions constructives

2.2.1. Dispositions constructives

Zone A :

Les dispositions constructives prises en compte comme hypothèses dans le cadre de l'étude quantitative des risques sanitaires (EQRS)/la réhabilitation du site (notamment document DEKRA (n°52474833-V02) du 01/02/2018) sont respectées. Elles concernent notamment :

- la hauteur sous plafond minimale : 2,5 à 2,8 m selon les bâtiments;
- l'absence de niveaux de sous-sol ;
- l'épaisseur des fondations minimale : 0,1 m.

Zone B :

La voirie laissée en place est constituée d'enrobé, et les espaces verts sont composés de 30 cm de terre végétale. Ce recouvrement est maintenu en place.

Les dispositions constructives ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.2.2. Aménagement de jardins

L'aménagement de jardins potagers dans les zones A et B est interdit, sauf à éviter le contact entre les végétaux et les sols pollués ou à remplacer les sols pollués par des matériaux sains. Dans ce cadre, et afin de marquer l'interface terrains impacté/terrains d'apports sains, un grillage avertisseur ou un géotextile devra être posé. Toutes les mesures prises devront être pérennes dans l'espace et le temps.

La plantation d'arbres fruitiers ou à baie dans les zones polluées présentées sur la zone A et B est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.2.3. Eaux pluviales / Zones d'infiltration

La réalisation d'ouvrage d'infiltration au droit de la zone D est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.2.4. Canalisations d'eaux potables

L'aménageur prend des dispositions nécessaires pour garantir l'étanchéité de toute canalisation d'eau potable vis-à-vis des pollutions résiduelles volatiles dans les zones B et D.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.2.5. Maintien en l'état de toutes les dispositions prises pour le recouvrement

Les couvertures présentes sur les zones A et B (type enrobé, béton ou terres végétales de 30 cm, géomembrane...) sont maintenues en l'état ou, le cas échéant, remplacées par une couverture équivalente (béton, construction, voirie,..). Elles sont reconstituées en cas de travaux affectant leur intégrité.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2).

2.2.6. Maintien en l'état du confinement en chrome

Les dispositifs mis en place pour confiner la pollution résiduelle de la zone D en chrome (1m de terres saines, géotextile et dispositif avertisseur) sont laissés en place et ne sont pas dégradés.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.3. Travaux

2.3.1. Réalisation de travaux

Tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol des zones A et B, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement.

Toutes les dispositions sont prises pour que ces travaux ne remobilisent pas, ne solubilisent pas ou, ou ne fassent pas migrer les polluants résiduels notamment vers les eaux de surface, les eaux souterraines ou dans l'air.

Tous les sols et matériaux d'excavation non réutilisés sur site devront faire l'objet d'une élimination en filière autorisée.

Les matériaux excavés et entreposés temporairement sur le site sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

Les matériaux pollués réutilisés à des fins d'aménagement sur site sont repérés sur un plan conservé par le propriétaire et leurs caractéristiques sont identifiées. Ils sont recouverts d'une épaisseur de terre saine de 30cm au minimum, d'une dalle béton ou d'enrobé.

Lors des travaux de terrassement, une maîtrise de l'envol de poussières devra être assurée afin de garantir la protection des travailleurs et limiter les nuisances à l'environnement du site.

2.3.2. Suivi des eaux souterraines durant travaux

En cas d'excavation ou de travaux susceptibles de remobiliser ou faire migrer les polluants vers les eaux souterraines (zones A et B), une surveillance adaptée de la qualité de ces eaux (en termes de durée et de fréquence) est mise en place par le responsable à l'origine de ces travaux, afin de démontrer l'absence d'impact de ceux-ci sur la qualité des eaux souterraines.

Tout nouveau forage est réalisé dans les règles de l'art, conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Dans le cas où une dégradation de la qualité des eaux souterraines est observée, le responsable de la surveillance met en place dans les meilleurs délais des mesures limitant la diffusion de la pollution hors site et/ou l'usage/consommation des eaux souterraines.

En fin de surveillance, les piézomètres sont comblés conformément aux règles de l'art par le responsable à l'origine des travaux.

2.3.3. Suivi des eaux d'exhaure

Sur les zones A et B, en cas de pompage des eaux de fouille, une surveillance de la qualité de ces eaux est mise en place par le responsable à l'origine de ces pompages.

Le cas échéant, les dispositions de traitement nécessaire sont mises en place, et une convention est établie avec le gestionnaire du réseau collectif si celles-ci sont renvoyées au réseau

2.4. Utilisation des eaux souterraines et réseau piézométrique

2.4.1. Usage des eaux souterraines

Tout pompage et toute utilisation des eaux de la nappe sont interdits au droit des zones A et B excepté pour un usage des eaux souterraines en circuit fermé (doublet géothermique, circuit de refroidissement).

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

2.4.2. Maintien d'accès aux piézomètres

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines imposés à l'ancien exploitant USICHROM (situés en zone C) sont maintenus en état et facilement accessibles tant qu'il existe une surveillance.

Les propriétaires et locataires des parcelles concernées doivent autoriser l'accès aux piézomètres à toute personne mandaté pour réaliser des prélèvements, à l'exploitant, ou à toute autre personne mandatée par l'un ou l'autre.

2.4.3. Modification du réseau de piézomètres

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines imposés à l'ancien exploitant USICHROM peuvent être déplacés, au frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement et en accord avec l'ancien exploitant (s'il existe encore) ou du tiers demandeur. Le cas échéant, les piézomètres non utilisés sont comblés conformément aux règles de l'art, au frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement.

Ces nouveaux emplacements doivent permettre une surveillance équivalente.

En cas de nécessité de créer de nouveaux piézomètres, la personne à l'origine de ces nouveaux ouvrages respecte la réglementation en vigueur et les procédures administratives associées.

ARTICLE 3

Dans le cas où les propriétaires des parcelles cadastrales n°BD 135, 137, 138 (ex-28), 145, 156, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193 décident de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toute ou une partie de ces parcelles, les propriétaires s'engagent à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

De même, les propriétaires des parcelles cadastrales n°BD 135, 137, 138 (ex-28), 145, 156, 181, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193 s'engagent, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, à informer le nouveau propriétaire des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

ARTICLE 4

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5e à 7e alinéas, du Code de l'environnement.

ARTICLE 5

Les servitudes instituées par le présent arrêté peuvent faire l'objet d'une indemnisation conformément à l'article L. 515-11 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est notifié aux propriétaires des parcelles concernées, au maire de VILLEURBANNE ainsi qu'au président de la métropole de Lyon.

En vue d'assurer l'information des tiers :

- il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Rhône ;
- il est annexé au plan local d'urbanisme et de l'habitat de la métropole de Lyon ;
- il fait l'objet d'une publicité auprès du service de publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'ancien exploitant.

ARTICLE 7

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

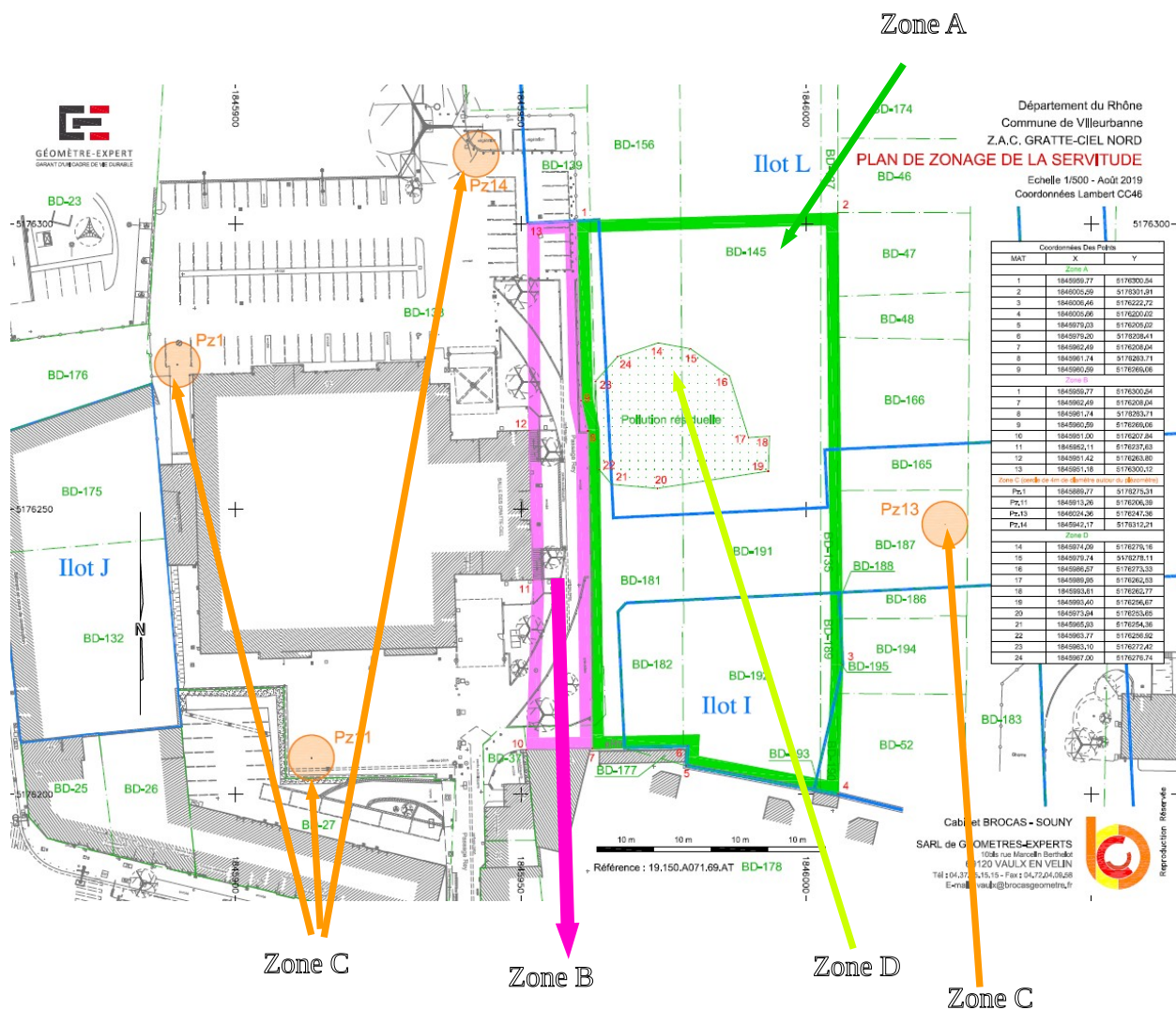
ARTICLE 8

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VILLEURBANNE,
- au directeur départemental des territoires,
- au service en charge de l'urbanisme de la métropole de Lyon,
- à l'ancien exploitant, la société USICHROM
- au groupe SERL,
- aux propriétaires.

P. Le préfet,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint
Signé Clément VIVES

ANNEXE 1 :Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes



- Légende**
- Zone A
 - Zone B
 - Zone C
 - Zone D : pollution résiduelle

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021

P. Le préfet,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint
Signé Clément VIVES

P. Le préfet,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint
Signé Clément VIVES

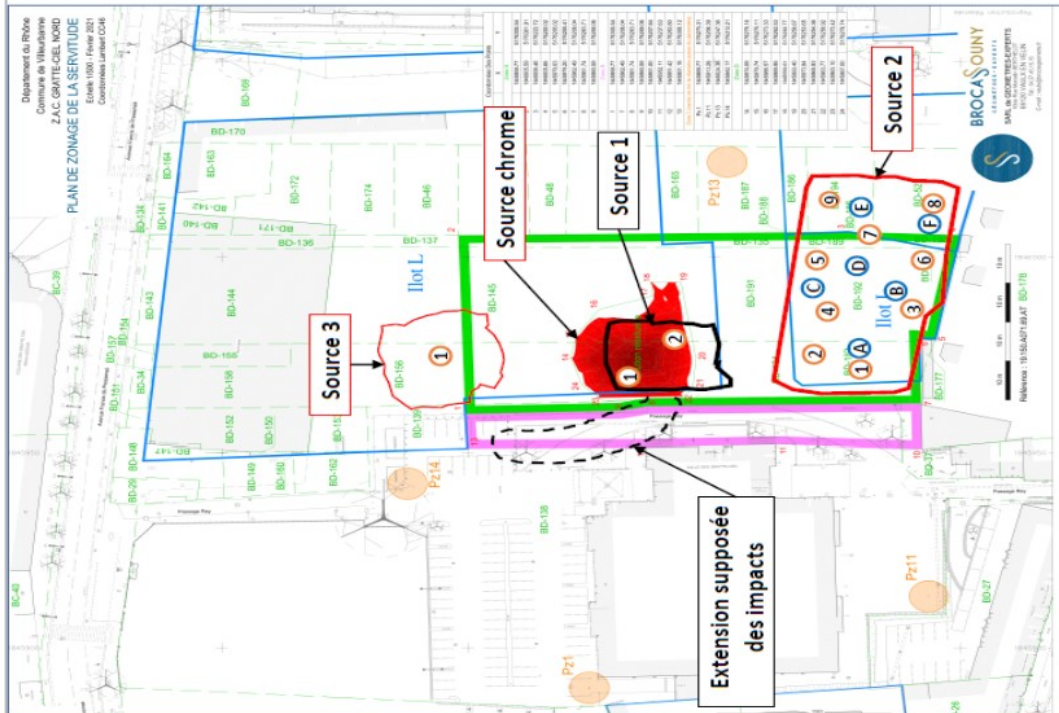
ANNEXE 2 : Pollution résiduelle (1/2)

Pollution résiduelle dans les gaz du sol

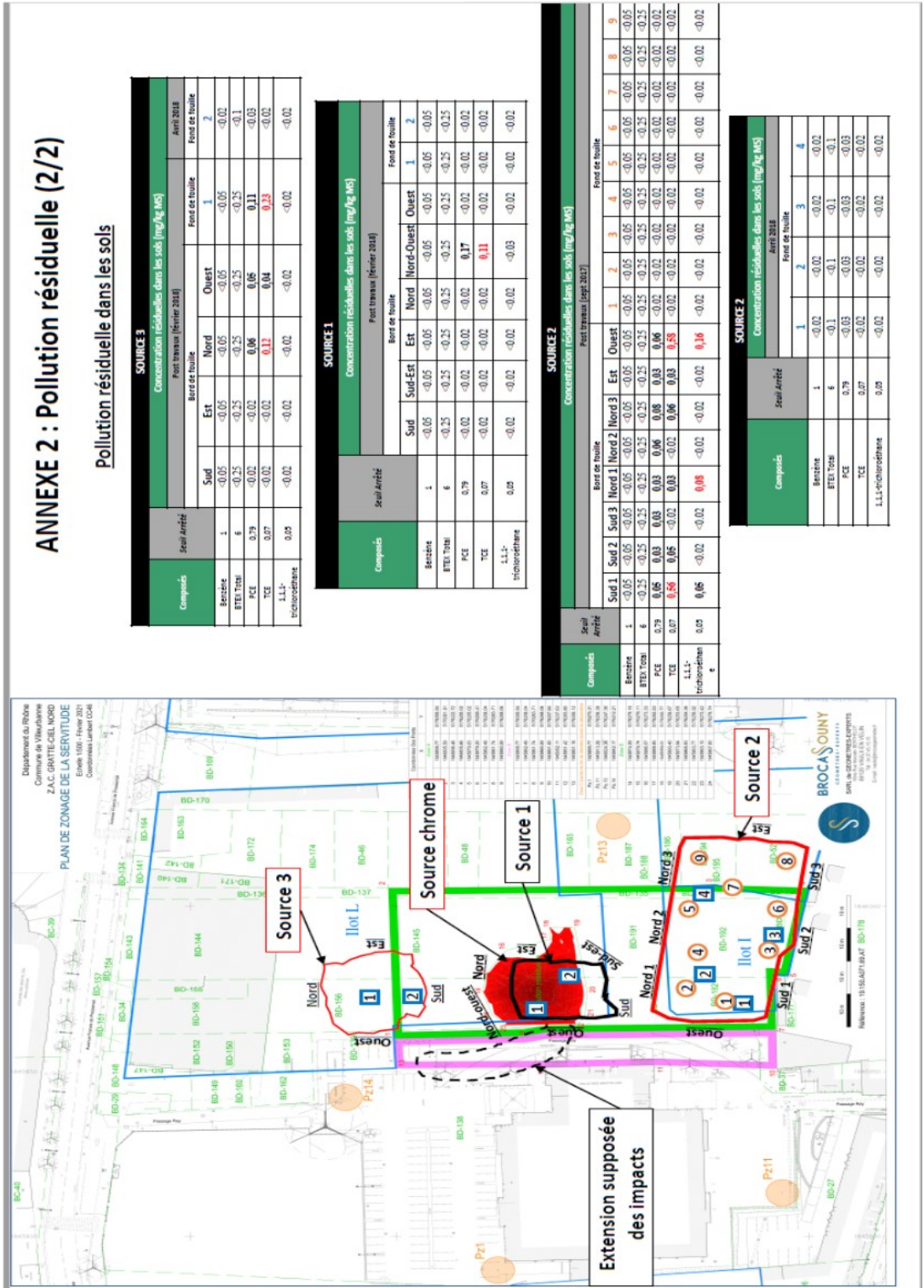
Composés	SOURCE 3	
	Seuil Arrêté 2018	Concentration résiduelle dans l'air de sol (µg/m ³)
Benzène	200	<17,33
Toluène	2 000	935,64
Xylènes	2 000	1542,56
PCE	500	1665,62
TCE	600	311,98
1,1,1-trichloroéthène	1 000	573,68

Composés	SOURCE 1					
	Post-travaux (Février 2018)			Pré-travaux		
Benzène	200	<16,295	<16,391	<1,70	<1,70	<1,70
Toluène	2 000	<16,295	<16,391	2,38	<1,70	<1,70
Xylènes	2 000	<48,385	<48,385	5,95	<5,10	<5,10
PCE	500	753,281	963,478	2380,96	2381	2381
TCE	600	<16,295	508,13	1684,42	3,74	3,74
1,1,1-trichloroéthène	1 000	146,036	239,478	357,14	39,12	39,12

Composés	SOURCE 2														
	Concentration résiduelle dans l'air de sol (µg/m ³)														
Benzène	200	114,19	77,95	117,78	112,87	21,39	<16,31	<16,43	<17,02	<16,18	<17,0	<17,0	<17,0	<17,0	<17,0
Toluène	2 000	897,42	444,09	879,15	590,18	1371,04	1256,19	745,71	1277,07	1310,87	<1,70	1,87	5,78	5,27	7,82
Xylènes	2 000	497,99	406,48	498,13	479,71	1337,13	1414,51	303,78	1554,14	2019,79	<1,10	6,39	17,41	34,01	44,22
PCE	500	512	354,22	38,15	134,51	811,67	66,88	228,52	107,81	442,18	646,94	103,13	30,41	76,53	3,4
TCE	600	42,41	88,12	<16,18	90,11	<16,31	47,45	<17,02	<16,18	459,18	17,11	12,11	17,11	17,11	1,87
1,1,1-trichloroéthène	1 000	375,22	745,71	82,88	112,87	103,99	44,84	71,18	25,54	<16,18	170,68	90,1	42,5	7,99	10,9



P. Le préfet,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint
Signé Clément VIVES



ANNEXE 2 : Pollution résiduelle (2/2)

Pollution résiduelle dans les sols

SOURCE 3		Concentration résiduelle dans les sols (mg/kg MS)			
Composés	Seuil Arrêté	Post travaux (février 2018)			
		Bord de fouille		Fond de fouille	
		Sud	Est	Nord	Ouest
Benzène	1	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05
BTEX Total	6	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25
PCE	0,79	<0,02	<0,02	0,06	0,11
TCE	0,07	<0,02	<0,02	0,11	0,04
1,1,1-trichloroéthane	0,05	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02

SOURCE 1		Concentration résiduelle dans les sols (mg/kg MS)			
Composés	Seuil Arrêté	Post travaux (février 2018)			
		Bord de fouille		Fond de fouille	
		Sud	Est	Nord	Ouest
Benzène	1	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05
BTEX Total	6	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25
PCE	0,79	<0,02	<0,02	<0,02	0,17
TCE	0,07	<0,02	<0,02	<0,02	0,11
1,1,1-trichloroéthane	0,05	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02

SOURCE 2		Concentration résiduelle dans les sols (mg/kg MS)																
Composés	Seuil Arrêté	Post travaux (sept 2021)																
		Bord de fouille			Fond de fouille			Fond de fouille										
		Sud 1	Sud 2	Sud 3	Nord 1	Nord 2	Nord 3	Est	Ouest	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Benzène	1	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05	<0,05
BTEX Total	6	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25	<0,25
PCE	0,79	0,05	0,03	0,03	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
TCE	0,07	0,56	0,05	<0,02	0,03	<0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
1,1,1-trichloroéthane	0,05	<0,02	<0,02	0,08	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	0,16	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02

SOURCE 2		Concentration résiduelle dans les sols (mg/kg MS)			
Composés	Seuil Arrêté	Post travaux			
		Bord de fouille		Fond de fouille	
		1	2	3	4
Benzène	1	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02
BTEX Total	6	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1
PCE	0,79	<0,03	<0,03	<0,03	<0,03
TCE	0,07	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02
1,1,1-trichloroéthane	0,05	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-01-04-00007

DELEGATION HOPITAL BEAUJEU

DELEGATION DE SIGNATURE
Hôpital de Beaujeu

La Directrice par intérim de l'Hôpital de Beaujeu,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6143-7, L.6132-3, D.6143-33 et D.6143-35

Vu l'arrêté n° 2020-17-0446 du 4 décembre 2020 portant désignation de Madame Marie-Pierre BONGIOVANNI-VERGEZ, directrice d'hôpital, directrice des Centres hospitaliers de Villefranche-sur-Saône, Tarare-Grandris, Trévoux et de l'EHPAD de Villars-les-Dombes pour assurer l'intérim de l'Hôpital de Beaujeu à compter du 4 janvier 2021,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement et de ses services,
D É C I D E

Article 1^{ER} : Délégation générale de signature

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Benjamin DURAND**, Directeur Délégué de l'Hôpital de Beaujeu, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la gestion des établissements de Beaujeu, à l'exception :

- des marchés publics et accords-cadres
- des actes relatifs aux affaires médicales
- des actes relevant de la Direction des Services Numériques du Territoire
- des actes relevant de la Direction des Travaux et de la Maintenance supérieurs à 25 000 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DURAND, délégation de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, à l'effet de signer les mêmes actes.

Article 2 – Subdélégations

2.1 – Direction des Ressources Humaines médicales

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Sophie LEONFORTE**, Directeur des Affaires Médicales HNO, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux affaires médicales et notamment :

- Le recrutement
- La formation médicale continue : décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement,
- Les tableaux de service, gardes et astreintes
- Les autorisations d'absences et congés
- Le suivi de l'activité libérale,
- Les mises en demeure
- Les actes, décisions, attestations et courriers relatifs à la gestion de la carrière
- Les assignations
- Les notes d'information et de service
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- La rémunération et la gestion de la paie

HOPITAL DE BEAUJEU

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie LEONFORTE, délégation de signature est donnée à **Madame Cécile JOURDAIN**, Responsable des Affaires Médicales HNO, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la Direction des Affaires Médicales, dans les domaines cités au paragraphe précédent.

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Alice BERNON**, Responsable Ressources Humaines, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux affaires médicales suivants :

- Les décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement liés à la formation médicale continue
- Les tableaux de service, gardes et astreintes
- Les autorisations d'absences et congés
- Les certificats et attestations de travail
- Les assignations
- Les ordres de missions et états de remboursement de frais

2.2 – Direction des Ressources Humaines non médicales

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Alice BERNON**, Responsable Ressources Humaines, à l'effet de signer les actes relatifs à la gestion des ressources humaines et de la formation continue du personnel non médical et notamment :

- La gestion comptable et financière des ressources humaines
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- Le recrutement
- La formation médicale continue : décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement, engagement et liquidation des dépenses
- Les tableaux de service
- Les autorisations d'absences et congés
- Les mises en demeure
- Les actes, décisions, attestations et courriers relatifs à la gestion de la carrière, à l'exception des personnels de direction
- Les assignations
- Les notes d'information et de service
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- La rémunération et la gestion de la paie

2.3- Services techniques, domaines, travaux, maintenance et sécurité

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Hervé MATHIEU**, Directeur des Travaux et de la Maintenance, à l'effet de signer les marchés publics et les accords-cadres relatifs aux travaux et à la maintenance.

Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Benjamin DURAND, Directeur Délégué de l'Hôpital de Beaujeu à l'effet de signer :

- Tous les actes relatifs aux services techniques et à la sécurité
- Tous les actes relatifs aux travaux et à la maintenance, hors marchés et accords-cadres non récurrents, jusqu'à 25 000 euros.

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Véronique RATIGNIER**, Responsable Travaux et Domaines, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux services techniques, aux travaux, à la maintenance et à la sécurité.

2.4 - Service Achats, Logistique et Biomédical

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux achats et à la logistique, y compris les marchés publics et les accords-cadres.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux achats, à la logistique, et au biomédical à l'exception des marchés publics et les accords-cadres.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Clément GIAC**, Responsable Finances et Achats de l'Hôpital de Beaujeu, à l'effet de signer les actes relatifs aux achats, à la logistique, et au biomédical suivants :

- Engagement et liquidation des dépenses des titres II et III des sections investissement et exploitation, hors marché et à l'exception des comptes relatifs à l'Institut de Formation des Aides-Soignants
- Actes relatifs à l'organisation du secteur biomédical
- Les commandes de classe 6 inférieures à 2000 euros du secteur biomédical
- Les factures inférieures à 2000 euros du service biomédical

2.5 - Direction des Services Numériques du Territoire (DSNT)

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Nasser AMANI**, Directeur des Services Numériques du Territoire, à l'effet de signer les actes suivants relatifs à la DSNT :

- Les bons de commande et factures d'engagement des dépenses d'exploitation et d'investissement afférentes à l'informatique, à l'exclusion des marchés publics et accords-cadres.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nasser AMANI, délégation est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie pour la signature des actes sus nommés au 2.5.

2.6 - Pharmacies à Usage Intérieur

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur le Docteur Rémi VIAL**, praticien hospitalier chef du service de la pharmacie de Beaujeu, aux fins de signer, à l'exception des marchés publics :

- Les actes de gestion de la pharmacie
- Les commandes de produits pharmaceutiques et médicaux
- Les factures du service de la pharmacie

2.7 – Gestion comptable et financière

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, pour assurer les fonctions d'ordonnateur délégué et à ce titre, signer l'ensemble des actes relatifs aux fonctions d'ordonnateur des dépenses et recettes des établissements.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Clément GIAC**, Responsable Finances et Achats de l'Hôpital de Beaujeu, pour assurer les fonctions d'ordonnateur délégué et à ce titre, signer

- L'ensemble des bordereaux récapitulatifs des mandats
- L'ensemble des titres de recettes
- La déclaration et le paiement des impôts et taxes gérés par le service des finances

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Françoise BESSON**, Référente de l'Espace Patients Visiteurs pour signer, pour l'Hôpital de Beaujeu :

- Les actes relatifs à la facturation et à la gestion administrative des patients et de résidents

2.8 – Administration de l'EHPAD de Beaujeu

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, Référent médico-social, pour signer les actes relatifs au fonctionnement de l'EHPAD de Beaujeu suivants :

- Les courriers et plaintes relatifs aux situations des résidents accueillis dans la structure,
- Les courriers relatifs au fonctionnement intérieur de la structure n'entrant pas dans le champ de compétences des directions fonctionnelles de l'Hôpital Nord-Ouest Tarare- Grandris,
- Les contrats de séjour,
- Les actes de cautionnement des familles,

2.9 - Dépôt de plainte

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Serge VANNIER**, Responsable sécurité, en vue de représenter l'Hôpital de Beaujeu dans le cadre des dépôts de plainte effectués auprès des autorités compétences.

2.10 – Qualité, Gestion des risques et Relations avec les usagers

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Sébastien VANHOVE**, Responsable Qualité

- Gestion des Risques, à l'effet de signer les actes suivants :
- Les actes relatifs à la gestion des plaintes des patients
- Les courriers de réponses aux plaintes des patients

2.11 – Service Blanchisserie et Restauration

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Sébastien VANHOVE**, Responsable Blanchisserie et Restauration, à l'effet de signer les actes suivants :

- Tous les actes relatifs à la gestion courante du service
- Les commandes et factures

Article 3 – Marchés publics et accords-cadres

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie et à **Monsieur Hervé MATHIEU**, Directeur des Travaux et de la Maintenance, pour les actes suivants :

- La signature des marchés d'équipements, de fournitures et de services, de prestations intellectuelles, et les marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- La signature des marchés de travaux et de maintenance, de prestations intellectuelles et les marchés publics de techniques de l'information et de la communication

Aucun autre délégataire désigné par la présente décision ne dispose d'une délégation de signature pour tout marché public ou accord-cadre.

Article 4 – Publicité et effets

Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département et affichée dans l'établissement. Elle sera communiquée au comptable du Trésor Public de l'établissement, au Conseil de Surveillance et aux délégataires désignés.

A cette même date, elle abroge les décisions de délégation de signature de l'Hôpital de Beaujeu du 15 juin 2018.

Chaque délégation ou subdélégation accordée cesse de plein droit ses effets en cas de départ de l'établissement du délégataire ou de son changement de fonctions.

Fait à Beaujeu, le 4 janvier 2021

Marie-Pierre BONGIOVANNI-VERGEZ
Directrice par intérim de l'Hôpital de Beaujeu



69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-01-04-00008

DELEGATION HOPITAL BELLEVILLE

DELEGATION DE SIGNATURE
Centre hospitalier de Belleville

La Directrice par intérim du Centre Hospitalier de Belleville,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6143-7, L.6132-3, D.6143-33 et D.6143-35

Vu l'arrêté n° 2020-17-0446 du 4 décembre 2020 portant désignation de Madame Marie-Pierre BONGIOVANNI-VERGEZ, directrice d'hôpital, directrice des Centres hospitaliers de Villefranche-sur-Saône, Tarare-Grandris, Trévoux et de l'EHPAD de Villars-les-Dombes pour assurer l'intérim du centre hospitalier de Belleville à compter du 4 janvier 2021,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement et de ses services,
D É C I D E

Article 1^{ER} : Délégation générale de signature

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Benjamin DURAND**, Directeur Délégué du Centre Hospitalier de Belleville, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la gestion des établissements de Belleville, à l'exception :

- des marchés publics et accords-cadres
- des actes relatifs aux affaires médicales
- des actes relevant de la Direction des Services Numériques du Territoire
- des actes relevant de la Direction des Travaux et de la Maintenance supérieurs à 25 000 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DURAND, délégation de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, à l'effet de signer les mêmes actes.

Article 2 – Subdélégations

2.1 – Direction des Ressources Humaines médicales

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Sophie LEONFORTE**, Directeur des Affaires Médicales HNO, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux affaires médicales et notamment :

- Le recrutement
- La formation médicale continue : décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement,
- Les tableaux de service, gardes et astreintes
- Les autorisations d'absences et congés
- Le suivi de l'activité libérale,
- Les mises en demeure
- Les actes, décisions, attestations et courriers relatifs à la gestion de la carrière
- Les assignations
- Les notes d'information et de service
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- La rémunération et la gestion de la paie

CENTRE HOSPITALIER DE BELLEVILLE

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie LEONFORTE, délégation de signature est donnée à **Madame Cécile JOURDAIN**, Responsable des Affaires Médicales HNO, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la Direction des Affaires Médicales, dans les domaines cités au paragraphe précédent.

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Alice BERNON**, Responsable Ressources Humaines, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux affaires médicales suivants :

- Les décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement liés à la formation médicale continue
- Les tableaux de service, gardes et astreintes
- Les autorisations d'absences et congés
- Les certificats et attestations de travail
- Les assignations
- Les ordres de missions et états de remboursement de frais

2.2 – Direction des Ressources Humaines non médicales

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Alice BERNON**, Responsable Ressources Humaines, à l'effet de signer les actes relatifs à la gestion des ressources humaines et de la formation continue du personnel non médical et notamment :

- La gestion comptable et financière des ressources humaines
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- Le recrutement
- La formation médicale continue : décisions et conventions de formation, ordres de missions, états de remboursement, engagement et liquidation des dépenses
- Les tableaux de service
- Les autorisations d'absences et congés
- Les mises en demeure
- Les actes, décisions, attestations et courriers relatifs à la gestion de la carrière, à l'exception des personnels de direction
- Les assignations
- Les notes d'information et de service
- L'instruction des mesures disciplinaires ou contentieuses
- La rémunération et la gestion de la paie

2.3- Services techniques, domaines, travaux, maintenance et sécurité

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Hervé MATHIEU**, Directeur des Travaux et de la Maintenance, à l'effet de signer les marchés publics et les accords-cadres relatifs aux travaux et à la maintenance.

Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Benjamin DURAND, Directeur Délégué du Centre Hospitalier de Belleville à l'effet de signer :

- Tous les actes relatifs aux services techniques et à la sécurité
- Tous les actes relatifs aux travaux et à la maintenance, hors marchés et accords-cadres non récurrents, jusqu'à 25 000 euros.

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Véronique RATIGNIER**, Responsable Travaux et Domaines, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux services techniques, aux travaux, à la maintenance et à la sécurité.

CENTRE HOSPITALIER DE BELLEVILLE

2.4 - Service Achats, Logistique et Biomédical

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux achats et à la logistique, y compris les marchés publics et les accords-cadres.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux achats, à la logistique, et au biomédical à l'exception des marchés publics et les accords-cadres.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Clément GIAC**, Responsable Finances et Achats du centre hospitalier de Belleville, à l'effet de signer les actes relatifs aux achats, à la logistique, et au biomédical suivants :

- Engagement et liquidation des dépenses des titres II et III des sections investissement et exploitation, hors marché et à l'exception des comptes relatifs à l'Institut de Formation des Aides-Soignants
- Actes relatifs à l'organisation du secteur biomédical
- Les commandes de classe 6 inférieures à 2000 euros du secteur biomédical
- Les factures inférieures à 2000 euros du service biomédical

2.5 - Direction des Services Numériques du Territoire (DSNT)

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Nasser AMANI**, Directeur des Services Numériques du Territoire, à l'effet de signer les actes suivants relatifs à la DSNT :

- Les bons de commande et factures d'engagement des dépenses d'exploitation et d'investissement afférentes à l'informatique, à l'exclusion des marchés publics et accords-cadres.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nasser AMANI, délégation est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie pour la signature des actes sus nommés au 2.5.

2.6 - Pharmacies à Usage Intérieur

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur le Docteur Vincent MARTIN**, praticien hospitalier chef du service de la pharmacie de Belleville, aux fins de signer, à l'exception des marchés publics :

- Les actes de gestion de la pharmacie
- Les commandes de produits pharmaceutiques et médicaux
- Les factures du service de la pharmacie

2.7 – Gestion comptable et financière

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, pour assurer les fonctions d'ordonnateur délégué et à ce titre, signer l'ensemble des actes relatifs aux fonctions d'ordonnateur des dépenses et recettes des établissements.

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Clément GIAC**, Responsable Finances et Achats du Centre Hospitalier de Belleville, pour assurer les fonctions d'ordonnateur délégué et à ce titre, signer

- L'ensemble des bordereaux récapitulatifs des mandats

CENTRE HOSPITALIER DE BELLEVILLE

- L'ensemble des titres de recettes
- La déclaration et le paiement des impôts et taxes gérés par le service des finances

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Nathalie BERGERIE**, Référente de l'Espace Patients Visiteurs pour signer, pour le Centre Hospitalier de Belleville :

- Les actes relatifs à la facturation et à la gestion administrative des patients et de résidents

2.8 – Administration de l'EHPAD de Belleville

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe RUSSIER**, Directeur Adjoint chargé des Finances, des Achats et de la Patientèle, Référent médico-social, pour signer les actes relatifs au fonctionnement de l'EHPAD de Belleville suivants :

- Les courriers et plaintes relatifs aux situations des résidents accueillis dans la structure,
- Les courriers relatifs au fonctionnement intérieur de la structure n'entrant pas dans le champ de compétences des directions fonctionnelles de l'Hôpital Nord-Ouest Tarare- Grandris,
- Les contrats de séjour,
- Les actes de cautionnement des familles,

2.9 - Dépôt de plainte

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Serge VANNIER**, Responsable sécurité, en vue de représenter le Centre Hospitalier de Belleville dans le cadre des dépôts de plainte effectués auprès des autorités compétences.

2.10 – Qualité, Gestion des risques et Relations avec les usagers

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Sébastien VANHOVE**, Responsable Qualité – Gestion des Risques, à l'effet de signer les actes suivants :

- Les actes relatifs à la gestion des plaintes des patients
- Les courriers de réponses aux plaintes des patients

2.11 – Service Blanchisserie et Restauration

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Sébastien VANHOVE**, Responsable Blanchisserie et Restauration, à l'effet de signer les actes suivants :

- Tous les actes relatifs à la gestion courante du service
- Les commandes et factures

Article 3 – Marchés publics et accords-cadres

Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Franck ORCEL**, Directeur de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie et à **Monsieur Hervé MATHIEU**, Directeur des Travaux et de la Maintenance, pour les actes suivants :

- La signature des marchés d'équipements, de fournitures et de services, de prestations intellectuelles, et les marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- La signature des marchés de travaux et de maintenance, de prestations intellectuelles et les marchés publics de techniques de l'information et de la communication

Aucun autre délégataire désigné par la présente décision ne dispose d'une délégation de signature pour tout marché public ou accord-cadre.

CENTRE HOSPITALIER DE BELLEVILLE

Article 4 – Publicité et effets

Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département et affichée dans l'établissement. Elle sera communiquée au comptable du Trésor Public de l'établissement, au Conseil de Surveillance et aux délégataires désignés.

A cette même date, elle abroge les décisions de délégation de signature du Centre Hospitalier de Belleville du 15 juin 2018.

Chaque délégation ou subdélégation accordée cesse de plein droit ses effets en cas de départ de l'établissement du délégataire ou de son changement de fonctions.

Fait à Belleville-en-Beaujolais, le 4 janvier 2021

Marie-Pierre BONGIOVANNI-VERGEZ
Directrice par intérim du Centre Hospitalier de
Belleville



69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-04-06-00001

Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Thierry SUQUET, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône



PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Direction de la coordination des politiques
interministérielles

Lyon, le 6 avril 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°
portant délégation de signature à M. Thierry SUQUET, préfet délégué
pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône

LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,
PRÉFET DU RHÔNE

Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code du travail ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de santé publique ;

Vu le code du sport ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 modifiée relative aux polices municipales ;

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 modifiée d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 modifiée pour la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03
Pour connaître nos horaires d'ouverture et les modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Vu la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 modifiée relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental ;

Vu la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 modifiée d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 93-377 du 18 mars 1993 modifié relatif aux préfets délégués pour la sécurité et la défense auprès des préfets de zone de défense ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2008-1023 du 6 octobre 2008 relatif au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes et au casier judiciaire national automatisé ;

Vu le décret n° 2010-1298 du 28 octobre 2010 portant attribution de produits au budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, en application du décret n° 97-199 modifié du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié relatifs à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 pris pour l'application de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité et relatif aux titres de séjour ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 24 août 2018 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. Clément VIVÈS ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

Vu le décret du 9 août 2019 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (classe fonctionnelle III) - M. Jean-Daniel MONTET-JOURDRAN ;

Vu le décret du 27 août 2019 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. David ROCHE ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de la préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - Mme Cécile DINDAR ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. Thierry SUQUET ;

Vu le décret du 12 août 2020 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. Benoît ROCHAS ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2010 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires des corps techniques et scientifiques de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 portant application de l'article 2 du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et de l'article 1^{er} du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2014 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 janvier 2015 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-703 modifié du 23 janvier 2002 portant règlement opérationnel du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ;

Vu la circulaire n° EFIZ1239322C du 28 novembre 2012 relative aux sanctions administratives suite à procès verbal relevant une infraction pour travail illégal ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

Article 1 : Dans le département du Rhône délégation de signature est donnée à M. Thierry SUQUET, préfet délégué pour la défense et la sécurité, dans les matières intéressant la direction et le contrôle des services de police ainsi que la coordination opérationnelle de l'ensemble des forces participant à la sécurité.

M. Thierry SUQUET est notamment habilité à signer tous actes et décisions dans les domaines suivants :

1. Maintien du bon ordre, de la sûreté et de la tranquillité publique en application des articles L 2212-1, L 2214-4, L 2215-1, L 2215-2, L 2215-3, L 2215-4 et L 2215-5 du code général des collectivités territoriales.
2. Interdiction des manifestations sur la voie publique en vertu du code de la sécurité intérieure.
3. Emploi des forces de gendarmerie et des compagnies républicaines de sécurité pour assurer les opérations de maintien de l'ordre et de sécurisation selon les termes de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale et l'instruction NOR/OC/K/09/29231J du 4 décembre 2009 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales portant sur la doctrine d'emploi des forces mobiles de la gendarmerie et de la police.
4. Concours apportés par les services de police et de gendarmerie dans le cadre de prestations ne pouvant être rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique en matière de sécurité et d'ordre publics : affectation et mise à disposition d'agents, déplacement, emploi et mise à disposition de véhicules, de matériels ou d'équipement et prestations d'escorte.
5. Réquisition des forces armées en vue de leur participation au maintien de l'ordre en application de l'article 28 de l'instruction interministérielle n° 500/SGDN du 20 juillet 1970.
6. Mise en demeure et évacuation forcée des gens du voyage stationnant irrégulièrement.
7. Décisions relatives aux recours pour dommages causés par le refus de prêter le concours de la force publique (à l'exclusion de l'engagement financier de l'indemnisation).
8. Gestion des personnels et des moyens des services de police, la mise en œuvre du plan de modernisation de la police nationale et des mesures de formation des fonctionnaires de police.
9. Prononciation des sanctions disciplinaires du premier groupe pour :
 - les personnels d'encadrement et d'application de la police nationale à l'exception des personnels servant en administration centrale, dans les services de renseignement intérieur, dans les compagnies républicaines de sécurité et dans les structures de formation en qualité de formateur et d'élèves,
 - les techniciens de la police technique et scientifique,
 - les agents spécialisés de la police technique et scientifique,
 - les adjoints techniques de la police nationale à l'exception de ceux servant en administration centrale,
 - les personnels administratifs.
10. Saisine des commissions administratives paritaires locales siégeant en conseil de discipline.
11. Fonctionnement du comité technique paritaire départemental des services de police.
12. Décisions relatives aux polices municipales telles qu'elles résultent de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 et de ses décrets d'application.
13. Décisions de fermeture d'établissements prises en application des dispositions de l'article L 8272-2 du code du travail.

Article 2 : Dans le département du Rhône délégation de signature est également donnée à M. Thierry SUQUET, préfet délégué pour la défense et la sécurité, à l'effet de signer dans les matières intéressant la direction de la sécurité et de la protection civile, à l'exception des mémoires et déférés auprès des différentes juridictions.

M. Thierry SUQUET est notamment habilité à signer tous actes et décisions dans les domaines suivants :

I - RÉGLEMENTATION CONCERNANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET DU CODE PÉNAL

1. Avis sur la libération conditionnelle des condamnés (article 730 du code de procédure pénale).
2. Garde des détenus hospitalisés (article D 386 du code de procédure pénale).
3. Présidence du conseil d'évaluation des prisons (article D 180 du code de procédure pénale).
4. Délivrance des permis de visite aux détenus condamnés hospitalisés (article D 403 du code de procédure pénale).
5. Avis pour l'agrément des visiteurs de prison (D 472 du code de procédure pénale), des médecins (article D 364 du code de procédure pénale) et des prestataires de service.
6. Avis sur les extractions de détenus en vertu de l'article D 316 du code de procédure pénale.

7. Avis relatif à la consultation du fichier judiciaire national des auteurs d'infraction sexuelles ou violentes pour les collectivités territoriales en vertu de l'article 706-53-7 du code de procédure pénale.

II - POLICE GÉNÉRALE

1. Décisions concernant les systèmes de vidéo-protection (Code de la Sécurité Intérieure art. L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1 et art. R 251-1 à R 253-4).
2. Décisions de fermeture des débits de boissons (article L 3332-15 du code de la santé publique) et octroi des dérogations aux heures de fermeture et d'ouverture de ces établissements.
3. Décisions de fermeture des établissements fixes ou mobiles de vente à emporter (art. L 332-1 du CSI).
4. Décisions de fermeture des établissements diffusant de la musique (art. L 333-1 du CSI).
5. Décisions de fermeture des établissements pour travail dissimulé (art. L 8272-2 du Code du Travail).
6. Décisions de transfert de licence III ou IV (art. L 3332-11 du Code de la santé publique).
7. Institution des zones de protection et réglementation de l'accès aux mineurs (art. L 3335-1, L 3335-2, L 3335-8, L 3335-11, et L 3342-3 du code de la santé publique-décret n° 72-35 du 14 janvier 1972).
8. Police des cercles et des casinos.
9. Décisions relatives aux concours de la force publique et aux expulsions locatives.
10. Exercice des pouvoirs conférés au Préfet par le Code de Sécurité Intérieure livre III titre 1^{er} fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, leur acquisition, détention et port.
11. Autorisation des manifestations publiques de boxe (art. A 331-33 à A 331-36 et R 331-4 à R 331-52 du Code du Sport).
12. Interdictions administratives de stade (art. L 332-16 du code du sport).
13. Décision restreignant la liberté d'aller et venir des personnes se prévalant de la qualité de supporter d'une équipe ou se comportant comme tel (art. L 3332-16-2 du code des sports).
14. Arrêté relatif à l'établissement des listes préparatoires de la liste annuelle du jury d'assises du Rhône.
15. Mesures de police administrative prises en application de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire et de ses décrets d'application.

III - RÉGLEMENTATION PROFESSIONNELLE

1. Double agrément des agents de sûreté aéroportuaire (CSI livre VI - art. L 612-6 à L 612-8 et L 612-9 à L 612-13).
2. Surveillance exceptionnelle de la voie publique par des agents de sécurité (CSI livre VI - art. L 613-2 et R 613-5).
3. Agrément des gardes particuliers et reconnaissance de l'aptitude des gardes particuliers.

IV - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE - AÉRONAUTIQUE - FERROVIAIRE - ROUTIÈRE - FLUVIALE - COMMERCIALE ET TOURISTIQUE

A - Aéronautique

1. Exercice des pouvoirs conférés au Préfet par les articles R 131-3, D 233-2 et D 132-4 du code de l'aviation civile et l'arrêté du 10 octobre 1957 relatifs aux atterrissages, décollages et évolutions d'aéronefs et objets volants y compris lors de spectacles publics.
2. Police des installations aéronautiques, des aérodromes et des aéroports (article L 6332-2 du code des transports et décret n° 74-77 du 1er février 1974).
3. Exercice des pouvoirs conférés au Préfet par les articles D 233-2, D 233-6, D 233-8 du code de l'aviation civile.
4. Agrément des associations aéronautiques (arrêté ministériel du 9 mai 1984).
5. Délivrance des habilitations en zone réservée aéroportuaires prévues par l'article R 213-5 du code de l'aviation civile.

6. Délivrance des habilitations hors zone réservée aéroportuaire prévues par la circulaire NORINT/A/07/00100/C du 3 octobre 2007 pour les personnes devant accéder aux sites sécurités des « chargeurs connus » et « agents habilités », des « établissements connus », ou ceux de leurs sous-traitants.
7. Autorisations des manifestations aériennes (article R1321-3 du Code de l'aviation civile).
8. Dérogations aux hauteurs de survol et autorisations de pénétrer en ZRT.

B - Ferroviaire

1. Exercice des pouvoirs conférés au Préfet par la loi du 15 juillet 1845 modifiée et le décret du 22 mars 1942 relatifs à la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules dans les cours des gares et l'intégrité des voies ferrées, de leurs accessoires et dépendances et la circulation des convois.

C - Routière

1. Désignation des membres de la commission départementale de sécurité routière.
2. Désignation des membres de la commission locale des transports publics particuliers de personnes.
3. Missions départementales de proximité relatives aux permis de conduire : suspension/annulation, commissions médicales, saisie des décisions judiciaires.
4. Missions départementales de proximité relatives aux systèmes d'immatriculation des véhicules : inscriptions et levée des immobilisations, inscription des saisies, levée d'opposition à transfert sur certificat d'immatriculation, inscriptions de la remise du titre aux forces de l'ordre et de la restitution d'un titre retenu, enquête en cas de numéro de série en doublon ou de correction de numéro de série.
5. Arrêtés relatifs à la circulation routière sur la voirie nationale et sur les voies départementales classées routes à grande circulation (articles R 411.4, R 411.8, R 411.18, R 415.8, R 415.10 et R 421.3 du code de la route) et aux transports de matières dangereuses (arrêté ministériel du 15 avril 1945).
6. Homologation des circuits de vitesse et autorisation des épreuves sportives sur la voie publique ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant des véhicules à moteur en application des articles R 331-6 à R 331-44 du code du sport.
7. Habilitation de certains agents des services publics urbains, de transport en commun de voyageurs, à constater les infractions qui affectent en agglomération, la circulation, le stationnement et l'arrêt des véhicules de ces services en application du décret du 15 janvier 1997.
8. Agrément des établissements relatifs à l'éducation routière, des centres de sensibilisation à la sécurité routière, des centres de formation à la profession de chauffeur de taxi, à la profession de chauffeur VTC, à la profession d'enseignant de la conduite.
9. Arrêtés relatifs à la profession de chauffeur de taxi, de chauffeur VTC, d'enseignant de la conduite et d'animateur de stages de sensibilisation à la sécurité routière.
10. Organisation des épreuves du BAFM et des mentions du BEPECASER.
11. Agrément des gardiens de fourrière.

D - Fluviale

1. Réglementation de la circulation de la navigation et des activités sportives et touristiques sur le Rhône et la Saône.

V - PROTECTION CIVILE

Les arrêtés, décisions et actes relevant des attributions du service interministériel de défense et de la protection civile et, en particulier :

1. Préparation, établissement et exécution des plans de secours,
2. Préparation, établissement et exécution des mesures non militaires de défense,
3. Avis sur les plans de secours élaborés par les collectivités et entreprises à risques,
4. Gestion des outils opérationnels,

5. Avis sur les dossiers des installations classées pour la protection de l'environnement et participation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,
6. Suivi et gestion des secteurs et activités d'importance vitale : avis sur les plans de sécurité des opérateurs, approbation des plans particuliers de protection et établissement des plans de protection externes,
7. Suivi et gestion des systèmes d'alerte de la population,
8. Organisation et participation aux travaux de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ainsi que des différentes sous-commissions auxquelles sont déléguées ses compétences,
9. Suivi des avis défavorables émis par les commissions de sécurité, et, en cas de carence du maire, fermeture des établissements recevant du public concernés,
10. Exercice des pouvoirs de police du préfet dans les immeubles de grande hauteur et les établissements recevant du public relevant de sa compétence,
11. Information préventive de la population en application de l'article L 124-1 et suivants du code de l'environnement,
12. Développement du secourisme : suivi et agrément des associations, organisation des jurys et examens de secourisme, délivrance des diplômes, conventions avec les associations de secourisme agréées,
13. Organisation et suivi du conseil départemental de sécurité civile, correspondances avec les élus,
14. Instruction des demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et notification des décisions de la commission interministérielle,
15. Mesures d'urgence relatives à la sécurité de la navigation fluviale,
16. Agréments techniques et autorisations d'exploitation (art R 2352-110 du code de la défense) pour les dépôts et débits de produits explosifs,
17. Suspension d'activité et d'agrément technique des dépôts et débits de produits explosifs (art R 2352-95 et 107 du code de la défense),
18. Autorisations d'acquisition de produits explosifs et de détonateurs (art R 2352-74 du code de la défense) quelque soit les quantités et autorisations d'utiliser dès leur réception les produits explosifs pour des quantités égales ou supérieures à 25 kg et (ou) 500 détonateurs (art R 2352-81 du code de la défense),
19. Autorisations de transports de produits explosifs, habilitations à la garde, à la mise en œuvre et au tir de produits explosifs et agréments à la connaissance des mouvements de produits explosifs (art R 2352-76, 87 et 118 du code de la défense),
20. Réglementation des artifices de divertissement,
21. Déclaration des spectacles pyrotechniques de catégorie 4 (ou C4), T2 ou de plus de 35 kilos de matière active ; validation dès la qualification des artificiers de niveau 1 et 2 ; délivrance des agréments pour l'usage des artifices de catégorie 2 et 3 destinés à être lancés à l'aide d'un mortier,
22. Agrément des dépôts d'artifices de divertissement et agréments des centres délivrant la formation relative au certificat de qualification,
23. Délivrance conjointe, avec le recteur d'Académie, du certificat de préposé au tir.

Article 3 : Dans le département du Rhône délégation de signature est également donnée à M. Thierry SUQUET, préfet délégué pour la défense et la sécurité, à l'effet de signer, les arrêtés, décisions et actes relevant des attributions du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours.

Article 4 : Délégation de signature est en outre donnée à M. Thierry SUQUET à l'effet de signer, au niveau départemental, tous arrêtés, décisions, circulaires relevant des attributions de l'État en matière de prévention de la délinquance.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée aux articles 1, 2, 3 et 4 est donnée à Mme Cécile DINDAR, préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET et de Mme Cécile DINDAR, la délégation est donnée à M. Jean-Daniel MONTET-JOURDRAN, directeur de cabinet du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône, ou en son absence ou

empêchement, à M. Clément VIVÈS, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône, ou en son absence ou empêchement, à M. Benoît ROCHAS, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône, ou en son absence ou empêchement, à M. David ROCHE, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 2-V est également donnée à M. Guillaume RAYMOND, directeur de la sécurité et de la protection civile. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume RAYMOND, la délégation de signature est donnée à :

- M. Ernest MOUTOUSSAMY, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Mme Sylvia LEGRIS, attachée, chef du bureau de la planification, de la défense et des risques sanitaires,
- Mme Chantal LIEVRE, attachée, chef du bureau prévention.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 3 est également donnée au Contrôleur général Serge DELAIGUE, directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement du Contrôleur général Serge DELAIGUE, la délégation de signature est transférée aux :

- Colonel Bertrand KAISER, directeur départemental et métropolitain adjoint,
- Colonel Vincent GUILLOT, directeur des groupements territoriaux,
- Colonel Eric COLLOT, directeur des moyens matériels,
- Colonel Alain COLLOT, directeur des ressources humaines,
- Colonel Lionel CHABERT, directeur de la prévention et de l'organisation des secours.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 13, à l'article 2-II alinéa 1, alinéas 3 à 13, à l'article 2-III, à l'article 2-IV-A alinéas 1, 2, 3, 4, 7 et 8, à l'article 2-IV-B, à l'article 2-IV-C alinéas 2 à 11, et à l'article 2-IV-D, est donnée à M. Guillaume RAYMOND, directeur de la sécurité et de la protection civile.

La délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 13, à l'article 2-II alinéa 1 et alinéas 3 à 11, à l'article 2-III, à l'article 2-IV-C alinéas 3, 4 et de l'alinéa 6 à 11 et à l'article 2-IV-D, est également donnée à Mme Aurélie DARPHEUILLE, attachée principale, chef du bureau des polices administratives.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, de M. Guillaume RAYMOND et de Mme Aurélie DARPHEUILLE, la délégation de signature visée à l'article 2-III, à l'article 2-IV-C alinéas 3, 4 et de l'alinéa 6 à 11 et à l'article 2-IV-D est également donnée à M. Cyril GIBERT, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint à la chef de bureau, chef de la section réglementation à caractère sécuritaire, et à Mme Cécile DAFFIX, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la section réglementation routière.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, de M. Guillaume RAYMOND, de Mme Aurélie DARPHEUILLE et de Mme Cécile DAFFIX, la délégation visée à l'article 2-IV-C alinéa 3 et alinéa 4 est donnée à M. Youssef AMINEUR, secrétaire administratif de classe normale.

Article 10 : Délégation est donnée à M. Emmanuel LECLAIRE, commissaire divisionnaire, chef du pôle prévention, à l'effet de signer d'une manière permanente tous les documents établis par le cabinet du préfet délégué pour la défense et la sécurité autres que ceux visés à l'article 1, à l'article 2-II à V et à l'article 3, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, à l'exception des actes à caractère réglementaire.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1, alinéas 3, 10, et 11, à l'article 2-I, à l'article 2-IV-A, alinéas 5 et 6, à l'article 2-IV-C alinéa 3 est donnée à M. Emmanuel LECLAIRE.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel LECLAIRE, la délégation de signature visée à l'article 2-IV-C alinéa 3 est donnée à M. Fabien ROGNON, lieutenant-colonel, à M. Laurent HYP,

commandant, à Mme Marie BALLEYDIER, commandant, à M. Fabrice MAZAUDIER, capitaine, à Mme Coline GLAIN, attachée principale et à Mme Dominique BOUCHARD, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 11 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 9 est donnée à M. Jean-Yves AUTIÉ, directeur zonal de la police aux frontières Sud-Est dans la limite de ses attributions et pour son service.

Article 12 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéas 4 et 9 est donnée à M. Nelson BOUARD, directeur départemental de la sécurité publique du Rhône, commissaire central de Lyon, dans la limite de ses attributions et pour son service.

Article 13 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 9 est donnée à M. Christophe ALLAIN, directeur zonal de la police judiciaire Sud-Est, dans la limite de ses attributions et pour son service.

Article 14 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 9 est donnée à Mme Marianne CHARRET-LASSAGNE, directrice zonale au recrutement et à la formation de la police nationale Sud-Est, dans la limite de ses attributions et pour son service.

Article 15 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry SUQUET, la délégation de signature visée à l'article 1 alinéa 4 est donnée au colonel Benoît VILLEMINOZ, commandant le groupement de gendarmerie du Rhône, dans la limite de ses attributions et pour son service.

Article 16 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 17 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité et la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Préfet

Pascal MAILHOS

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-04-06-00002

Arrêté modifiant l'arrêté n° 69-2017-12-21-004 du
21/12/2017 portant agrément pour l'exercice de
l'activité de domiciliation d'entreprises



PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques
et de l'administration locale

Lyon, le 6 avril 2021

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Florence PATRICIO
Tél. : 04.72.61.61.29
Télécopie : 04.72.61.66.60
Courriel : florence.patrio@rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69-2021- L'ARRETE N° 69-2017-12-21-004 DU 21 DECEMBRE 2017 PORTANT AGRÉMENT MODIFIANT POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE DOMICILIATION D'ENTREPRISES

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2005/60 /CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme ;

Vu le code de commerce, notamment ses articles L 123-10 à L123-11-8 et R123-166 à R123-171 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L.561-2 ;

Vu l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

Vu le décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;

Vu le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R123-166-1 à R.123-166-5 du code de commerce) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2017-12-21-004 du 21 décembre 2017 portant agrément de la Sarl ACFEG, pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2018-02-13-003 du 13 février 2018 modifiant l'arrêté n° 69-2017-12-21-004 du 21 décembre 2017 portant agrément de la Sarl ACFEG, pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises ;

.../...

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Vu le dossier de demande de modification d'agrément transmis le 18 mars 2021, complété le 25 mars 2021, suite à la nomination de Monsieur Grimaud HOUNGBO en qualité de co-gérant de la Sarl ACFEG, en remplacement de Monsieur Jean-Louis LAMOTTAZ ;

Sur proposition de la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 69-2018-02-13-003 du 13 février 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 69-2017-12-21-004 du 21 décembre 2017 portant agrément de la Sarl ACFEG, pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

Article 2 : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 69-2017-12-21-004 du 21 décembre 2017 portant agrément de la Sarl ACFEG, pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises sous le numéro 2017-10 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La Sarl AUDIT COMPTABILITÉ FINANCE ET GESTION – A.C.F.E.G, gérée par Messieurs Bruno MICHEL, Franck LABINTAN et Grimaud HOUNGBO est agréée pour exercer, au sein de son établissement principal situé 18 rue Anatole France, 69200 VENISSIEUX, l'activité de domiciliation juridique jusqu'au 21 décembre 2023. »

Article 3 : Le reste est sans changement.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Préfète, Secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une copie de l'arrêté sera transmise au greffe du Tribunal de Commerce de Lyon.

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Signé : Clément VIVÈS

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-04-02-00004

Arrêté n° 2021-10-0118 portant désignation d un
centre de vaccination contre la covid-19
à BEAUVALLON (salle Les Varennes)

**Arrêté n° 2021-10-0118 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19
à BEAUVALLON (salle Les Varennes)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-13, L. 3131-15 et L. 3131-17 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2215-1 ;
- VU** le code de sécurité intérieure notamment les articles L.741-1 à L741-5 et R741-1à R.741-6 ;
- VU** le code de la défense notamment les articles R1311-1 à R1311-28 ;
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- CONSIDERANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;
- CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;
- CONSIDERANT** qu'en égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;
- CONSIDERANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison

des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT l'article 28 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui dispose que « les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation peuvent accueillir du public, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, pour l'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination » ;

CONSIDERANT l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui organise la campagne de vaccination contre la Covid-19 ;

CONSIDERANT qu'aux termes du VI de l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 précité « tout professionnel de santé, exerçant ses fonctions à titre libéral ou non, ou tout étudiant en santé, peut participer à la campagne vaccinale dans la limite de ses compétences en matière de vaccination telles qu'elles résultent des dispositions des quatrième et sixième parties du code de la santé publique » ;

CONSIDERANT les articles 53-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et 55-1 du décret 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui disposent que la vaccination peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

CONSIDERANT la circulaire n° 6241-SG du 12 janvier 2021 du Premier ministre relative à l'accélération de la campagne de vaccination et mise en place de centres de vaccination ;

CONSIDERANT la désignation de l'établissement de santé Hospices Civils de Lyon, établissement pivot approvisionné en vaccins autorisés, pour l'approvisionnement des centres de vaccination ;

CONSIDERANT que le dossier de candidature déposé par la commune de Beauvallon apporte les garanties suffisantes pour constituer un centre de vaccination contre le virus de la covid-19 dans les conditions fixées par la circulaire précitée ;

Après avis de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 2 avril 2021 ;

ARRETE

Article 1 - La vaccination contre le virus de la covid-19 est assurée à compter du 12 avril 2021 et pendant la durée de la campagne de vaccination 2021 au sein du centre de vaccination mis en place par la commune de Beauvallon et situé dans la salle Les Varennes, lieu-dit Les Varennes, Chassagny 69700 Beauvallon.

Article 2 - Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 2 avril 2021

Le Préfet délégué
pour la défense et la sécurité,

Thierry SUQUET

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-04-02-00005

Arrêté n° 2021-10-0119 portant désignation d un
centre de vaccination contre la covid-19
à VAUGNERAY (salle L InterValle)

**Arrêté n° 2021-10-0119 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19
à VAUGNERAY (salle L'InterValle)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-13, L. 3131-15 et L. 3131-17 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2215-1 ;
- VU** le code de sécurité intérieure notamment les articles L.741-1 à L741-5 et R741-1à R.741-6 ;
- VU** le code de la défense notamment les articles R1311-1 à R1311-28 ;
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- CONSIDERANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;
- CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;
- CONSIDERANT** qu'eu égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;
- CONSIDERANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison

des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT l'article 28 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui dispose que « les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation peuvent accueillir du public, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, pour l'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination » ;

CONSIDERANT l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui organise la campagne de vaccination contre la Covid-19 ;

CONSIDERANT qu'aux termes du VI de l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 précité « tout professionnel de santé, exerçant ses fonctions à titre libéral ou non, ou tout étudiant en santé, peut participer à la campagne vaccinale dans la limite de ses compétences en matière de vaccination telles qu'elles résultent des dispositions des quatrième et sixième parties du code de la santé publique » ;

CONSIDERANT les articles 53-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et 55-1 du décret 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui disposent que la vaccination peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

CONSIDERANT la circulaire n° 6241-SG du 12 janvier 2021 du Premier ministre relative à l'accélération de la campagne de vaccination et mise en place de centres de vaccination ;

CONSIDERANT la désignation de l'établissement de santé Hospices Civils de Lyon, établissement pivot approvisionné en vaccins autorisés, pour l'approvisionnement des centres de vaccination ;

CONSIDERANT que le dossier de candidature déposé par la Communauté de communes des Vallons du Lyonnais (CCVL) apporte les garanties suffisantes pour constituer un centre de vaccination contre le virus de la covid-19 dans les conditions fixées par la circulaire précitée ;

Après avis de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 2 avril 2021 ;

ARRETE

Article 1 - La vaccination contre le virus de la covid-19 est assurée à compter du 12 avril 2021 et pendant la durée de la campagne de vaccination 2021 au sein du centre de vaccination mis en place par la Communauté de communes des Vallons du Lyonnais (CCVL) et situé dans la salle de L'InterValle au 18 bis Chemin du Stade 69670 Vaugneray.

Article 2 - Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 2 avril 2021

Le Préfet délégué
pour la défense et la sécurité,

Thierry SUQUET

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2021-04-02-00003

Arrêté n° 2021-10-0127 portant désignation d un
centre de vaccination contre la covid-19
à CALUIRE (gymnase Lachaise)

**Arrêté n° 2021-10-0127 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19
à CALUIRE (gymnase Lachaise)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-13, L. 3131-15 et L. 3131-17 ;

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieure notamment les articles L.741-1 à L741-5 et R741-1à R.741-6 ;

VU le code de la défense notamment les articles R1311-1 à R1311-28 ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;

CONSIDERANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;

CONSIDERANT qu'en égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison des

vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT l'article 28 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui dispose que « les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation peuvent accueillir du public, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, pour l'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination » ;

CONSIDERANT l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui organise la campagne de vaccination contre la Covid-19 ;

CONSIDERANT qu'aux termes du VI de l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 précité « tout professionnel de santé, exerçant ses fonctions à titre libéral ou non, ou tout étudiant en santé, peut participer à la campagne vaccinale dans la limite de ses compétences en matière de vaccination telles qu'elles résultent des dispositions des quatrième et sixième parties du code de la santé publique» ;

CONSIDERANT les articles 53-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et 55-1 du décret 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui disposent que la vaccination peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

CONSIDERANT la circulaire n° 6241-SG du 12 janvier 2021 du Premier ministre relative à l'accélération de la campagne de vaccination et mise en place de centres de vaccination ;

CONSIDERANT la désignation de l'établissement de santé Hospices Civils de Lyon, établissement pivot approvisionné en vaccins autorisés, pour l'approvisionnement des centres de vaccination ;

CONSIDERANT que le dossier de candidature déposé par la commune de Caluire apporte les garanties suffisantes pour constituer un centre de vaccination contre le virus de la covid-19 dans les conditions fixées par la circulaire précitée ;

Après avis de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 2 avril 2021 ;

ARRETE

Article 1 - La vaccination contre le virus de la covid-19 est assurée à compter du 1 avril 2021 et pendant la durée de la campagne de vaccination 2021 au sein du centre de vaccination mis en place par la commune de Caluire et situé au gymnase Lachaise, 1 rue Curie 69300 Caluire.

Article 2 - Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 2 avril 2021

Le Préfet délégué
pour la défense et la sécurité,

Thierry SUQUET

69_Secrétariat_Général_Commune_Département
al

69-2021-04-06-00003

Arrêté préfectoral portant déclassement
rétroactif du domaine public à Lyon 7ème



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général commun
départemental du Rhône**

Arrêté Préfectoral portant déclassement rétroactif du domaine public

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L 2141-1 ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment le titre 1er du livre II relatif aux biens relevant du domaine privé ;
Vu l'ordonnance N° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques qui autorise le déclassement rétroactif (article 12) ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
Vu le décret N° 2008-1248 du 1er décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux par l'Etat et ses établissements publics ;
Vu les circulaires en date du 16 janvier 2009 et 27 février 2017 affirmant le rôle de propriétaire unique de l'Etat ;

Considérant que le déclassement est un préalable indispensable pour assurer la parfaite validité de la cession d'un bien de l'Etat ;

ARRETE :

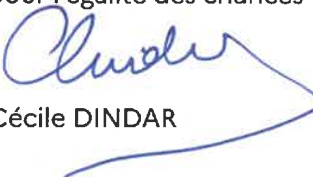
Article 1 : est prononcé rétroactivement à la date du 10 octobre 1988, le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée section CD 51 sur la commune de Lyon 7ème.

Article 2 : un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 : cet arrêté prendra effet à sa date de publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le **- 6 AVR. 2021**

Pour le préfet,
La préfète, secrétaire générale
déléguée pour l'égalité des chances


Cécile DINDAR

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-22-00024

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_230 : non
renouvellement de l'agrément services à la
personne de la SARL FR.OPTISOINS



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_230

Arrêté portant non renouvellement d'agrément
d'un organisme de services à la personne
n° SAP815243837

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1 ;
- VU le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE_UD69_DEQ_2016_04_25_110 en date du 25 avril 2016 délivrant la déclaration et l'agrément services à la personne à la **SARL FR.OPTISOINS** à compter du 22 mars 2016;

Considérant l'absence de demande de renouvellement d'agrément à la date du 22 mars 2021 ;

- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

L'agrément services à la personne de la **SARL FR.OPTISOINS**, numéro SAP815243837, dont le siège social est situé 41 rue de la République 69740 GENAS est **échu à compter du 22 mars 2021** suite à l'absence de demande de renouvellement au 22 mars 2021 malgré les conditions de l'article R.7232-8 du code du travail.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 22 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-22-00025

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_231 :
déclaration services à la personne de la SARL
FR.OPTISOINS



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_231

Récépissé de modification déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP815243837

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**
*Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental du Rhône en date du 25 avril 2016 à effet du 22 mars 2016 ;
- VU l'autorisation implicite de la Métropole de Lyon en date du 25 avril 2016 à effet du 22 mars 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE_UD69_DEQ_2016_04_25_110 en date du 25 avril 2016 délivrant la déclaration et l'agrément services à la personne à la **SARL FR.OPTISOINS** à compter du 22 mars 2016;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_230 en date du 22 mars 2021 actant le non renouvellement de l'agrément services à la personne de la **SARL FR.OPTISOINS** ;
- SUR proposition du responsable de l'unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

Article 1

La déclaration d'activités de services à la personne de la **SARL FR.OPTISOINS**, dont le siège social est situé 41 rue de la République 69740 GENAS est modifiée suite à l'arrêté DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_22_230 en date du 22 mars 2021 actant le non renouvellement de l'agrément services à la personne de la **SARL FR.OPTISOINS**.

Article 2

La **SARL FR.OPTISOINS** est enregistrée sous le numéro **SAP815243837** et déclarée pour effectuer les activités suivantes :

1 Activités relevant uniquement de la déclaration et hors champs de l'agrément ou de l'autorisation

Sur le territoire national à partir du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail et pour **une durée illimitée** en mode **prestataire** uniquement :

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

- entretien de la maison et travaux ménagers ;
- petits travaux de jardinage ;
- travaux de bricolage ;
- garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses) ;
- livraison de repas à domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- accompagnement des enfants de plus de 3 ans en dehors de leur domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- téléassistance et visio assistance ;
- accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile.

2 Activités déclarées et soumises à autorisation (en cours de validité)

Sur le département du Rhône (**69**) et sur le territoire de la Métropole de Lyon (**69**) en mode **prestataire** uniquement :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques ;
- accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide à la mobilité et au transport, acte de la vie courante) ;
- Aide personnelle à domicile aux familles fragilisées.

Article 3

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Article 4

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Article 5

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 22 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-26-00012

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_242 :
renouvellement automatique de l'agrément
services à la personne de la SARL HOME LIBRE
SERVICE



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_242

Arrêté portant renouvellement automatique d'agrément
d'un organisme de services à la personne
n° SAP485332449

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1 ;
- VU le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2016_08_19_229 en date du 19 août 2016 délivrant la déclaration et l'agrément à la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2018_05_04_145 en date du 4 mai 2018 actant le changement d'adresse du siège social de la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU la demande de renouvellement d'agrément présentée le 15 mars 2021 par Monsieur Xavier MURA en sa qualité de Gérant de la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU le certificat n°FR049476-1 délivré le 18 mars 2019 par Bureau Veritas Certification ;
- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

L'agrément de la **SARL HOME LIBRE SERVICE** dont le siège social est situé 167 rue Charles Germain 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE est accordé pour une durée de cinq ans **à compter du 30 juin 2021 soit jusqu'au 29 juin 2026 inclus.**

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément soit avant le **30 mars 2026.**

Article 2

Cet agrément couvre les activités suivantes uniquement en **mode prestataire** sur le département du Rhône (**69**) et sur le territoire de la Métropole de Lyon (**69**) :

- garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris les enfants handicapés) ;
- accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que ceux pour lesquels il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de la DIRECCTE ; unité départementale du Rhône.

Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté ;
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 26 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-26-00013

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_243 :
déclaration services à la personne de la SARL
HOME LIBRE SERVICE



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_243

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP485332449

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental de l'Ain en date du 8 novembre 2011 à effet du 30 juin 2011 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental du Rhône en date du 8 novembre 2011 à effet du 30 juin 2011 ;
- VU l'autorisation implicite de la Métropole de Lyon en date du 8 novembre 2011 à effet du 30 juin 2011 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2016_08_19_229 en date du 19 août 2016 délivrant la déclaration et l'agrément à la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2018_05_04_145 en date du 4 mai 2018 actant le changement d'adresse du siège social de la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU le dépôt de la déclaration d'activités de services à la personne présentée le 15 mars 2021 par Monsieur Xavier MURA en sa qualité de Gérant de la **SARL HOME LIBRE SERVICE** ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_242 en date du 26 mars 2021 portant renouvellement automatique d'agrément services à la personne à la **SARL HOME LIBRE SERVICE** à compter du 30 juin 2021;
- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

Article 1

La **SARL HOME LIBRE SERVICE** dont le siège social est situé 167 rue Charles Germain 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE est enregistrée sous le numéro **SAP485332449** et déclarée pour effectuer les activités suivantes :

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

1 Activités relevant uniquement de la déclaration et hors champs de l'agrément ou de l'autorisation

Sur le territoire national à partir du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail et pour **une durée illimitée** en mode **prestataire** uniquement :

- entretien de la maison et travaux ménagers ;
- petits travaux de jardinage ;
- travaux de petit bricolage ;
- garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses) ;
- livraison de courses à domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- soin et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage) ;
- accompagnement des enfants de plus de 3 ans en dehors de leur domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile.

2 Activités déclarées et soumises à agrément de l'Etat (en cours de validité)

Sur le département du Rhône (**69**) et sur le territoire de la Métropole de Lyon (**69**) en mode **prestataire** uniquement à compter du **30 juin 2021** et **jusqu'au 29 juin 2026 inclus** :

- garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris les enfants handicapés) ;
- accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile.

3 Activités déclarées et soumises à autorisation (en cours de validité)

Sur les départements de l'Ain (**01**), du Rhône (**69**) et sur le territoire de la Métropole de Lyon (**69**) en mode **prestataire** uniquement :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux).

Article 2

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Article 3

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Article 4

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-26-00014

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_244 :
déclaration services à la personne de la SARL
MAINTIEN ADOM RHONE



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_26_244

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP811315217

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental du Rhône à effet du 20 juillet 2015 ;
- VU l'autorisation implicite de la Métropole de Lyon à effet du 20 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE_UD69_DEQ_2020_11_10_309 en date du 10 novembre 2020 délivrant la déclaration service à la personne à la **SARL MAINTIEN ADOM RHONE** ;
- VU la demande de modifications d'adresse de l'organisme présentée le 3 mars 2021 ;
- VU l'avis de situation au répertoire SIRENE de l'INSEE en date du 24 mars 2021 actant le changement d'adresse du siège social à compter du 20 février 2020, date de fermeture de l'ancien siège ;
- VU le dépôt de la déclaration d'activités de services à la personne présentée le 3 mars 2021 par Monsieur David CLERC en sa qualité de Gérant de la **SARL MAINTIEN ADOM RHONE**;
- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

Article 1

Le siège social de la **SARL MAINTIEN ADOM RHONE** est situé depuis le 20 février 2020 à l'adresse suivante :
59 avenue Garibaldi
69120 VAULX EN VELIN

Article 2

La **SARL MAINTIEN ADOM RHONE** est enregistrée sous le numéro **SAP811315217** et déclarée pour effectuer les activités suivantes :

1 Activités relevant uniquement de la déclaration et hors champs de l'agrément ou de l'autorisation

Sur le territoire national à partir du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail et pour **une durée illimitée** en mode **prestataire** uniquement :

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

- entretien de la maison et travaux ménagers ;
- petits travaux de jardinage ;
- travaux de petit bricolage ;
- garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses) ;
- livraison de repas à domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- collecte et livraison à domicile de linge repassé à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- livraison de courses à domicile à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- soin et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage) ;
- maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire ;
- assistance administrative à domicile ;
- téléassistance et visio assistance ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante à la condition que cette prestation soit accessoire à au moins une activité effectuée à domicile ;
- assistance à des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques et hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- coordination et délivrance des services à la personne.

2 Activités déclarées et soumises à autorisation (en cours de validité)

Sur le département du Rhône (**69**) et sur le territoire de la Métropole de Lyon (**69**) en mode **prestataire** uniquement :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques ;
- accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide à la mobilité et au transport, acte de la vie courante).

Article 3

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Article 4

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Article 5

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Article 6

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 26 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-29-00018

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_245 :
modification de l'agrément services à la
personne suite aux changements de nom (de
S.I.S.A.D à CALYPSO SERVICES) et d'adresse du
siège de l'association



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_245

**Arrêté modifiant l'agrément
d'un organisme de services à la personne
n° SAP382842664**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1 ;
- VU le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2017_03_20_173 en date du 20 mars 2017 portant agrément services à la personne à l'association **S.I.S.A.D.** à compter du 2 janvier 2017 ;
- VU la demande de modifications de dénomination et d'adresse du siège social présentée le 29 mars 2021 par Madame Sandrine TRISSON en sa qualité de Directrice de l'association **S.I.S.A.D.** ;
- VU l'avis de situation au répertoire SIRENE de l'INSEE en date du 29 mars 2021 actant le changement d'adresse du siège social de l'association **S.I.S.A.D.** à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- VU le récépissé de déclaration de modification de l'association n° W692001175 en date du 29 mai 2020 actant le changement de dénomination de l'association **S.I.S.A.D.** à compter du 14 janvier 2020 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

La dénomination sociale de l'association **S.I.S.A.D.** est depuis le 14 janvier 2020 :
CALYPSO SERVICES

Article 2

Le siège social de l'association **CALYPSO SERVICES (ex S.I.S.A.D.)** est situé depuis le 1^{er} janvier 2020 à l'adresse suivante :
19 rue du 11 Novembre 1918
69550 AMPLEPUIIS

Article 3

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2017_03_20_173 restent inchangés.

Fait à Villeurbanne, le 29 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-29-00019

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_246 :
modification de la déclaration services à la
personne suite aux changements de nom (de
S.I.S.A.D à CALYPSO SERVICES) et d'adresse du
siège de l'association



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_29_246

Récépissé de modification de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP382842664

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental du Rhône en date du 16 janvier 2012 à effet du 2 janvier 2012 ;
- VU l'autorisation implicite du conseil départemental de la Loire en date du 4 octobre 2012 à effet du 19 septembre 2012 ;
- VU l'autorisation du conseil départemental du Rhône en date du 26 décembre 2019 à effet du 1^{er} janvier 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2017_03_20_172 en date du 20 mars 2017 délivrant la déclaration services à la personne à l'association **S.I.S.A.D.** ;
- VU la demande de modifications de dénomination et d'adresse du siège social présentée le 29 mars 2021 par Madame Sandrine TRISSON en sa qualité de Directrice de l'association **S.I.S.A.D.** ;
- VU l'avis de situation au répertoire SIRENE de l'INSEE en date du 29 mars 2021 actant le changement d'adresse du siège social de l'association **S.I.S.A.D.** à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- VU le récépissé de déclaration de modification de l'association n° W692001175 en date du 29 mai 2020 actant le changement de dénomination de l'association **S.I.S.A.D.** à compter du 14 janvier 2020 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

Article 1

La dénomination sociale de l'association **S.I.S.A.D.** est depuis le 14 janvier 2020 :
CALYPSO SERVICES

Article 2

Le siège social de l'association **CALYPSO SERVICES (ex S.I.S.A.D.)** est situé depuis le 1^{er} janvier 2020 à l'adresse suivante :
19 rue du 11 Novembre 1918
69550 AMPLEPUIS

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

Article 3

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2017_03_20_172 restent inchangés.

Fait à Villeurbanne, le 29 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-30-00015

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_247 :
abrogation de la déclaration services à la
personne de GUERIN Vincent



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_247

**Abrogation de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP813488806**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
*Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite***

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UT69_DEQ_2015_10_06_177 en date du 6 octobre 2015 délivrant la déclaration services à la personne à l'organisme **GUERIN Vincent** ;
- VU la demande d'abandon de déclaration présentée le 4 février 2021 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

La déclaration d'activités services à la personne de l'organisme **GUERIN Vincent**, enregistré sous le n° **SAP813488806**, est **abrogée** à compter du **31 décembre 2018**.

Article 2

Les avantages fiscaux et sociaux associés à la déclaration d'activités sont supprimés à compter du **31 décembre 2018**.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 30 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-30-00016

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_248 :
abrogation de la déclaration services à la
personne de la SARL FRANCE MENAGE LYON



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_248

**Abrogation de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP499490969**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012276-0010 en date du 2 octobre 2012 délivrant la déclaration services à la personne à l'organisme **FRANCE MENAGE LYON** ;
- VU l'information par mail en date du 3 février 2021 de Monsieur Éric TÉA, responsable développement, indiquant l'absorption de l'organisme **FRANCE MENAGE LYON** ;
- VU l'avis de situation au répertoire SIRENE de l'INSEE en date du 30 mars 2021 actant la fermeture de l'entreprise au 7 janvier 2019 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

La déclaration d'activités services à la personne de l'organisme **FRANCE MENAGE LYON**, enregistré sous le n° **SAP499490969**, est **abrogée** à compter du **7 janvier 2019**.

Article 2

Les avantages fiscaux et sociaux associés à la déclaration d'activités sont supprimés à compter du **7 janvier 2019**.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 30 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-30-00017

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_249 :
abrogation de la déclaration services à la
personne de PHILYS Tommy



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_30_249

**Abrogation de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP832449243**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2017_12_20_453 en date du 20 décembre 2017 délivrant la déclaration services à la personne à l'organisme **PHILYS Tommy** ;
- VU la demande d'abandon de déclaration présentée le 28 janvier 2021 ;
- VU l'avis de situation au répertoire SIRENE de l'INSEE en date du 30 mars 2021 actant la fermeture de l'entreprise au 1er juillet 2019 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

La déclaration d'activités services à la personne de l'organisme **PHILYS Tommy**, enregistré sous le n° **SAP832449243**, est **abrogée** à compter du **1er juillet 2019**.

Article 2

Les avantages fiscaux et sociaux associés à la déclaration d'activités sont supprimés à compter du **1er juillet 2019**.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 30 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

69_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi du Rhône

69-2021-03-31-00003

DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_31_258 :
abrogation de la déclaration services à la
personne de SANTOS Daniel



PRÉFET DU RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE_UD69_DEQ_2021_03_31_258

**Abrogation de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le n° SAP534858915**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69_DEQ_2016_12_28_419 en date du 28 décembre 2016 délivrant la déclaration services à la personne à l'organisme **SANTOS Daniel** ;
- VU la demande d'abandon de déclaration présentée le 8 mars 2021 ;
- SUR proposition du responsable de l'unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Arrête :

Article 1

La déclaration d'activités services à la personne de l'organisme **SANTOS Daniel**, enregistré sous le n° **SAP534858915**, est **abrogée** à compter du **1er janvier 2020**.

Article 2

Les avantages fiscaux et sociaux associés à la déclaration d'activités sont supprimés à compter du **1er janvier 2020**.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'unité départementale du Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi 8-10 rue du Nord 69625 VILLEURBANNE Cedex ;
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13 ;
- d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet auprès du Tribunal Administratif de Lyon – 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale du Rhône
8 – 10 rue du Nord – 69625 Villeurbanne Cedex
www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Villeurbanne, le 31 mars 2021

P/Le Préfet par délégation du DIRECCTE
Le responsable de l'UD du Rhône

Dominique VANDROZ

84_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects de Lyon

69-2021-04-01-00010

Décision 2021/3 du directeur régional par intérim
à Lyon portant subdélégation de la signature du
directeur interrégional à Lyon dans les domaines
gracieux et contentieux en matière de
contributions indirectes ainsi que transactions
douanières et de manquement à l'obligation
déclarative

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

LYON, LE 1 AVR. 2021

DR LYON

6, RUE CHARLES BIENNIER
69215 LYON

Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : CHAFFANEL Arnaud

Téléphone : 09 70 27 27 00

Télécopie : 04 78 42 88 39

Mél : dr-lyon@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/3 du directeur régional par intérim à LYON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional par intérim,
ORIGINAL SIGNE

CUGNETTI David

**Annexe I à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
AUDIGIER Martine	10000	10000	10000	10000	10000
BARBET Cindy	50000	50000	50000	50000	50000
BEATRIX Pascal	25000	25000	25000	25000	25000
BERTHOMIEU Jacky	25000	25000	25000	25000	25000
BISSON HAMELIN Françoise	25000	25000	25000	25000	25000
BONEZIA Luc	25000	25000	25000	25000	25000
BONNARD Helene	25000	25000	25000	25000	25000
BOURGON Celine	25000	25000	25000	25000	25000
BOUTALBI Yacine	15000	15000	15000	15000	15000
BRUNEEL Fabrice	10000	10000	10000	10000	10000
CALVIGNAC JUILLARD Aude	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
CHAIBRIANT Bruno	10000	10000	10000	10000	10000
CHAMARD Ariane	50000	50000	50000	50000	50000
COLLET Jean-François	25000	25000	25000	25000	25000
DECROLY Elise	25000	25000	25000	25000	25000
DUCHET Josyane	25000	25000	25000	25000	25000
DUFFOUR Stéphane	15000	15000	15000	15000	15000
ELIE Louis-Marie	25000	25000	25000	25000	25000
FERNANDEZ Alain	25000	25000	25000	25000	25000
FILLON Jean-Louis	25000	25000	25000	25000	25000
FORESTIER Denis	25000	25000	25000	25000	25000
GANTIEZ Laurence	25000	25000	25000	25000	25000
GIL Isabelle	10000	10000	10000	10000	10000
GUENEAU Anne	25000	25000	25000	25000	25000
HENG Evelyne	15000	15000	15000	15000	15000
JAFFRY Pascal	25000	25000	25000	25000	25000
KADIC Asmir	15000	15000	15000	15000	15000
LAGRANGE Frédéric	10000	10000	10000	10000	10000
LEUTARD Pierre	50000	50000	50000	50000	50000
MEYRAN Jean-Christophe	25000	25000	25000	25000	25000
MOUNIER Didier	10000	10000	10000	10000	10000

PALIER Laurence	10000	10000	10000	10000	10000
PASSEMARD Laurent	15000	15000	15000	15000	15000
PELLETIER Valerie	50000	50000	50000	50000	50000
PICHOT Ludovic	10000	10000	10000	10000	10000
PLANARD Thierry	15000	15000	15000	15000	15000
SAUREL Patrice	25000	25000	25000	25000	25000
SOULIER Christophe	10000	10000	10000	10000	10000
TARRISSE Benoit	25000	25000	25000	25000	25000
THIBERT Anne-Marie	25000	25000	25000	25000	25000
TOURNIQUET Didier	25000	25000	25000	25000	25000
TRAINA Sylvain	50000	50000	50000	50000	50000
VALENTE David	10000	10000	10000	10000	10000
VALLA Anne	50000	50000	50000	50000	50000

**Annexe II à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
ALAIN Brigitte	2000	2000	2000	2000	7500
ALARCON Odile	10000	10000	10000	10000	15000
ALBESSARD Guillaume	15000	15000	15000	15000	25000
ALBIGET Isabelle	2000	2000	2000	2000	7500
ALLIER Patrice	10000	10000	10000	10000	15000
ANCIAN Pascale	2000	2000	2000	2000	7500
ANGELI Aurelie	10000	10000	10000	10000	15000
ANNOVAZZI Bertrand	10000	10000	10000	10000	15000
ANTHOUARD Philippe	2000	2000	2000	2000	7500
ARANDA Sergios	10000	10000	10000	10000	15000
ARNOUD Bertrand	2000	2000	2000	2000	7500
ATTARD Nathalie	2000	2000	2000	2000	7500
AUCLERC-YVARS Laurence	2000	2000	2000	2000	7500
AUDIGIER Martine	10000	10000	10000	10000	15000
AUGEREAU Didier	10000	10000	10000	10000	15000
AUGIER Gilles	10000	10000	10000	10000	15000
AUGUSTO Natalia	15000	15000	15000	15000	25000
AUVAO Hilary	2000	2000	2000	2000	7500
AVOUAC Rodolphe	10000	10000	10000	10000	15000
BACONNET Agnes	10000	10000	10000	10000	15000
BALLESTER Magali	10000	10000	10000	10000	15000
BAN YAMMOUH Chaib	2000	2000	2000	2000	7500
BANCEL Christophe	2000	2000	2000	2000	7500
BARBE Brice	10000	10000	10000	10000	15000
BARBET Cindy	50000	50000	50000	50000	65000
BARBIER Caroline	10000	10000	10000	10000	15000
BARNES Benjamin	10000	10000	10000	10000	15000
BARRAT Celine	2000	2000	2000	2000	7500
BASLE Damien	10000	10000	10000	10000	15000
BAYLE Sophie	10000	10000	10000	10000	15000
BEATRIX Pascal	25000	25000	25000	25000	35000

BEAUDU Karen	2000	2000	2000	2000	7500
BECKER Verguine	2000	2000	2000	2000	7500
BEKHEDDA Houari	15000	15000	15000	15000	25000
BELLEPEAU Stephane	10000	10000	10000	10000	15000
BELROSE-HUYGHUES Roderick	10000	10000	10000	10000	15000
BENOIT Françoise	10000	10000	10000	10000	15000
BENSAID Boumediene	2000	2000	2000	2000	7500
BERRY Fabrice	10000	10000	10000	10000	15000
BERTHET Estelle	10000	10000	10000	10000	15000
BERTHOL Sonny	10000	10000	10000	10000	15000
BERTHOMIEU Jacky	25000	25000	25000	25000	35000
BERTHON Jean-Philippe	2000	2000	2000	2000	7500
BERTHOUD Nicolas	2000	2000	2000	2000	7500
BERTRAND Marion	10000	10000	10000	10000	15000
BETKA Dalila	2000	2000	2000	2000	7500
BEUN Camille	2000	2000	2000	2000	7500
BEUN Nathalie	2000	2000	2000	2000	7500
BEURET Elyane	10000	10000	10000	10000	15000
BEVILACQUA Philippe	10000	10000	10000	10000	15000
BILLOT Gael	2000	2000	2000	2000	7500
BISSON HAMELIN Françoise	25000	25000	25000	25000	35000
BOFFA Nathalie	10000	10000	10000	10000	15000
BOISSIER Angélique	2000	2000	2000	2000	7500
BONEZIA Agnes	2000	2000	2000	2000	7500
BONEZIA Luc	25000	25000	25000	25000	35000
BONNARD Helene	25000	25000	25000	25000	35000
BONNET Dominique	2000	2000	2000	2000	7500
BOUCHARDY Eric	15000	15000	15000	15000	25000
BOULIOU Jordane	2000	2000	2000	2000	7500
BOURGEOIS Mylene	10000	10000	10000	10000	15000
BOURGES Daniel	10000	10000	10000	10000	15000
BOURGON Celine	25000	25000	25000	25000	35000
BOURHAD Youssef	15000	15000	15000	15000	25000
BOURNEZ Pascal	10000	10000	10000	10000	15000
BOUTALBI Yacine	15000	15000	15000	15000	25000
BOYER Brigitte	2000	2000	2000	2000	7500
BRAUD Christine	10000	10000	10000	10000	15000
BRIOT Christine	2000	2000	2000	2000	7500
BRUN Pierre-Augustin	10000	10000	10000	10000	15000
BRUNEEL Fabrice	10000	10000	10000	10000	15000

BRUNO Martine	2000	2000	2000	2000	7500
BRUYERE Philippe	10000	10000	10000	10000	15000
BUISSON MATHIOLAT Christian	10000	10000	10000	10000	15000
BUSIN Laurent	10000	10000	10000	10000	15000
CADET Marie-Jose	2000	2000	2000	2000	7500
CALBRIS Eleonore	2000	2000	2000	2000	7500
CALVIGNAC JUILLARD Aude	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
CARRON Sonia	2000	2000	2000	2000	7500
CASIMIR Alexandre	10000	10000	10000	10000	15000
CELLARIER Robin	10000	10000	10000	10000	15000
CHABOIS Lilian	10000	10000	10000	10000	15000
CHAFFANEL Arnaud	15000	15000	15000	15000	25000
CHAIBRIANT Bruno	10000	10000	10000	10000	15000
CHAIX FERRIEUX Catherine	2000	2000	2000	2000	7500
CHAMARD Ariane	50000	50000	50000	50000	65000
CHAMBAS Guylene	2000	2000	2000	2000	7500
CHANEL Pascal	10000	10000	10000	10000	15000
CHAPPAZ Julien	10000	10000	10000	10000	15000
CHAPUIS Pierre-Marie	10000	10000	10000	10000	15000
CHARMONT Clotilde	2000	2000	2000	2000	7500
CHARTIER Clement	10000	10000	10000	10000	15000
CHARY Franck	10000	10000	10000	10000	15000
CHAVANAUD Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000
CHAVAROT Pierre	10000	10000	10000	10000	15000
CHENET Myriam	10000	10000	10000	10000	15000
CHOLVY Antoine	10000	10000	10000	10000	15000
CICILIEN Christine	10000	10000	10000	10000	15000
CLOGIER Jerome	10000	10000	10000	10000	15000
COLLET Jean-Francois	25000	25000	25000	25000	35000
COLLIER Camille	10000	10000	10000	10000	15000
COQUET Celine	2000	2000	2000	2000	7500
CORDIER David	10000	10000	10000	10000	15000
COURTOIS Anthony	2000	2000	2000	2000	7500
CREPET Frederic	10000	10000	10000	10000	15000
CRINON Dominique	10000	10000	10000	10000	15000
CUNEY Romain	2000	2000	2000	2000	7500
DARBON Julien	10000	10000	10000	10000	15000
DAVAINE Florence	10000	10000	10000	10000	15000
DE LASA Odile	2000	2000	2000	2000	7500
DE SOUSA Sylvie	2000	2000	2000	2000	7500

DEBREUVE Alexis	10000	10000	10000	10000	15000
DECROLY Elise	15000	15000	15000	15000	25000
DELACROIX Nadine	10000	10000	10000	10000	15000
DELAIGUE Emmanuel	10000	10000	10000	10000	15000
DELAVAUX Christophe	10000	10000	10000	10000	15000
DELENTE Olivier	2000	2000	2000	2000	7500
DELGOVE Vincent	15000	15000	15000	15000	25000
DEPLANCKE Sylvain	2000	2000	2000	2000	7500
DEPLANCKE Sylvie	2000	2000	2000	2000	7500
DEPOMMIER Bruno	10000	10000	10000	10000	15000
DEFETES Laurine	2000	2000	2000	2000	7500
DESMEDT Xavier	10000	10000	10000	10000	15000
DESORGERIS Flavie	2000	2000	2000	2000	7500
DESPORTES Helene	10000	10000	10000	10000	15000
DEVOILLE Christelle	2000	2000	2000	2000	7500
DEVOLDER Wilhem	10000	10000	10000	10000	15000
DIMIER Sylvain	10000	10000	10000	10000	15000
DIMPRE Mathieu	10000	10000	10000	10000	15000
DOEUVRE Jean-Francois	10000	10000	10000	10000	15000
DOMENACH Benoit	10000	10000	10000	10000	15000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	2000	2000	2000	2000	7500
DOUSSELAERE Isabelle	10000	10000	10000	10000	15000
DRAOUI Boualem	10000	10000	10000	10000	15000
DUCHET Josyane	25000	25000	25000	25000	35000
DUFFOUR Stephane	15000	15000	15000	15000	25000
DUFOURNET Palma	2000	2000	2000	2000	7500
DUMARTY Anne-Laure	10000	10000	10000	10000	15000
DUMARTY Bertrand	10000	10000	10000	10000	15000
DUMONT Marie-Claude	10000	10000	10000	10000	15000
DUMOULIN Christine	10000	10000	10000	10000	15000
DURUAL Daniel	2000	2000	2000	2000	7500
DURUPT Samuel	2000	2000	2000	2000	7500
EGUIENTA Johan	10000	10000	10000	10000	15000
EL BOUCHTY Adile	2000	2000	2000	2000	7500
ELIE Louis-Marie	25000	25000	25000	25000	35000
ELSENSOHN Didier	2000	2000	2000	2000	7500
ELSENSOHN Valentin	2000	2000	2000	2000	7500
FARIA Fabrice	10000	10000	10000	10000	15000
FAUCHE Philippe	10000	10000	10000	10000	15000
FAURE Stephane	2000	2000	2000	2000	7500

FAURIEL Marie-Benedicte	15000	15000	15000	15000	25000
FELIX Stephanie	15000	15000	15000	15000	25000
FERNANDEZ Alain	25000	25000	25000	25000	35000
FERREUX Gilles	10000	10000	10000	10000	15000
FILIPPINI Carole	10000	10000	10000	10000	15000
FILLON Jean-Louis	25000	25000	25000	25000	35000
FLEURY Jerome	2000	2000	2000	2000	7500
FLORANGE Noe	2000	2000	2000	2000	7500
FLORANGE Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000
FONTAN Jean-Gabriel	10000	10000	10000	10000	15000
FORESTIER Denis	25000	25000	25000	25000	35000
FORTUNE Annie	10000	10000	10000	10000	15000
FOURET Julien	10000	10000	10000	10000	15000
FRACHET Nicolas	2000	2000	2000	2000	7500
FRACHISSE Nicolas	10000	10000	10000	10000	15000
FRANCOMME Olivier	2000	2000	2000	2000	7500
FREYDIER Laetitia	10000	10000	10000	10000	15000
FRISON Vincent	10000	10000	10000	10000	15000
GALAITIS BURNOUF Emmanuelle	10000	10000	10000	10000	15000
GALBOIS Anthony	2000	2000	2000	2000	7500
GALLON Elena	2000	2000	2000	2000	7500
GANTIEZ Laurence	25000	25000	25000	25000	35000
GANTIEZ Mathilde	10000	10000	10000	10000	15000
GARCIA Chantal	2000	2000	2000	2000	7500
GARCIA Frederic	2000	2000	2000	2000	7500
GAVA Cedric	10000	10000	10000	10000	15000
GAY Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000
GELIFIER Isabelle	2000	2000	2000	2000	7500
GIBASZEK Elisabeth	10000	10000	10000	10000	15000
GIBERT Laurent	10000	10000	10000	10000	15000
GIBOWSKI Pierre	2000	2000	2000	2000	7500
GIL Isabelle	10000	10000	10000	10000	15000
GILLES Christophe	2000	2000	2000	2000	7500
GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	10000	10000	10000	10000	15000
GIRAUD Christelle	10000	10000	10000	10000	15000
GORRIAS Anne	2000	2000	2000	2000	7500
GRANGERAC Laurent	10000	10000	10000	10000	15000
GREBOT Lionel	10000	10000	10000	10000	15000
GRENGUET Maud	2000	2000	2000	2000	7500
GRIMONPONT Celia	10000	10000	10000	10000	15000

GRIMONPONT Jerome	10000	10000	10000	10000	15000
GROSFILLEY Laetitia	10000	10000	10000	10000	15000
GRZESKIEWICZ Laurence	10000	10000	10000	10000	15000
GUARNIERI Laurence	2000	2000	2000	2000	7500
GUENEAU Anne	25000	25000	25000	25000	35000
GUERIN Natalia	10000	10000	10000	10000	15000
GUICHARD Franck	2000	2000	2000	2000	7500
GUICHARD Loic	2000	2000	2000	2000	7500
GUILLET Aude	10000	10000	10000	10000	15000
GUILLIER Yves	10000	10000	10000	10000	15000
GUINET Chantal	10000	10000	10000	10000	15000
HAAN Florine	2000	2000	2000	2000	7500
HAAS Marie	15000	15000	15000	15000	25000
HACHET Delphine	10000	10000	10000	10000	15000
HADJ CHAIB Akli	10000	10000	10000	10000	15000
HAMELIN Gerard	10000	10000	10000	10000	15000
HELARY Arnaud	10000	10000	10000	10000	15000
HENG Evelyne	15000	15000	15000	15000	25000
HENNI Halima	15000	15000	15000	15000	25000
HINNIGER Berangere	10000	10000	10000	10000	15000
HOCHART Claire	10000	10000	10000	10000	15000
HORNY Pierre-Alain	2000	2000	2000	2000	7500
HOUDRE Marion	10000	10000	10000	10000	15000
HUGEDET Elise	2000	2000	2000	2000	7500
HUMBERT Gilles	2000	2000	2000	2000	7500
HUMBERT Lionel	2000	2000	2000	2000	7500
IGONENC Marie	10000	10000	10000	10000	15000
JACOBY-KOALY Helene	10000	10000	10000	10000	15000
JAFFRY Pascal	50000	50000	50000	50000	65000
JARACZEWSKI Sandrine	10000	10000	10000	10000	15000
JEAN Christine	10000	10000	10000	10000	15000
JOURDAIN Nicolas	10000	10000	10000	10000	15000
JOUVENCEAU Christelle	10000	10000	10000	10000	15000
JUBAN Elodie	10000	10000	10000	10000	15000
KADIC Asmir	15000	15000	15000	15000	25000
KENDY Adil	10000	10000	10000	10000	15000
KERVADEC Aline	10000	10000	10000	10000	15000
KHALEF Leila	2000	2000	2000	2000	7500
KHAMMAR Adam	2000	2000	2000	2000	7500
LABRUYERE Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000

LAFORGUE Thierry	10000	10000	10000	10000	15000
LAGRANGE Frederic	10000	10000	10000	10000	15000
LANFREY Jacky	2000	2000	2000	2000	7500
LANGEVILLIER Mathias	2000	2000	2000	2000	7500
LAURENT Sandrine	2000	2000	2000	2000	7500
LAYMAND Eric	10000	10000	10000	10000	15000
LE MOING Christine	10000	10000	10000	10000	15000
LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand	2000	2000	2000	2000	7500
LECLERCQ Anthony	2000	2000	2000	2000	7500
LECOQ Christophe	2000	2000	2000	2000	7500
LEHEBEL Anne-Heloise	10000	10000	10000	10000	15000
LEMAIRE Jean-Michel	2000	2000	2000	2000	7500
LEONI Sandra	15000	15000	15000	15000	25000
LEPRIVEY Christine	2000	2000	2000	2000	7500
LEUTARD Pierre	50000	50000	50000	50000	65000
LINARD Pascal	2000	2000	2000	2000	7500
LONGERE Denis	2000	2000	2000	2000	7500
LOREAU Benjamin	2000	2000	2000	2000	7500
LOVET DURBET Sebastien	10000	10000	10000	10000	15000
LYONNET Margot	10000	10000	10000	10000	15000
MACAREZ David	15000	15000	15000	15000	25000
MADIGNIER Arnaud	10000	10000	10000	10000	15000
MAGNAN Christophe	10000	10000	10000	10000	15000
MAIGNANT Gabrielle	2000	2000	2000	2000	7500
MALLET Francine	2000	2000	2000	2000	7500
MALLET Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000
MANFREDINI Aude	10000	10000	10000	10000	15000
MANTEL Vivien	2000	2000	2000	2000	7500
MARGOTTIN Beatrice	10000	10000	10000	10000	15000
MARGUET Frederic	2000	2000	2000	2000	7500
MARIANI Alan	2000	2000	2000	2000	7500
MARQUES DA SILVA Marion	10000	10000	10000	10000	15000
MARY Marc	2000	2000	2000	2000	7500
MARY Pascale	10000	10000	10000	10000	15000
MATTHYS Cathy	2000	2000	2000	2000	7500
MAURIN Nicolas	2000	2000	2000	2000	7500
MEDKOUR Salim	15000	15000	15000	15000	25000
MEDUS Martine	10000	10000	10000	10000	15000
MENNILLO Ida	10000	10000	10000	10000	15000
MESKINE Mama	10000	10000	10000	10000	15000

MEYRAN Jean-Christophe	25000	25000	25000	25000	35000
MICHEL Jean-Baptiste	2000	2000	2000	2000	7500
MILLET Christine	15000	15000	15000	15000	25000
MOISAN Christine	10000	10000	10000	10000	15000
MONIER Raphael	2000	2000	2000	2000	7500
MONTES Jerome	10000	10000	10000	10000	15000
MORAIS Sylvie	10000	10000	10000	10000	15000
MORENO Bernadette	2000	2000	2000	2000	7500
MORPAIN Arnaud	2000	2000	2000	2000	7500
MOUNIER Didier	10000	10000	10000	10000	15000
MOUNIER Laurent	2000	2000	2000	2000	7500
MOUSSAOUI Nacer	2000	2000	2000	2000	7500
MUIC Martine	2000	2000	2000	2000	7500
MURA David	10000	10000	10000	10000	15000
MURNIEKS Joris	2000	2000	2000	2000	7500
MUSCAT Chantal	10000	10000	10000	10000	15000
MUSCAT Jean-Yves	10000	10000	10000	10000	15000
MUZARD Sandra	10000	10000	10000	10000	15000
NADRCIC Madeleine	10000	10000	10000	10000	15000
NARBONNE Roland	2000	2000	2000	2000	7500
NAULET Stephane	2000	2000	2000	2000	7500
NAVARRO Marie-France	10000	10000	10000	10000	15000
NERI Fabrice	10000	10000	10000	10000	15000
NEROT Isabelle	10000	10000	10000	10000	15000
NEVEUX Christophe	2000	2000	2000	2000	7500
NICOLAS Marie	2000	2000	2000	2000	7500
NOAILLY Herve	2000	2000	2000	2000	7500
NOLY Jean-Claude	10000	10000	10000	10000	15000
NORMAND Franck	2000	2000	2000	2000	7500
NOUIRA Franck	10000	10000	10000	10000	15000
OUAHNOUNA David	2000	2000	2000	2000	7500
PALACIOS Sandra	2000	2000	2000	2000	7500
PALIER Jean-Paul	10000	10000	10000	10000	15000
PALIER Laurence	10000	10000	10000	10000	15000
PARET Antoine	10000	10000	10000	10000	15000
PARISI Guillaume	10000	10000	10000	10000	15000
PARISIS Pascale	10000	10000	10000	10000	15000
PASSEMARD Laurent	15000	15000	15000	15000	25000
PAULET Serge	10000	10000	10000	10000	15000
PAYS Valery	10000	10000	10000	10000	15000

PELLADEAU Jean	15000	15000	15000	15000	25000
PELLADEAU Ludivine	10000	10000	10000	10000	15000
PELLETIER Valerie	25000	25000	25000	25000	35000
PERETTI Serge	2000	2000	2000	2000	7500
PEREZ Bruno	10000	10000	10000	10000	15000
PEREZ Christelle	2000	2000	2000	2000	7500
PEREZ Thierry	10000	10000	10000	10000	15000
PERMAL Sandra	2000	2000	2000	2000	7500
PERRAUD Frederic	15000	15000	15000	15000	25000
PETITJEAN Bernard	10000	10000	10000	10000	15000
PETRUCCI Agnes	10000	10000	10000	10000	15000
PEYRE CHAIBRIANT Alexandra	10000	10000	10000	10000	15000
PICHOT Ludovic	10000	10000	10000	10000	15000
PIERRE Romain	2000	2000	2000	2000	7500
PIGNON Jean-Louis	10000	10000	10000	10000	15000
PILATO Jolan	10000	10000	10000	10000	15000
PINAT Florian	2000	2000	2000	2000	7500
PLANARD Thierry	15000	15000	15000	15000	25000
PLANTAIN Camille	2000	2000	2000	2000	7500
PONTVIANNE Michel	10000	10000	10000	10000	15000
POURADIER-DUTEIL Catherine	10000	10000	10000	10000	15000
POYET Lionnel	2000	2000	2000	2000	7500
POYMIRO Stephanie	15000	15000	15000	15000	25000
PREBOST Emmanuel	10000	10000	10000	10000	15000
PUTZ Roger	10000	10000	10000	10000	15000
QUEFFELEC Anthony	2000	2000	2000	2000	7500
RAGALD Sullivan	2000	2000	2000	2000	7500
RAULT Fabienne	10000	10000	10000	10000	15000
RAULT Myriam	10000	10000	10000	10000	15000
REVEST Marc	2000	2000	2000	2000	7500
REY Anne	10000	10000	10000	10000	15000
REYNAUD Alain	2000	2000	2000	2000	7500
REYNAUD Eric	10000	10000	10000	10000	15000
RIESCO Thierry	10000	10000	10000	10000	15000
RIFFAUT Soizic	2000	2000	2000	2000	7500
ROCCAZ Mariette	2000	2000	2000	2000	7500
ROCHIS Magali	10000	10000	10000	10000	15000
ROCHON Emmanuelle	10000	10000	10000	10000	15000
ROQUES Myriam	10000	10000	10000	10000	15000
ROS Jean-Pierre	10000	10000	10000	10000	15000

ROUX Brigitte	2000	2000	2000	2000	7500
ROUX Guillaume	10000	10000	10000	10000	15000
ROY Maxime	2000	2000	2000	2000	7500
RULLIER Cedric	10000	10000	10000	10000	15000
SARSAR Mustapha	10000	10000	10000	10000	15000
SAUREL Marlene	2000	2000	2000	2000	7500
SAUREL Patrice	25000	25000	25000	25000	35000
SCHAMM Julie	15000	15000	15000	15000	25000
SEASSAU Adrien	2000	2000	2000	2000	7500
SEIGNOL Lucie	2000	2000	2000	2000	7500
SERVE Francois	10000	10000	10000	10000	15000
SEVENNEC Jean-Michel	10000	10000	10000	10000	15000
SIBILLE Jean-Christophe	10000	10000	10000	10000	15000
SIBILLE Jean-Michel	10000	10000	10000	10000	15000
SIKORA Dominique	2000	2000	2000	2000	7500
SIMEON Karine	2000	2000	2000	2000	7500
SIMEON Romain	10000	10000	10000	10000	15000
SOLETTI Florence	25000	25000	25000	25000	35000
SOULIER Christophe	10000	10000	10000	10000	15000
SOULIER Christophe	10000	10000	10000	10000	15000
TANTOT Robert	10000	10000	10000	10000	15000
TARRISSE Benoit	25000	25000	25000	25000	35000
TASSIER Marie-Line	15000	15000	15000	15000	25000
TEISSIER Fabien	2000	2000	2000	2000	7500
TENBOURET Sophie	10000	10000	10000	10000	15000
THIBERT Anne-Marie	25000	25000	25000	25000	35000
THOMAS David	10000	10000	10000	10000	15000
THOMAS Pierre	2000	2000	2000	2000	7500
TOURNIQUET Didier	25000	25000	25000	25000	35000
TOUZET Jocelyne	10000	10000	10000	10000	15000
TRAINA Sylvain	50000	50000	50000	50000	65000
TRILLAT Claire	10000	10000	10000	10000	15000
ULRICH Thierry	2000	2000	2000	2000	7500
VACHER Jacques	25000	25000	25000	25000	35000
VALENTE David	10000	10000	10000	10000	15000
VALLA Anne	50000	50000	50000	50000	65000
VALLET Maxime	2000	2000	2000	2000	7500
VANDERHEYDEN Sylvain	10000	10000	10000	10000	15000
VILLARDIER Laura	10000	10000	10000	10000	15000
VILLAUME Xavier	10000	10000	10000	10000	15000

VINDRY Joel	10000	10000	10000	10000	15000
VU Christiane	10000	10000	10000	10000	15000
WEISS Julien	2000	2000	2000	2000	7500
ZEGZULA Thierry	2000	2000	2000	2000	7500

**Annexe III à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ABED Brahim	15000	7500	1500	15000
ALAIN Brigitte	3750	1500	500	3750
ALARCON Odile	7500	3750	1000	7500
ALBIGET Isabelle	3750	1500	500	3750
ALLIER Patrice	7500	3750	1000	7500
ANCIAN Pascale	3750	1500	500	3750
ANGELI Aurelie	7500	3750	1000	7500
ANNOVAZZI Bertrand	7500	3750	1000	7500
ANTHOUDARD Philippe	3750	1500	500	3750
ARANDA Sergios	7500	3750	1000	7500
ARNOUD Bertrand	3750	1500	500	3750
ATTARD Nathalie	3750	1500	500	3750
AUCLERC-YVARS Laurence	3750	1500	500	3750
AUDIGIER Martine	7500	3750	1000	7500
AUGEREAU Didier	7500	3750	1000	7500
AUGIER Gilles	7500	3750	1000	7500
AUGUSTO Natalia	15000	7500	1500	15000
AUVAO Hilary	3750	1500	500	3750
AVOUAC Rodolphe	7500	3750	1000	7500
BACONNET Agnes	7500	3750	1000	7500
BALLESTER Magali	7500	3750	1000	7500
BAN YAMMOUH Chaib	3750	1500	500	3750
BANCEL Christophe	3750	1500	500	3750
BARBE Brice	7500	3750	1000	7500
BARBET Cindy	15000	7500	1500	15000
BARNES Benjamin	7500	3750	1000	7500
BARRAT Celine	3750	1500	500	3750
BASLE Damien	7500	3750	1000	7500
BAYLE Sophie	7500	3750	1000	7500
BEATRIX Pascal	15000	7500	1500	15000

BEAUDU Karen	3750	1500	500	3750
BECKER Verguine	3750	1500	500	3750
BEKHEDDA Houari	15000	7500	1500	15000
BELLEPEAU Stephane	7500	3750	1000	7500
BELROSE-HUYGHUES Roderick	7500	3750	1000	7500
BENOIT Françoise	7500	3750	1000	7500
BENSAID Boumediene	3750	1500	500	3750
BERRY Fabrice	7500	3750	1000	7500
BERTHET Estelle	7500	3750	1000	7500
BERTHOL Sonny	7500	3750	1000	7500
BERTHOMIEU Jacky	15000	7500	1500	15000
BERTHON Jean-Philippe	3750	1500	500	3750
BERTHOUD Nicolas	3750	1500	500	3750
BERTRAND Marion	7500	3750	1000	7500
BETKA Dalila	3750	1500	500	3750
BEUN Camille	3750	1500	500	3750
BEUN Nathalie	3750	1500	500	3750
BEURET Elyane	7500	3750	1000	7500
BILLOT Gael	3750	1500	500	3750
BISSON HAMELIN Françoise	15000	7500	1500	15000
BOFFA Nathalie	7500	3750	1000	7500
BOISSIER Angelique	3750	1500	500	3750
BONEZIA Agnes	3750	1500	500	3750
BONEZIA Luc	15000	7500	1500	15000
BONNARD Helene	15000	7500	1500	15000
BONNET Dominique	3750	1500	500	3750
BOUCHARDY Eric	15000	7500	1500	15000
BOULIOU Jordane	3750	1500	500	3750
BOURGEOIS Mylene	7500	3750	1000	7500
BOURGES Daniel	7500	3750	1000	7500
BOURGON Celine	15000	7500	1500	15000
BOURNEZ Pascal	7500	3750	1000	7500
BOUTALBI Yacine	15000	7500	1500	15000
BOYER Brigitte	3750	1500	500	3750
BRAUD Christine	7500	3750	1000	7500
BRIOT Christine	3750	1500	500	3750
BRUN Pierre-Augustin	7500	3750	1000	7500
BRUNEEL Fabrice	7500	3750	1000	7500
BRUNEL Guillaume	15000	7500	1500	15000
BRUNO Martine	3750	1500	500	3750

BRUYERE Philippe	7500	3750	1000	7500
BUISSON MATHIOLAT Christian	7500	3750	1000	7500
BUSIN Laurent	7500	3750	1000	7500
CADET Marie-Jose	3750	1500	500	3750
CALBRIS Eleonore	3750	1500	500	3750
CALVIGNAC JUILLARD Aude	15000	7500	1500	15000
CARRON Sonia	3750	1500	500	3750
CAZZANIGA Adelio	15000	7500	1500	15000
CELLARIER Robin	7500	3750	1000	7500
CHAIBRIANT Bruno	7500	3750	1000	7500
CHAMARD Ariane	15000	7500	1500	15000
CHAMBAS Guylene	3750	1500	500	3750
CHANEL Pascal	7500	3750	1000	7500
CHAPPAZ Julien	7500	3750	1000	7500
CHAPUIS Pierre-Marie	7500	3750	1000	7500
CHARMONT Clotilde	3750	1500	500	3750
CHARTIER Clement	7500	3750	1000	7500
CHARY Franck	7500	3750	1000	7500
CHAVANAUD Sylvie	7500	3750	1000	7500
CHAVAROT Pierre	7500	3750	1000	7500
CHENELAT Emmanuel	15000	7500	1500	15000
CHENET Myriam	7500	3750	1000	7500
CHOLVY Antoine	7500	3750	1000	7500
CICILIEN Christine	7500	3750	1000	7500
CLOGIER Jerome	7500	3750	1000	7500
COLLET Jean-Francois	15000	7500	1500	15000
COLLIER Camille	7500	3750	1000	7500
CORDIER David	7500	3750	1000	7500
COURTOIS Anthony	3750	1500	500	3750
CREPET Frederic	7500	3750	1000	7500
CRINON Dominique	7500	3750	1000	7500
CUNEY Romain	3750	1500	500	3750
D'EYSSAUTIER Nathalie	7500	3750	1000	7500
DAVAINE Florence	7500	3750	1000	7500
DE LARQUIER Paul	15000	7500	1500	15000
DE LASA Odile	3750	1500	500	3750
DE SOUSA Sylvie	3750	1500	500	3750
DEBREUVE Alexis	7500	3750	1000	7500
DECROLY Louis	15000	7500	1500	15000
DELACROIX Nadine	7500	3750	1000	7500

DELAIGUE Emmanuel	7500	3750	1000	7500
DELAVAUX Christophe	7500	3750	1000	7500
DELENTE Olivier	3750	1500	500	3750
DELGOVE Vincent	15000	7500	1500	15000
DEPLANCKE Sylvain	3750	1500	500	3750
DEPLANCKE Sylvie	3750	1500	500	3750
DEPOMMIER Bruno	7500	3750	1000	7500
DEFETES Laurine	3750	1500	500	3750
DESORGERIS Flavie	3750	1500	500	3750
DEVOILLE Christelle	3750	1500	500	3750
DEVOLDER Wilhem	7500	3750	1000	7500
DIMIER Sylvain	7500	3750	1000	7500
DIMPRE Mathieu	7500	3750	1000	7500
DOEUVRE Jean-Francois	7500	3750	1000	7500
DOMENACH Benoit	7500	3750	1000	7500
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	3750	1500	500	3750
DOUSSELAERE Isabelle	7500	3750	1000	7500
DUCHET Josyane	15000	7500	1500	15000
DUFFOUR Stephane	15000	7500	1500	15000
DUFURNET Palma	3750	1500	500	3750
DUMARTY Anne-Laure	7500	3750	1000	7500
DUMARTY Bertrand	7500	3750	1000	7500
DUMONT Marie-Claude	7500	3750	1000	7500
DUMOULIN Christine	7500	3750	1000	7500
DURUAL Daniel	3750	1500	500	3750
DURUPT Samuel	3750	1500	500	3750
EGUIENTA Johan	7500	3750	1000	7500
EL BOUCHTY Adile	3750	1500	500	3750
ELIE Louis-Marie	15000	7500	1500	15000
ELSENSOHN Didier	3750	1500	500	3750
ELSENSOHN Valentin	3750	1500	500	3750
FARIA Fabrice	7500	3750	1000	7500
FAUCHE Philippe	7500	3750	1000	7500
FAURE Stephane	3750	1500	500	3750
FELIX Stephanie	15000	7500	1500	15000
FERNANDEZ Alain	15000	7500	1500	15000
FILIPPINI Carole	7500	3750	1000	7500
FILLON Jean-Louis	15000	7500	1500	15000
FLEURY Jerome	3750	1500	500	3750
FLORANGE Noe	3750	1500	500	3750

FLORANGE Sylvie	7500	3750	1000	7500
FONTAN Jean-Gabriel	7500	3750	1000	7500
FORESTIER Denis	15000	7500	1500	15000
FORTUNE Annie	7500	3750	1000	7500
FOURET Julien	7500	3750	1000	7500
FRACHET Nicolas	3750	1500	500	3750
FRACHISSE Nicolas	7500	3750	1000	7500
FRANCOMME Olivier	3750	1500	500	3750
FREYDIER Laetitia	7500	3750	1000	7500
FRISON Vincent	7500	3750	1000	7500
GACHET Norbert	15000	7500	1500	15000
GALBOIS Anthony	3750	1500	500	3750
GALLON Elena	3750	1500	500	3750
GANTIEZ Laurence	15000	7500	1500	15000
GANTIEZ Mathilde	7500	3750	1000	7500
GARCIA Chantal	3750	1500	500	3750
GARCIA Frederic	3750	1500	500	3750
GAVA Cedric	7500	3750	1000	7500
GAY Sylvie	7500	3750	1000	7500
GELIFIER Isabelle	3750	1500	500	3750
GIBERT Laurent	7500	3750	1000	7500
GIBOWSKI Pierre	3750	1500	500	3750
GIL Isabelle	7500	3750	1000	7500
GILLES Christophe	3750	1500	500	3750
GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	7500	3750	1000	7500
GORRIAS Anne	3750	1500	500	3750
GRANGERAC Laurent	7500	3750	1000	7500
GREBOT Lionel	7500	3750	1000	7500
GRENGUET Maud	3750	1500	500	3750
GRIMONPONT Celia	7500	3750	1000	7500
GRIMONPONT Jerome	7500	3750	1000	7500
GROSFILLEY Laetitia	7500	3750	1000	7500
GRZESKIEWICZ Laurence	7500	3750	1000	7500
GUARNIERI Laurence	3750	1500	500	3750
GUENEAU Anne	15000	7500	1500	15000
GUERIN Natalia	7500	3750	1000	7500
GUICHARD Franck	3750	1500	500	3750
GUICHARD Loic	3750	1500	500	3750
GUILLET Aude	7500	3750	1000	7500
GUILLIER Yves	7500	3750	1000	7500

HAAN Florine	3750	1500	500	3750
HAAS Marie	15000	7500	1500	15000
HACHET Delphine	7500	3750	1000	7500
HADJ CHAIB Akli	7500	3750	1000	7500
HAMELIN Gerard	7500	3750	1000	7500
HELARY Arnaud	7500	3750	1000	7500
HENG Evelyne	15000	7500	1500	15000
HENNI Halima	15000	7500	1500	15000
HINNIGER Berangere	7500	3750	1000	7500
HOCHART Claire	7500	3750	1000	7500
HORNY Pierre-Alain	3750	1500	500	3750
HOUDRE Marion	7500	3750	1000	7500
HUGEDET Elise	3750	1500	500	3750
HUMBERT Gilles	3750	1500	500	3750
HUMBERT Lionel	3750	1500	500	3750
JACOBY-KOALY Helene	7500	3750	1000	7500
JAFFRY Pascal	15000	7500	1500	15000
JARACZEWSKI Sandrine	7500	3750	1000	7500
JOURDAIN Nicolas	7500	3750	1000	7500
JOUVENCEAU Christelle	7500	3750	1000	7500
JUBAN Elodie	7500	3750	1000	7500
KADIC Asmir	15000	7500	1500	15000
KENDY Adil	7500	3750	1000	7500
KERVADEC Aline	7500	3750	1000	7500
KHAMMAR Adam	3750	1500	500	3750
KRIEGER Bertrand	7500	3750	1000	7500
LABRUYERE Sylvie	7500	3750	1000	7500
LAFORGUE Thierry	7500	3750	1000	7500
LAGRANGE Frederic	7500	3750	1000	7500
LANFREY Jacky	3750	1500	500	3750
LANGEVILLIER Mathias	3750	1500	500	3750
LAURENT Sandrine	3750	1500	500	3750
LAYMAND Eric	7500	3750	1000	7500
LE GOULIAS Yannick	7500	3750	1000	7500
LE MOING Christine	7500	3750	1000	7500
LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand	3750	1500	500	3750
LECLERCQ Anthony	3750	1500	500	3750
LECOQ Christophe	3750	1500	500	3750
LEHEBEL Anne-Heloise	7500	3750	1000	7500
LEMAIRE Jean-Michel	3750	1500	500	3750

LEONI Sandra	15000	7500	1500	15000
LEPRIVEY Christine	3750	1500	500	3750
LEUTARD Pierre	15000	7500	1500	15000
LINARD Pascal	3750	1500	500	3750
LONGERE Denis	3750	1500	500	3750
LOREAU Benjamin	3750	1500	500	3750
LOVET DURBET Sebastien	7500	3750	1000	7500
LYONNET Margot	7500	3750	1000	7500
MACAREZ David	15000	7500	1500	15000
MADIGNIER Arnaud	7500	3750	1000	7500
MADROLLES Frederic	15000	7500	1500	15000
MAGNAN Christophe	7500	3750	1000	7500
MAIGNANT Gabrielle	3750	1500	500	3750
MALLET Francine	3750	1500	500	3750
MALLET Sylvie	7500	3750	1000	7500
MANFREDINI Aude	7500	3750	1000	7500
MANTEL Vivien	3750	1500	500	3750
MARGOTTIN Beatrice	7500	3750	1000	7500
MARIANI Alan	3750	1500	500	3750
MARY Marc	3750	1500	500	3750
MARY Pascale	7500	3750	1000	7500
MATTHYS Cathy	3750	1500	500	3750
MEDKOUR Salim	15000	7500	1500	15000
MEDUS Martine	7500	3750	1000	7500
MENNILLO Ida	7500	3750	1000	7500
MESKINE Mama	7500	3750	1000	7500
MEYRAN Jean-Christophe	15000	7500	1500	15000
MICHEL Jean-Baptiste	3750	1500	500	3750
MILLET Christine	15000	7500	1500	15000
MOISAN Christine	7500	3750	1000	7500
MONIER Raphael	3750	1500	500	3750
MONTES Jerome	7500	3750	1000	7500
MORAIS Sylvie	7500	3750	1000	7500
MORENO Bernadette	3750	1500	500	3750
MORPAIN Arnaud	3750	1500	500	3750
MOUNIER Didier	7500	3750	1000	7500
MOUNIER Laurent	3750	1500	500	3750
MOUSSAOUI Nacer	3750	1500	500	3750
MUIC Martine	3750	1500	500	3750
MURA David	7500	3750	1000	7500

MURNIEKS Joris	3750	1500	500	3750
MUSCAT Chantal	7500	3750	1000	7500
MUSCAT Jean-Yves	7500	3750	1000	7500
MUZARD Sandra	7500	3750	1000	7500
NADRCIC Madeleine	7500	3750	1000	7500
NARBONNE Roland	3750	1500	500	3750
NAULET Stephane	3750	1500	500	3750
NAVARRO Marie-France	7500	3750	1000	7500
NERI Fabrice	7500	3750	1000	7500
NEROT Isabelle	7500	3750	1000	7500
NEVEUX Christophe	3750	1500	500	3750
NICOLAS Marie	3750	1500	500	3750
NOAILLY Herve	3750	1500	500	3750
NOLY Jean-Claude	7500	3750	1000	7500
NORMAND Franck	3750	1500	500	3750
NOUIRA Franck	7500	3750	1000	7500
OUAHNOUNA David	3750	1500	500	3750
PALACIOS Sandra	3750	1500	500	3750
PALIER Jean-Paul	7500	3750	1000	7500
PALIER Laurence	7500	3750	1000	7500
PARET Antoine	7500	3750	1000	7500
PARISI Guillaume	7500	3750	1000	7500
PASSEMARD Laurent	15000	7500	1500	15000
PAULET Serge	7500	3750	1000	7500
PAYS Valery	7500	3750	1000	7500
PELLADEAU Jean	15000	7500	1500	15000
PELLADEAU Ludivine	7500	3750	1000	7500
PELLETIER Valerie	15000	7500	1500	15000
PERETTI Serge	3750	1500	500	3750
PEREZ Bruno	7500	3750	1000	7500
PEREZ Christelle	3750	1500	500	3750
PEREZ Thierry	7500	3750	1000	7500
PERFETTI Jean-Francois	15000	7500	1500	15000
PERMAL Sandra	3750	1500	500	3750
PERRAUD Frederic	15000	7500	1500	15000
PETITJEAN Bernard	7500	3750	1000	7500
PETRUCCI Agnes	7500	3750	1000	7500
PEYRE CHAIBRIANT Alexandra	7500	3750	1000	7500
PICHOT Ludovic	7500	3750	1000	7500
PIERRE Romain	3750	1500	500	3750

PIGNON Jean-Louis	7500	3750	1000	7500
PILATO Jolan	7500	3750	1000	7500
PINAT Florian	3750	1500	500	3750
PLANARD Thierry	15000	7500	1500	15000
PLANTAIN Camille	3750	1500	500	3750
PONTVIANNE Michel	7500	3750	1000	7500
POURADIER-DUTEIL Catherine	7500	3750	1000	7500
POYET Lionnel	3750	1500	500	3750
POYMIRO Stephanie	15000	7500	1500	15000
PREBOST Emmanuel	7500	3750	1000	7500
PUTZ Roger	7500	3750	1000	7500
QUEFFELEC Anthony	3750	1500	500	3750
RAGALD Sullivan	3750	1500	500	3750
RAULT Fabienne	7500	3750	1000	7500
RAULT Myriam	7500	3750	1000	7500
REVEST Marc	3750	1500	500	3750
REY Anne	7500	3750	1000	7500
REYNAUD Alain	3750	1500	500	3750
REYNAUD Eric	7500	3750	1000	7500
RIESCO Thierry	7500	3750	1000	7500
RIFFAUT Soizic	3750	1500	500	3750
RIVIERE Yan	7500	3750	1000	7500
ROCCAZ Mariette	3750	1500	500	3750
ROCHIS Magali	7500	3750	1000	7500
ROCHON Emmanuelle	7500	3750	1000	7500
ROQUES Myriam	7500	3750	1000	7500
ROS Jean-Pierre	7500	3750	1000	7500
ROUX Brigitte	3750	1500	500	3750
ROUX Guillaume	7500	3750	1000	7500
ROY Maxime	3750	1500	500	3750
RULLIER Cedric	7500	3750	1000	7500
SARSAR Mustapha	7500	3750	1000	7500
SAUREL Marlene	7500	3750	1000	7500
SAUREL Patrice	15000	7500	1500	15000
SCHAMM Julie	15000	7500	1500	15000
SEASSAU Adrien	3750	1500	500	3750
SEIGNOL Lucie	3750	1500	500	3750
SERVE Francois	7500	3750	1000	7500
SIBILLE Jean-Christophe	7500	3750	1000	7500
SIBILLE Jean-Michel	7500	3750	1000	7500

SIKORA Dominique	3750	1500	500	3750
SIMEON Karine	3750	1500	500	3750
SIMEON Romain	7500	3750	1000	7500
SOULIER Christophe	7500	3750	1000	7500
SOULIER Christophe	7500	3750	1000	7500
TANTOT Robert	7500	3750	1000	7500
TARRISSE Benoit	15000	7500	1500	15000
TASSIER Marie-Line	15000	7500	1500	15000
TEISSIER Fabien	3750	1500	500	3750
TENBOURET Sophie	7500	3750	1000	7500
THOMAS David	7500	3750	1000	7500
THOMAS Pierre	3750	1500	500	3750
TOUBI Malek	15000	7500	1500	15000
TOURNIQUET Didier	15000	7500	1500	15000
TOUZET Jocelyne	7500	3750	1000	7500
TRAINA Sylvain	15000	7500	1500	15000
TRILLAT Claire	7500	3750	1000	7500
ULRICH Thierry	3750	1500	500	3750
VALENTE David	7500	3750	1000	7500
VALLA Anne	15000	7500	1500	15000
VALLET Maxime	3750	1500	500	3750
VANDERHEYDEN Sylvain	7500	3750	1000	7500
VILLARDIER Laura	7500	3750	1000	7500
VILLAUME Xavier	7500	3750	1000	7500
VINDRY Joel	7500	3750	1000	7500
VU Christiane	7500	3750	1000	7500
WEISS Julien	3750	1500	500	3750
ZEGZULA Thierry	3750	1500	500	3750

Annexe IV à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim *CUGNETTI David*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ALAIN Brigitte	1500	2000	7500
ALARCON Odile	3000	10000	15000
ALBESSARD Guillaume	5000	15000	25000
ALBIGET Isabelle	1500	2000	7500
ANCIAN Pascale	1500	2000	7500
ANGELI Aurelie	3000	10000	15000
ANNOVAZZI Bertrand	3000	10000	15000
ANTHOUARD Philippe	1500	2000	7500
ARANDA Sergios	3000	10000	15000
ARNOUD Bertrand	1500	2000	7500
ATTARD Nathalie	1500	2000	7500
AUGEREAU Didier	3000	10000	15000
AUGIER Gilles	5000	15000	25000
AUGUSTO Natalia	5000	15000	25000
AUVAO Hilary	1500	2000	7500
AVOUAC Rodolphe	3000	10000	15000
BALLESTER Magali	3000	10000	15000
BAN YAMMOUH Chaib	1500	2000	7500
BANCEL Christophe	1500	2000	7500
BARBE Brice	3000	10000	15000
BARBET Cindy	15000	50000	60000
BARBIER Caroline	3000	10000	15000
BARNES Benjamin	5000	15000	25000
BARRAT Celine	1500	2000	7500
BASLE Damien	3000	10000	15000
BAYLE Sophie	3000	10000	15000
BEAUDU Karen	1500	2000	7500
BECKER Verguine	1500	2000	7500
BEKHEDDA Houari	5000	15000	25000
BELLEPEAU Stephane	3000	10000	15000
BELROSE-HUYGHUES Roderick	3000	10000	15000
BENOIT Françoise	3000	10000	15000

BENSAID Boumediene	1500	2000	7500
BERRY Fabrice	5000	15000	25000
BERTHET Estelle	5000	15000	25000
BERTHOL Sonny	3000	10000	15000
BERTHON Jean-Philippe	1500	2000	7500
BERTHOUD Nicolas	1500	2000	7500
BERTRAND Marion	3000	10000	15000
BETKA Dalila	1500	2000	7500
BEUN Camille	1500	2000	7500
BEUN Nathalie	1500	2000	7500
BEURET Elyane	3000	10000	15000
BEVILACQUA Philippe	3000	10000	15000
BILLOT Gael	1500	2000	7500
BISSON HAMELIN Françoise	10000	25000	30000
BOFFA Nathalie	3000	10000	15000
BOISSIER Angelique	1500	2000	7500
BONEZIA Agnes	1500	2000	7500
BONEZIA Luc	10000	25000	30000
BONNARD Helene	10000	25000	30000
BOUCHARDY Eric	5000	15000	25000
BOULIOU Jordane	1500	2000	7500
BOURGEOIS Mylene	3000	10000	15000
BOURGES Daniel	3000	10000	15000
BOURGON Celine	10000	25000	30000
BOURHAD Youssef	5000	15000	25000
BOURNEZ Pascal	3000	10000	15000
BOUTALBI Yacine	5000	15000	25000
BRAUD Christine	3000	10000	15000
BRIOT Christine	1500	2000	7500
BRUN Pierre-Augustin	3000	10000	15000
BRUNEEL Fabrice	5000	15000	25000
BUISSON MATHIOLAT Christian	3000	10000	15000
BUSIN Laurent	3000	10000	15000
CADET Marie-Jose	1500	2000	7500
CALBRIS Eleonore	1500	2000	7500
CALVIGNAC JUILLARD Aude	illimité	100000	250000
CARRON Sonia	1500	2000	7500
CASIMIR Alexandre	3000	10000	15000
CELLARIER Robin	3000	10000	15000
CHABOIS Lilian	3000	10000	15000

CHAFFANEL Arnaud	5000	15000	25000
CHAIBRIANT Bruno	5000	15000	25000
CHAIX FERRIEUX Catherine	1500	2000	7500
CHAMARD Ariane	5000	15000	25000
CHAMBAS Guylene	1500	2000	7500
CHANEL Pascal	3000	10000	15000
CHAPUIS Pierre-Marie	3000	10000	15000
CHARTIER Clement	3000	10000	15000
CHARY Franck	5000	15000	25000
CHAVANAUD Sylvie	5000	15000	25000
CHAVAROT Pierre	3000	10000	15000
CHENELAT Emmanuel	5000	15000	25000
CHENET Myriam	3000	10000	15000
CHOLVY Antoine	3000	10000	15000
CICILIEN Christine	3000	10000	15000
CLOGIER Jerome	5000	15000	25000
COLLET Jean-Francois	5000	15000	25000
COLLIER Camille	3000	10000	15000
COQUET Celine	1500	2000	7500
CORDIER David	3000	10000	15000
COURTOIS Anthony	1500	2000	7500
CREPET Frederic	5000	15000	25000
CRINON Dominique	3000	10000	15000
CUNEY Romain	1500	2000	7500
D'EYSSAUTIER Nathalie	3000	10000	15000
DARBON Julien	3000	10000	15000
DAVAINE Florence	3000	10000	15000
DE LASA Odile	1500	2000	7500
DEBREUVE Alexis	3000	10000	15000
DECROLY Elise	5000	15000	25000
DELACROIX Nadine	3000	10000	15000
DELAIGUE Emmanuel	5000	15000	25000
DELAVAUX Christophe	3000	10000	15000
DELENTE Olivier	1500	2000	7500
DELGOVE Vincent	5000	15000	25000
DELUGIN Danielle	3000	10000	15000
DEPLANCKE Sylvain	1500	2000	7500
DEPLANCKE Sylvie	1500	2000	7500
DEPOMMIER Bruno	3000	10000	15000
DESFETES Laurine	1500	2000	7500

DESMEDT Xavier	3000	10000	15000
DESORGERIS Flavie	1500	2000	7500
DESPORTES Helene	3000	10000	15000
DEVOILLE Christelle	1500	2000	7500
DEVOLDER Wilhem	3000	10000	15000
DIMIER Sylvain	3000	10000	15000
DIMPRE Mathieu	3000	10000	15000
DOEUVRE Jean-Francois	3000	10000	15000
DOMENACH Benoit	5000	15000	25000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	1500	2000	7500
DRAOUI Boualem	3000	10000	15000
DUCHET Josyane	10000	25000	30000
DUFFOUR Stephane	10000	25000	30000
DUFOURNET Palma	1500	2000	7500
DUMARTY Anne-Laure	3000	10000	15000
DUMARTY Bertrand	3000	10000	15000
DUMONT Marie-Claude	3000	10000	15000
DUMOULIN Christine	3000	10000	15000
DURUAL Daniel	1500	2000	7500
DURUPT Samuel	1500	2000	7500
EGUIENTA Johan	3000	10000	15000
EL BOUCHTY Adile	1500	2000	7500
ELIE Louis-Marie	10000	25000	30000
ELSENSOHN Didier	1500	2000	7500
ELSENSOHN Valentin	1500	2000	7500
FARIA Fabrice	3000	10000	15000
FAUCHE Philippe	3000	10000	15000
FAURE Stephane	1500	2000	7500
FAURIEL Marie-Benedicte	5000	15000	25000
FELIX Stephanie	5000	15000	25000
FERNANDEZ Alain	10000	25000	30000
FERREUX Gilles	3000	10000	15000
FILIPPINI Carole	3000	10000	15000
FILLON Jean-Louis	10000	25000	30000
FLEURY Jerome	1500	2000	7500
FLORANGE Noe	1500	2000	7500
FLORANGE Sylvie	3000	10000	15000
FONTAN Jean-Gabriel	3000	10000	15000
FORESTIER Denis	10000	25000	30000
FORTUNE Annie	3000	10000	15000

FOURET Julien	3000	10000	15000
FRACHET Nicolas	1500	2000	7500
FRACHISSE Nicolas	3000	10000	15000
FRANCOMME Olivier	1500	2000	7500
FRISON Vincent	3000	10000	15000
GALAITIS BURNOUF Emmanuelle	3000	10000	15000
GALBOIS Anthony	1500	2000	7500
GALLON Elena	1500	2000	7500
GANTIEZ Laurence	5000	15000	25000
GANTIEZ Mathilde	3000	10000	15000
GARCIA Chantal	1500	2000	7500
GARCIA Frederic	1500	2000	7500
GAVA Cedric	3000	10000	15000
GAY Sylvie	3000	10000	15000
GELIFIER Isabelle	1500	2000	7500
GIBASZEK Elisabeth	3000	10000	15000
GIBERT Laurent	3000	10000	15000
GIBOWSKI Pierre	1500	2000	7500
GIL Isabelle	3000	10000	15000
GILLES Christophe	1500	2000	7500
GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	3000	10000	15000
GIRAUD Christelle	3000	10000	15000
GORRIAS Anne	1500	2000	7500
GRANGERAC Laurent	3000	10000	15000
GREBOT Lionel	3000	10000	15000
GRENGUET Maud	1500	2000	7500
GRIMONPONT Celia	5000	15000	25000
GRIMONPONT Jerome	5000	15000	25000
GROSFILLEY Laetitia	3000	10000	15000
GUARNIERI Laurence	1500	2000	7500
GUENEAU Anne	5000	15000	25000
GUERIN Natalia	3000	10000	15000
GUICHARD Franck	1500	2000	7500
GUICHARD Loic	1500	2000	7500
GUILLET Aude	3000	10000	15000
GUILLIER Yves	3000	10000	15000
GUINET Chantal	3000	10000	15000
HAAN Florine	1500	2000	7500
HAAS Marie	5000	15000	25000
HACHET Delphine	3000	10000	15000

HADJ CHAIB Akli	3000	10000	15000
HAMELIN Gerard	5000	15000	25000
HELARY Arnaud	3000	10000	15000
HENG Evelyne	10000	25000	30000
HENNI Halima	5000	15000	25000
HINNIGER Berangere	3000	10000	15000
HOCHART Claire	3000	10000	15000
HORNY Pierre-Alain	1500	2000	7500
HOUDRE Marion	3000	10000	15000
HUGEDET Elise	1500	2000	7500
HUMBERT Gilles	1500	2000	7500
HUMBERT Lionel	1500	2000	7500
IGONENC Marie	3000	10000	15000
JACOBY-KOALY Helene	3000	10000	15000
JAFFRY Pascal	10000	25000	30000
JARACZEWSKI Sandrine	3000	10000	15000
JEAN Christine	3000	10000	15000
JOURDAIN Nicolas	3000	10000	15000
JOUVENCEAU Christelle	3000	10000	15000
JUBAN Elodie	3000	10000	15000
KADIC Asmir	5000	15000	25000
KENDY Adil	3000	10000	15000
KERVADEC Aline	5000	15000	25000
KHALEF Leila	1500	2000	7500
KHAMMAR Adam	1500	2000	7500
KRIEGER Bertrand	3000	10000	15000
LABRUYERE Sylvie	3000	10000	15000
LANFREY Jacky	1500	2000	7500
LANDEVILLIER Mathias	1500	2000	7500
LAYMAND Eric	3000	10000	15000
LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand	1500	2000	7500
LECLERCQ Anthony	1500	2000	7500
LECOQ Christophe	1500	2000	7500
LEHEBEL Anne-Heloise	3000	10000	15000
LEMAIRE Jean-Michel	1500	2000	7500
LEONI Sandra	5000	15000	25000
LEPRIVEY Christine	1500	2000	7500
LEUTARD Pierre	15000	50000	60000
LINARD Pascal	1500	2000	7500
LONGERE Denis	1500	2000	7500

LOREAU Benjamin	1500	2000	7500
LOVET DURBET Sebastien	5000	15000	25000
LYONNET Margot	3000	10000	15000
MACAREZ David	5000	15000	25000
MADIGNIER Arnaud	3000	10000	15000
MAGNAN Christophe	3000	10000	15000
MAIGNANT Gabrielle	1500	2000	7500
MALLET Francine	1500	2000	7500
MALLET Sylvie	3000	10000	15000
MANFREDINI Aude	3000	10000	15000
MANTEL Vivien	1500	2000	7500
MARGOTTIN Beatrice	3000	10000	15000
MARGUET Frederic	1500	2000	7500
MARIANI Alan	1500	2000	7500
MARQUES DA SILVA Marion	3000	10000	15000
MARY Marc	1500	2000	7500
MARY Pascale	3000	10000	15000
MAURIN Nicolas	1500	2000	7500
MEDKOUR Salim	5000	15000	25000
MEDUS Martine	3000	10000	15000
MENNILLO Ida	3000	10000	15000
MESKINE Mama	3000	10000	15000
MEYRAN Jean-Christophe	5000	15000	25000
MICHEL Jean-Baptiste	1500	2000	7500
MILLET Christine	5000	15000	25000
MOISAN Christine	3000	10000	15000
MONIER Raphael	1500	2000	7500
MONTES Jerome	3000	10000	15000
MORENO Bernadette	1500	2000	7500
MORPAIN Arnaud	1500	2000	7500
MOUNIER Laurent	1500	2000	7500
MOUSSAOUI Nacer	1500	2000	7500
MUIC Martine	1500	2000	7500
MURA David	3000	10000	15000
MURNIEKS Joris	1500	2000	7500
MUSCAT Chantal	3000	10000	15000
MUSCAT Jean-Yves	3000	10000	15000
MUZARD Sandra	3000	10000	15000
NADRCIC Madeleine	3000	10000	15000
NARBONNE Roland	1500	2000	7500

NAVARRO Marie-France	3000	10000	15000
NERI Fabrice	3000	10000	15000
NEROT Isabelle	3000	10000	15000
NEVEUX Christophe	1500	2000	7500
NOAILLY Herve	1500	2000	7500
NOLY Jean-Claude	3000	10000	15000
NORMAND Franck	1500	2000	7500
NOUIRA Franck	3000	10000	15000
OUAHNOUNA David	1500	2000	7500
PALACIOS Sandra	1500	2000	7500
PALIER Jean-Paul	3000	10000	15000
PARET Antoine	3000	10000	15000
PARISI Guillaume	3000	10000	15000
PARISIS Pascale	3000	10000	15000
PASSEMARD Laurent	10000	25000	30000
PAULET Serge	3000	10000	15000
PAYS Valery	3000	10000	15000
PELLADEAU Jean	5000	15000	25000
PELLADEAU Ludivine	3000	10000	15000
PELLETIER Valerie	5000	15000	25000
PERETTI Serge	1500	2000	7500
PEREZ Bruno	3000	10000	15000
PEREZ Christelle	1500	2000	7500
PEREZ Thierry	3000	10000	15000
PERMAL Sandra	1500	2000	7500
PERRAUD Frederic	5000	15000	25000
PETRUCCI Agnes	3000	10000	15000
PICHOT Ludovic	5000	15000	25000
PIERRE Romain	1500	2000	7500
PIGNON Jean-Louis	3000	10000	15000
PILATO Jolan	3000	10000	15000
PINAT Florian	1500	2000	7500
PLANARD Thierry	10000	25000	30000
PLANTAIN Camille	1500	2000	7500
PONTVIANNE Michel	3000	10000	15000
POURADIER-DUTEIL Catherine	3000	10000	15000
POYET Lionnel	1500	2000	7500
POYMIRO Stephanie	5000	15000	25000
PREBOST Emmanuel	3000	10000	15000
PUTZ Roger	3000	10000	15000

QUEFFELEC Anthony	1500	2000	7500
RAGALD Sullivan	1500	2000	7500
RAULT Fabienne	3000	10000	15000
RAULT Myriam	3000	10000	15000
REVEST Marc	1500	2000	7500
REY Anne	3000	10000	15000
REYNAUD Eric	5000	15000	25000
RIESCO Thierry	3000	10000	15000
RIFFAUT Soizic	1500	2000	7500
ROCCAZ Mariette	1500	2000	7500
ROCHIS Magali	3000	10000	15000
ROCHON Emmanuelle	5000	15000	25000
ROQUES Myriam	3000	10000	15000
ROS Jean-Pierre	5000	15000	25000
ROUX Brigitte	1500	2000	7500
ROUX Guillaume	3000	10000	15000
ROY Maxime	1500	2000	7500
RULLIER Cedric	3000	10000	15000
SARSAR Mustapha	3000	10000	15000
SAUREL Patrice	5000	15000	25000
SCHAMM Julie	5000	15000	25000
SEASSAU Adrien	1500	2000	7500
SEIGNOL Lucie	1500	2000	7500
SERVE Francois	3000	10000	15000
SEVENNEC Jean-Michel	3000	10000	15000
SIBILLE Jean-Christophe	3000	10000	15000
SIBILLE Jean-Michel	3000	10000	15000
SIKORA Dominique	1500	2000	7500
SIMEON Karine	1500	2000	7500
SIMEON Romain	3000	10000	15000
SOLETTI Florence	5000	15000	25000
SOULIER Christophe	3000	10000	15000
SOULIER Christophe	5000	15000	25000
TANTOT Robert	3000	10000	15000
TEISSIER Fabien	1500	2000	7500
TENBOURET Sophie	3000	10000	15000
THIBERT Anne-Marie	10000	25000	30000
THOMAS David	3000	10000	15000
THOMAS Pierre	1500	2000	7500
TOUZET Jocelyne	3000	10000	15000

TRAINA Sylvain	15000	50000	60000
TRILLAT Claire	3000	10000	15000
ULRICH Thierry	1500	2000	7500
VACHER Jacques	5000	15000	25000
VALENTE David	5000	15000	25000
VALLA Anne	15000	50000	60000
VALLET Maxime	1500	2000	7500
VANDERHEYDEN Sylvain	3000	10000	15000
VINDRY Joel	3000	10000	15000
VU Christiane	3000	10000	15000
WEISS Julien	1500	2000	7500

**Annexe V à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ALAIN Brigitte	1500	2000	7500
ALARCON Odile	3000	10000	15000
ALBESSARD Guillaume	5000	15000	25000
ALBIGET Isabelle	1500	2000	7500
ANCIAN Pascale	1500	2000	7500
ANGELI Aurelie	3000	10000	15000
ANNOVAZZI Bertrand	3000	10000	15000
ANTHOUARD Philippe	1500	2000	7500
ARANDA Sergios	3000	10000	15000
ARNOUD Bertrand	1500	2000	7500
ATTARD Nathalie	1500	2000	7500
AUGEREAU Didier	3000	10000	15000
AUGIER Gilles	5000	15000	25000
AUGUSTO Natalia	5000	15000	25000
AUVAO Hilary	1500	2000	7500
AVOUAC Rodolphe	3000	10000	15000
BALLESTER Magali	3000	10000	15000
BAN YAMMOUH Chaib	1500	2000	7500
BANCEL Christophe	1500	2000	7500
BARBE Brice	3000	10000	15000
BARBET Cindy	15000	50000	60000
BARBIER Caroline	3000	10000	15000
BARNES Benjamin	5000	15000	25000
BARRAT Celine	1500	2000	7500
BASLE Damien	3000	10000	15000
BAYLE Sophie	3000	10000	15000
BEAUDU Karen	1500	2000	7500
BECKER Verguine	1500	2000	7500
BEKHEDDA Houari	5000	15000	25000
BELLEPEAU Stephane	3000	10000	15000
BELROSE-HUYGHUES Roderick	3000	10000	15000
BENOIT Françoise	3000	10000	15000

BENSAID Boumediene	1500	2000	7500
BERRY Fabrice	5000	15000	25000
BERTHET Estelle	5000	15000	25000
BERTHOL Sonny	3000	10000	15000
BERTHON Jean-Philippe	1500	2000	7500
BERTHOUD Nicolas	1500	2000	7500
BERTRAND Marion	3000	10000	15000
BETKA Dalila	1500	2000	7500
BEUN Camille	1500	2000	7500
BEUN Nathalie	1500	2000	7500
BEURET Elyane	3000	10000	15000
BEVILACQUA Philippe	3000	10000	15000
BILLOT Gael	1500	2000	7500
BISSON HAMELIN Françoise	10000	25000	30000
BOFFA Nathalie	3000	10000	15000
BOISSIER Angelique	1500	2000	7500
BONEZIA Agnes	1500	2000	7500
BONEZIA Luc	10000	25000	30000
BONNARD Helene	10000	25000	30000
BOUCHARDY Eric	5000	15000	25000
BOULIOU Jordane	1500	2000	7500
BOURGEOIS Mylene	3000	10000	15000
BOURGES Daniel	3000	10000	15000
BOURGON Celine	10000	25000	30000
BOURHAD Youssef	5000	15000	25000
BOURNEZ Pascal	3000	10000	15000
BOUTALBI Yacine	5000	15000	25000
BRAUD Christine	3000	10000	15000
BRIOT Christine	1500	2000	7500
BRUN Pierre-Augustin	3000	10000	15000
BRUNEEL Fabrice	5000	15000	25000
BUISSON MATHIOLAT Christian	3000	10000	15000
BUSIN Laurent	3000	10000	15000
CADET Marie-Jose	1500	2000	7500
CALBRIS Eleonore	1500	2000	7500
CALVIGNAC JUILLARD Aude	illimité	illimité	illimité
CARRON Sonia	1500	2000	7500
CASIMIR Alexandre	3000	10000	15000
CELLARIER Robin	3000	10000	15000
CHABOIS Lilian	3000	10000	15000

CHAFFANEL Arnaud	5000	15000	25000
CHAIBRIANT Bruno	5000	15000	25000
CHAIX FERRIEUX Catherine	1500	2000	7500
CHAMARD Ariane	15000	50000	60000
CHAMBAS Guylene	1500	2000	7500
CHANEL Pascal	3000	10000	15000
CHAPUIS Pierre-Marie	3000	10000	15000
CHARTIER Clement	3000	10000	15000
CHARY Franck	5000	15000	25000
CHAVANAUD Sylvie	5000	15000	25000
CHAVAROT Pierre	3000	10000	15000
CHENELAT Emmanuel	5000	15000	25000
CHENET Myriam	3000	10000	15000
CHOLVY Antoine	3000	10000	15000
CICILIEN Christine	3000	10000	15000
CLOGIER Jerome	5000	15000	25000
COLLET Jean-Francois	5000	15000	25000
COLLIER Camille	3000	10000	15000
COQUET Celine	1500	2000	7500
CORDIER David	3000	10000	15000
COURTOIS Anthony	1500	2000	7500
CREPET Frederic	5000	15000	25000
CRINON Dominique	3000	10000	15000
CUNEY Romain	1500	2000	7500
D'EYSSAUTIER Nathalie	3000	10000	15000
DARBON Julien	3000	10000	15000
DAVAINE Florence	3000	10000	15000
DE LASA Odile	1500	2000	7500
DEBREUVE Alexis	3000	10000	15000
DECROLY Elise	5000	15000	25000
DELACROIX Nadine	3000	10000	15000
DELAIGUE Emmanuel	5000	15000	25000
DELAVAUX Christophe	3000	10000	15000
DELENTE Olivier	1500	2000	7500
DELGOVE Vincent	5000	15000	25000
DEPLANCKE Sylvain	1500	2000	7500
DEPLANCKE Sylvie	1500	2000	7500
DEPOMMIER Bruno	3000	10000	15000
DESFETES Laurine	1500	2000	7500
DESMEDT Xavier	3000	10000	15000

DESORGERIS Flavie	1500	2000	7500
DESPORTES Helene	3000	10000	15000
DEVOILLE Christelle	1500	2000	7500
DEVOLDER Wilhem	3000	10000	15000
DIMIER Sylvain	3000	10000	15000
DIMPRE Mathieu	3000	10000	15000
DOEUVRE Jean-Francois	3000	10000	15000
DOMENACH Benoit	5000	15000	25000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	1500	2000	7500
DRAOUI Boualem	3000	10000	15000
DUCHET Josyane	10000	25000	30000
DUFFOUR Stephane	10000	25000	30000
DUFURNET Palma	1500	2000	7500
DUMARTY Anne-Laure	3000	10000	15000
DUMARTY Bertrand	3000	10000	15000
DUMONT Marie-Claude	3000	10000	15000
DUMOULIN Christine	3000	10000	15000
DURUAL Daniel	1500	2000	7500
DURUPT Samuel	1500	2000	7500
EGUIENTA Johan	3000	10000	15000
EL BOUCHTY Adile	1500	2000	7500
ELIE Louis-Marie	10000	25000	30000
ELSENSOHN Didier	1500	2000	7500
ELSENSOHN Valentin	1500	2000	7500
FARIA Fabrice	3000	10000	15000
FAUCHE Philippe	3000	10000	15000
FAURE Stephane	1500	2000	7500
FAURIEL Marie-Benedicte	5000	15000	25000
FELIX Stephanie	5000	15000	25000
FERNANDEZ Alain	10000	25000	30000
FERREUX Gilles	3000	10000	15000
FILIPPINI Carole	3000	10000	15000
FILLON Jean-Louis	10000	25000	30000
FLEURY Jerome	1500	2000	7500
FLORANGE Noe	1500	2000	7500
FLORANGE Sylvie	3000	10000	15000
FONTAN Jean-Gabriel	3000	10000	15000
FORESTIER Denis	10000	25000	30000
FORTUNE Annie	3000	10000	15000
FOURET Julien	3000	10000	15000

FRACHET Nicolas	1500	2000	7500
FRACHISSE Nicolas	3000	10000	15000
FRANCOMME Olivier	1500	2000	7500
FRISON Vincent	3000	10000	15000
GALAITIS BURNOUF Emmanuelle	3000	10000	15000
GALBOIS Anthony	1500	2000	7500
GALLON Elena	1500	2000	7500
GANTIEZ Laurence	5000	15000	25000
GANTIEZ Mathilde	3000	10000	15000
GARCIA Chantal	1500	2000	7500
GARCIA Frederic	1500	2000	7500
GAVA Cedric	3000	10000	15000
GAY Sylvie	3000	10000	15000
GELIFIER Isabelle	1500	2000	7500
GIBASZEK Elisabeth	3000	10000	15000
GIBERT Laurent	3000	10000	15000
GILLES Christophe	1500	2000	7500
GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	3000	10000	15000
GIRAUD Christelle	3000	10000	15000
GORRIAS Anne	1500	2000	7500
GRANGERAC Laurent	3000	10000	15000
GREBOT Lionel	3000	10000	15000
GRENGUET Maud	1500	2000	7500
GRIMONPONT Celia	5000	15000	25000
GRIMONPONT Jerome	5000	15000	25000
GROSFILLEY Laetitia	3000	10000	15000
GUARNIERI Laurence	1500	2000	7500
GUENEAU Anne	5000	15000	25000
GUERIN Natalia	3000	10000	15000
GUICHARD Franck	1500	2000	7500
GUICHARD Loic	1500	2000	7500
GUILLET Aude	3000	10000	15000
GUILLIER Yves	3000	10000	15000
GUINET Chantal	3000	10000	15000
HAAN Florine	1500	2000	7500
HAAS Marie	5000	15000	25000
HACHET Delphine	3000	10000	15000
HADJ CHAIB Akli	3000	10000	15000
HAMELIN Gerard	5000	15000	25000
HELARY Arnaud	3000	10000	15000

HENG Evelyne	10000	25000	30000
HENNI Halima	5000	15000	25000
HINNIGER Berangere	3000	10000	15000
HOCHART Claire	3000	10000	15000
HORNY Pierre-Alain	1500	2000	7500
HOUDRE Marion	3000	10000	15000
HUGEDET Elise	1500	2000	7500
HUMBERT Lionel	1500	2000	7500
IGONENC Marie	3000	10000	15000
JACOBY-KOALY Helene	3000	10000	15000
JAFFRY Pascal	10000	25000	30000
JARACZEWSKI Sandrine	3000	10000	15000
JEAN Christine	3000	10000	15000
JOURDAIN Nicolas	3000	10000	15000
JOUVENCEAU Christelle	3000	10000	15000
JUBAN Elodie	3000	10000	15000
KADIC Asmir	5000	15000	25000
KENDY Adil	3000	10000	15000
KERVADEC Aline	5000	15000	25000
KHALEF Leila	1500	2000	7500
KHAMMAR Adam	1500	2000	7500
KRIEGER Bertrand	3000	10000	15000
LABRUYERE Sylvie	3000	10000	15000
LANFREY Jacky	1500	2000	7500
LANGEVILLIER Mathias	1500	2000	7500
LAYMAND Eric	3000	10000	15000
LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand	1500	2000	7500
LECLERCQ Anthony	1500	2000	7500
LECOQ Christophe	1500	2000	7500
LEHEBEL Anne-Heloise	3000	10000	15000
LEMAIRE Jean-Michel	1500	2000	7500
LEONI Sandra	5000	15000	25000
LEPRIVEY Christine	1500	2000	7500
LEUTARD Pierre	15000	50000	60000
LINARD Pascal	1500	2000	7500
LONGERE Denis	1500	2000	7500
LOREAU Benjamin	1500	2000	7500
LOVET DURBET Sebastien	5000	15000	25000
LYONNET Margot	3000	10000	15000
MACAREZ David	5000	15000	25000

MADIGNIER Arnaud	3000	10000	15000
MAGNAN Christophe	3000	10000	15000
MAIGNANT Gabrielle	1500	2000	7500
MALLET Francine	1500	2000	7500
MALLET Sylvie	3000	10000	15000
MANFREDINI Aude	3000	10000	15000
MANTEL Vivien	1500	2000	7500
MARGOTTIN Beatrice	3000	10000	15000
MARGUET Frederic	1500	2000	7500
MARIANI Alan	1500	2000	7500
MARQUES DA SILVA Marion	3000	10000	15000
MARY Marc	1500	2000	7500
MARY Pascale	3000	10000	15000
MAURIN Nicolas	1500	2000	7500
MEDKOUR Salim	5000	15000	25000
MEDUS Martine	3000	10000	15000
MENNILLO Ida	3000	10000	15000
MESKINE Mama	3000	10000	15000
MEYRAN Jean-Christophe	5000	15000	25000
MICHEL Jean-Baptiste	1500	2000	7500
MILLET Christine	5000	15000	25000
MOISAN Christine	3000	10000	15000
MONIER Raphael	1500	2000	7500
MONTES Jerome	3000	10000	15000
MORENO Bernadette	1500	2000	7500
MORPAIN Arnaud	1500	2000	7500
MOUNIER Laurent	1500	2000	7500
MOUSSAOUI Nacer	1500	2000	7500
MUIC Martine	1500	2000	7500
MURA David	3000	10000	15000
MURNIEKS Joris	1500	2000	7500
MUSCAT Chantal	3000	10000	15000
MUSCAT Jean-Yves	3000	10000	15000
MUZARD Sandra	3000	10000	15000
NADRCIC Madeleine	3000	10000	15000
NARBONNE Roland	1500	2000	7500
NAVARRO Marie-France	3000	10000	15000
NERI Fabrice	3000	10000	15000
NEROT Isabelle	3000	10000	15000
NEVEUX Christophe	1500	2000	7500

NOLY Jean-Claude	3000	10000	15000
NORMAND Franck	1500	2000	7500
NOUIRA Franck	3000	10000	15000
OUAHNOUNA David	1500	2000	7500
PALACIOS Sandra	1500	2000	7500
PALIER Jean-Paul	3000	10000	15000
PARET Antoine	3000	10000	15000
PARISI Guillaume	3000	10000	15000
PARISIS Pascale	3000	10000	15000
PASSEMARD Laurent	10000	25000	30000
PAULET Serge	3000	10000	15000
PAYS Valery	3000	10000	15000
PELLADEAU Jean	5000	15000	25000
PELLADEAU Ludivine	3000	10000	15000
PELLETIER Valerie	5000	15000	25000
PERETTI Serge	1500	2000	7500
PEREZ Bruno	3000	10000	15000
PEREZ Christelle	1500	2000	7500
PEREZ Thierry	3000	10000	15000
PERMAL Sandra	1500	2000	7500
PERRAUD Frederic	5000	15000	25000
PETRUCCI Agnes	3000	10000	15000
PICHOT Ludovic	5000	15000	25000
PIERRE Romain	1500	2000	7500
PIGNON Jean-Louis	3000	10000	15000
PILATO Jolan	3000	10000	15000
PINAT Florian	1500	2000	7500
PLANARD Thierry	10000	25000	30000
PLANTAIN Camille	1500	2000	7500
PONTVIANNE Michel	3000	10000	15000
POURADIER-DUTEIL Catherine	3000	10000	15000
POYET Lionnel	1500	2000	7500
POYMIRO Stephanie	5000	15000	25000
PREBOST Emmanuel	3000	10000	15000
PUTZ Roger	3000	10000	15000
QUEFFELEC Anthony	1500	2000	7500
RAGALD Sullivan	1500	2000	7500
RAULT Fabienne	3000	10000	15000
RAULT Myriam	3000	10000	15000
REVEST Marc	1500	2000	7500

REY Anne	3000	10000	15000
REYNAUD Eric	5000	15000	25000
RIESCO Thierry	3000	10000	15000
RIFFAUT Soizic	1500	2000	7500
ROCCAZ Mariette	1500	2000	7500
ROCHIS Magali	3000	10000	15000
ROCHON Emmanuelle	5000	15000	25000
ROLLIN Dominique	1500	2000	7500
ROQUES Myriam	3000	10000	15000
ROS Jean-Pierre	5000	15000	25000
ROUX Brigitte	1500	2000	7500
ROUX Guillaume	3000	10000	15000
ROY Maxime	1500	2000	7500
RULLIER Cedric	3000	10000	15000
SARSAR Mustapha	3000	10000	15000
SAUREL Patrice	10000	25000	30000
SCHAMM Julie	5000	15000	25000
SEASSAU Adrien	1500	2000	7500
SEIGNOL Lucie	1500	2000	7500
SERVE Francois	3000	10000	15000
SEVENNEC Jean-Michel	3000	10000	15000
SIBILLE Jean-Christophe	3000	10000	15000
SIBILLE Jean-Michel	3000	10000	15000
SIKORA Dominique	1500	2000	7500
SIMEON Karine	1500	2000	7500
SIMEON Romain	3000	10000	15000
SOLETTI Florence	5000	15000	25000
SOULIER Christophe	5000	15000	25000
SOULIER Christophe	3000	10000	15000
TANTOT Robert	3000	10000	15000
TEISSIER Fabien	1500	2000	7500
TENBOURET Sophie	3000	10000	15000
THIBERT Anne-Marie	10000	25000	30000
THOMAS David	3000	10000	15000
THOMAS Pierre	1500	2000	7500
TOUZET Jocelyne	3000	10000	15000
TRAINA Sylvain	15000	50000	60000
TRILLAT Claire	3000	10000	15000
VACHER Jacques	5000	15000	25000
VALENTE David	5000	15000	25000

VALLA Anne	15000	50000	60000
VALLET Maxime	1500	2000	7500
VANDERHEYDEN Sylvain	3000	10000	15000
VINDRY Joel	3000	10000	15000
VU Christiane	3000	10000	15000
WEISS Julien	1500	2000	7500

Annexe VI à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim *CUGNETTI David*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
ABED Brahim	15000	15000
ALBESSARD Guillaume	15000	15000
ALBIGET Isabelle	15000	15000
ANNOVAZZI Bertrand	15000	15000
ARNOUD Bertrand	15000	15000
ATTARD Nathalie	15000	15000
AUGEREAU Didier	15000	15000
AUGIER Gilles	15000	15000
AVOUAC Rodolphe	15000	15000
BAN YAMMOUH Chaib	15000	15000
BANCEL Christophe	15000	15000
BARBET Cindy	15000	15000
BARNES Benjamin	15000	15000
BARRAT Celine	15000	15000
BASLE Damien	15000	15000
BEAUDU Karen	15000	15000
BENOIT Françoise	15000	15000
BENSAID Boumediene	15000	15000
BERRY Fabrice	15000	15000
BERTHET Estelle	15000	15000
BERTHOL Sonny	15000	15000
BERTHOUD Nicolas	15000	15000
BERTRAND Marion	15000	15000
BETKA Dalila	15000	15000
BEUN Camille	15000	15000
BEUN Nathalie	15000	15000
BILLOT Gael	15000	15000
BISSON HAMELIN Françoise	15000	15000
BOISSIER Angélique	15000	15000
BOURGON Celine	15000	15000
BRIOT Christine	15000	15000

BRUN Pierre-Augustin	15000	15000
BRUNEEL Fabrice	15000	15000
BRUNEL Guillaume	15000	15000
CALBRIS Eleonore	15000	15000
CALVIGNAC JUILLARD Aude	300000	150000
CARRON Sonia	15000	15000
CASIMIR Alexandre	15000	15000
CAZZANIGA Adelio	15000	15000
CHAFFANEL Arnaud	15000	15000
CHAIBRIANT Bruno	15000	15000
CHAIX FERRIEUX Catherine	15000	15000
CHAMARD Ariane	15000	15000
CHAMBAS Guylene	15000	15000
CHARY Franck	15000	15000
CHAVANAUD Sylvie	15000	15000
CHAVAROT Pierre	15000	15000
CHENELAT Emmanuel	15000	15000
CHOLVY Antoine	15000	15000
CLOGIER Jerome	15000	15000
CORDIER David	15000	15000
COURTOIS Anthony	15000	15000
CREPET Frederic	15000	15000
CUNEY Romain	15000	15000
D'EYSSAUTIER Nathalie	15000	15000
DE LARQUIER Paul	15000	15000
DEBREUVE Alexis	15000	15000
DECROLY Louis	15000	15000
DELAIGUE Emmanuel	15000	15000
DELAVAUX Christophe	15000	15000
DEPLANCKE Sylvain	15000	15000
DEPLANCKE Sylvie	15000	15000
DEPOMMIER Bruno	15000	15000
DESMEDT Xavier	15000	15000
DEVOILLE Christelle	15000	15000
DIMPRE Mathieu	15000	15000
DOMENACH Benoit	15000	15000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	15000	15000
DUFFOUR Stephane	15000	15000
EGUIENTA Johan	15000	15000
EL BOUCHTY Adile	15000	15000

ELIE Louis-Marie	15000	15000
ELSENSOHN Didier	15000	15000
ELSENSOHN Valentin	15000	15000
FAURE Stephane	15000	15000
FLEURY Jerome	15000	15000
FLORANGE Noe	15000	15000
FLORANGE Sylvie	15000	15000
FONTAN Jean-Gabriel	15000	15000
FRACHET Nicolas	15000	15000
FRANCOMME Olivier	15000	15000
FRISON Vincent	15000	15000
GACHET Norbert	15000	15000
GALBOIS Anthony	15000	15000
GARCIA Frederic	15000	15000
GILLES Christophe	15000	15000
GORRIAS Anne	15000	15000
GREBOT Lionel	15000	15000
GRENGUET Maud	15000	15000
GRIMONPONT Celia	15000	15000
GRIMONPONT Jerome	15000	15000
GUARNIERI Laurence	15000	15000
GUICHARD Franck	15000	15000
GUICHARD Loic	15000	15000
HADJ CHAIB Akli	15000	15000
HAMELIN Gerard	15000	15000
HENG Evelyne	15000	15000
HOCHART Claire	15000	15000
HORNY Pierre-Alain	15000	15000
HOUDRE Marion	15000	15000
HUGEDET Elise	15000	15000
HUMBERT Lionel	15000	15000
JAFFRY Pascal	15000	15000
KENDY Adil	15000	15000
KERVADEC Aline	15000	15000
KHAMMAR Adam	15000	15000
KRIEGER Bertrand	15000	15000
LANGEVILLIER Mathias	15000	15000
LE GOULIAS Yannick	15000	15000
LECLERCQ Anthony	15000	15000
LECOQ Christophe	15000	15000

LEPRIVEY Christine	15000	15000
LEUTARD Pierre	15000	15000
LINARD Pascal	15000	15000
LONGERE Denis	15000	15000
LOREAU Benjamin	15000	15000
LOVET DURBET Sebastien	15000	15000
MADIGNIER Arnaud	15000	15000
MADROLLES Frederic	15000	15000
MAGNAN Christophe	15000	15000
MANFREDINI Aude	15000	15000
MANTEL Vivien	15000	15000
MARIANI Alan	15000	15000
MESKINE Mama	15000	15000
MICHEL Jean-Baptiste	15000	15000
MOISAN Christine	15000	15000
MONIER Raphael	15000	15000
MONTES Jerome	15000	15000
MORPAIN Arnaud	15000	15000
MOUNIER Laurent	15000	15000
MOUSSAOUI Nacer	15000	15000
MURNIEKS Joris	15000	15000
NARBONNE Roland	15000	15000
NAVARRO Marie-France	15000	15000
NERI Fabrice	15000	15000
NEVEUX Christophe	15000	15000
NOLY Jean-Claude	15000	15000
NORMAND Franck	15000	15000
NOUIRA Franck	15000	15000
OUAHNOUNA David	15000	15000
PALACIOS Sandra	15000	15000
PALIER Jean-Paul	15000	15000
PASSEMARD Laurent	15000	15000
PAULET Serge	15000	15000
PELLETIER Valerie	15000	15000
PEREZ Bruno	15000	15000
PERFETTI Jean-Francois	15000	15000
PICHOT Ludovic	15000	15000
PIERRE Romain	15000	15000
PINAT Florian	15000	15000
PLANARD Thierry	15000	15000

POYET Lionel	15000	15000
QUEFFELEC Anthony	15000	15000
RAGALD Sullivan	15000	15000
RAULT Fabienne	15000	15000
REVEST Marc	15000	15000
REYNAUD Eric	15000	15000
RIFFAUT Soizic	15000	15000
RIVIERE Yan	15000	15000
ROCCAZ Mariette	15000	15000
ROCHIS Magali	15000	15000
ROCHON Emmanuelle	15000	15000
ROS Jean-Pierre	15000	15000
ROUX Brigitte	15000	15000
ROUX Guillaume	15000	15000
ROY Maxime	15000	15000
SEASSAU Adrien	15000	15000
SEIGNOL Lucie	15000	15000
SERVE Francois	15000	15000
SIBILLE Jean-Christophe	15000	15000
SIBILLE Jean-Michel	15000	15000
SIMEON Karine	15000	15000
SIMEON Romain	15000	15000
SOLETTI Florence	15000	15000
SOULIER Christophe	15000	15000
SOULIER Christophe	15000	15000
TEISSIER Fabien	15000	15000
TENBOURET Sophie	15000	15000
TOUBI Malek	15000	15000
TRAINA Sylvain	15000	15000
VACHER Jacques	15000	15000
VALENTE David	15000	15000
VALLA Anne	15000	15000
VALLET Maxime	15000	15000
VANDERHEYDEN Sylvain	15000	15000
WEISS Julien	15000	15000

**Annexe VII à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ALAIN Brigitte	500	1500	3750
ALARCON Odile	1000	3750	7500
ALBIGET Isabelle	500	1500	3750
ANCIAN Pascale	500	1500	3750
ANGELI Aurelie	1000	3750	7500
ANNOVAZZI Bertrand	1000	3750	7500
ANTHOUDARD Philippe	500	1500	3750
ARANDA Sergios	1000	3750	7500
ARNOUD Bertrand	500	1500	3750
ATTARD Nathalie	500	1500	3750
AUGEREAU Didier	1000	3750	7500
AUGIER Gilles	1500	7500	15000
AUGUSTO Natalia	1500	7500	15000
AUVAO Hilary	500	1500	3750
AVOUAC Rodolphe	1000	3750	7500
BALLESTER Magali	1000	3750	7500
BAN YAMMOUH Chaib	500	1500	3750
BANCEL Christophe	500	1500	3750
BARBE Brice	1000	3750	7500
BARBET Cindy	1500	7500	15000
BARNES Benjamin	1500	7500	15000
BARRAT Celine	500	1500	3750
BASLE Damien	1000	3750	7500
BAYLE Sophie	1000	3750	7500
BEAUDU Karen	500	1500	3750
BECKER Verguine	500	1500	3750
BEKHEDDA Houari	1500	7500	15000
BELLEPEAU Stephane	1000	3750	7500
BELROSE-HUYGHUES Roderick	1000	3750	7500
BENOIT Françoise	1000	3750	7500
BENSAID Boumediene	500	1500	3750
BERRY Fabrice	1500	7500	15000

BERTHET Estelle	1500	7500	15000
BERTHOL Sonny	1000	3750	7500
BERTHON Jean-Philippe	500	1500	3750
BERTHOUD Nicolas	500	1500	3750
BERTRAND Marion	1000	3750	7500
BETKA Dalila	500	1500	3750
BEUN Camille	500	1500	3750
BEUN Nathalie	500	1500	3750
BEURET Elyane	1000	3750	7500
BILLOT Gael	500	1500	3750
BISSON HAMELIN Françoise	1500	7500	15000
BOFFA Nathalie	1000	3750	7500
BOISSIER Angélique	500	1500	3750
BONEZIA Agnes	500	1500	3750
BONEZIA Luc	1500	7500	15000
BONNARD Helene	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOULIOU Jordane	500	1500	3750
BOURGEOIS Mylene	1000	3750	7500
BOURGES Daniel	1000	3750	7500
BOURGON Celine	1500	7500	15000
BOURNEZ Pascal	1000	3750	7500
BRAUD Christine	1000	3750	7500
BRIOT Christine	500	1500	3750
BRUN Pierre-Augustin	1000	3750	7500
BRUNEEL Fabrice	1500	7500	15000
BUISSON MATHIOLAT Christian	1000	3750	7500
BUSIN Laurent	1000	3750	7500
CADET Marie-Jose	500	1500	3750
CALBRIS Eleonore	500	1500	3750
CALVIGNAC JUILLARD Aude	1500	7500	15000
CARRON Sonia	500	1500	3750
CELLARIER Robin	1000	3750	7500
CHAIBRIANT Bruno	1500	7500	15000
CHAMARD Ariane	1500	7500	15000
CHAMBAS Guylene	500	1500	3750
CHARTIER Clement	1000	3750	7500
CHARY Franck	1500	7500	15000
CHAVANAUD Sylvie	1500	7500	15000
CHAVAROT Pierre	1000	3750	7500

CHENELAT Emmanuel	1500	7500	15000
CHENET Myriam	1000	3750	7500
CHOLVY Antoine	1000	3750	7500
CICILIEN Christine	1000	3750	7500
CLOGIER Jerome	1500	7500	15000
COLLET Jean-Francois	1500	7500	15000
COLLIER Camille	1000	3750	7500
CORDIER David	1000	3750	7500
COURTOIS Anthony	500	1500	3750
CREPET Frederic	1500	7500	15000
CRINON Dominique	1000	3750	7500
CUNEY Romain	500	1500	3750
D'EYSSAUTIER Nathalie	1000	3750	7500
DAVAINE Florence	1000	3750	7500
DE LASA Odile	500	1500	3750
DEBREUVE Alexis	1000	3750	7500
DELACROIX Nadine	1000	3750	7500
DELAIGUE Emmanuel	1500	7500	15000
DELAVAUX Christophe	1000	3750	7500
DELENTE Olivier	500	1500	3750
DELGOVE Vincent	1500	7500	15000
DEPLANCKE Sylvain	500	1500	3750
DEPLANCKE Sylvie	500	1500	3750
DEPOMMIER Bruno	1000	3750	7500
DESFETES Laurine	500	1500	3750
DESORGERIS Flavie	500	1500	3750
DEVOILLE Christelle	500	1500	3750
DEVOLDER Wilhem	1000	3750	7500
DIMIER Sylvain	1000	3750	7500
DIMPRE Mathieu	1000	3750	7500
DOEUVRE Jean-Francois	1000	3750	7500
DOMENACH Benoit	1500	7500	15000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	500	1500	3750
DUCHET Josyane	1500	7500	15000
DUFFOUR Stephane	1500	7500	15000
DUMARTY Anne-Laure	1000	3750	7500
DUMARTY Bertrand	1000	3750	7500
DUMONT Marie-Claude	1000	3750	7500
DUMOULIN Christine	1000	3750	7500
DURUAL Daniel	500	1500	3750

DURUPT Samuel	500	1500	3750
EGUIENTA Johan	1000	3750	7500
EL BOUCHTY Adile	500	1500	3750
ELIE Louis-Marie	1500	7500	15000
ELSENHOHN Didier	500	1500	3750
ELSENHOHN Valentin	500	1500	3750
FAURE Stephane	500	1500	3750
FELIX Stephanie	1500	7500	15000
FERNANDEZ Alain	1500	7500	15000
FILLON Jean-Louis	1500	7500	15000
FLEURY Jerome	500	1500	3750
FLORANGE Noe	500	1500	3750
FLORANGE Sylvie	1000	3750	7500
FONTAN Jean-Gabriel	1000	3750	7500
FORESTIER Denis	1500	7500	15000
FORTUNE Annie	1000	3750	7500
FOURET Julien	1000	3750	7500
FRACHET Nicolas	500	1500	3750
FRACHISSE Nicolas	1000	3750	7500
FRANCOMME Olivier	500	1500	3750
FRISON Vincent	1000	3750	7500
GALBOIS Anthony	500	1500	3750
GALLON Elena	500	1500	3750
GANTIEZ Laurence	1500	7500	15000
GANTIEZ Mathilde	1000	3750	7500
GARCIA Chantal	500	1500	3750
GARCIA Frederic	500	1500	3750
GAVA Cedric	1000	3750	7500
GAY Sylvie	1000	3750	7500
GELIFIER Isabelle	500	1500	3750
GIBERT Laurent	1000	3750	7500
GILLES Christophe	500	1500	3750
GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	1000	3750	7500
GORRIAS Anne	500	1500	3750
GRANGERAC Laurent	1000	3750	7500
GREBOT Lionel	1000	3750	7500
GRENGUET Maud	500	1500	3750
GRIMONPONT Celia	1500	7500	15000
GRIMONPONT Jerome	1500	7500	15000
GROSFILLEY Laetitia	1000	3750	7500

GUARNIERI Laurence	500	1500	3750
GUENEAU Anne	1500	7500	15000
GUERIN Natalia	1000	3750	7500
GUICHARD Franck	500	1500	3750
GUICHARD Loic	500	1500	3750
GUILLET Aude	1000	3750	7500
GUILLIER Yves	1000	3750	7500
HAAN Florine	500	1500	3750
HAAS Marie	1500	7500	15000
HACHET Delphine	1000	3750	7500
HADJ CHAIB Akli	1000	3750	7500
HAMELIN Gerard	1500	7500	15000
HELARY Arnaud	1000	3750	7500
HENG Evelyne	1500	7500	15000
HENNI Halima	1500	7500	15000
HINNIGER Berangere	1000	3750	7500
HOCHART Claire	1000	3750	7500
HORNY Pierre-Alain	500	1500	3750
HOUDRE Marion	1000	3750	7500
HUGEDET Elise	500	1500	3750
HUMBERT Lionel	500	1500	3750
JACOBY-KOALY Helene	1000	3750	7500
JAFFRY Pascal	1500	7500	15000
JARACZEWSKI Sandrine	1000	3750	7500
JOURDAIN Nicolas	1000	3750	7500
JOUVENCEAU Christelle	1000	3750	7500
JUBAN Elodie	1000	3750	7500
KADIC Asmir	1500	7500	15000
KENDY Adil	1000	3750	7500
KERVADEC Aline	1500	7500	15000
KHAMMAR Adam	500	1500	3750
KRIEGER Bertrand	1000	3750	7500
LABRUYERE Sylvie	1000	3750	7500
LANFREY Jacky	500	1500	3750
LANGEVILLIER Mathias	500	1500	3750
LECLERCQ Anthony	500	1500	3750
LECOQ Christophe	500	1500	3750
LEHEBEL Anne-Heloise	1000	3750	7500
LEMAIRE Jean-Michel	500	1500	3750
LEONI Sandra	1500	7500	15000

LEPRIVEY Christine	500	1500	3750
LEUTARD Pierre	1500	7500	15000
LINARD Pascal	500	1500	3750
LONGERE Denis	500	1500	3750
LOREAU Benjamin	500	1500	3750
LOVET DURBET Sebastien	1500	7500	15000
LYONNET Margot	1000	3750	7500
MACAREZ David	1500	7500	15000
MADIGNIER Arnaud	1000	3750	7500
MAGNAN Christophe	1000	3750	7500
MAIGNANT Gabrielle	500	1500	3750
MALLET Francine	500	1500	3750
MALLET Sylvie	1000	3750	7500
MANFREDINI Aude	1000	3750	7500
MANTEL Vivien	500	1500	3750
MARGOTTIN Beatrice	1000	3750	7500
MARIANI Alan	500	1500	3750
MARY Marc	500	1500	3750
MARY Pascale	1000	3750	7500
MEDKOUR Salim	1500	7500	15000
MEDUS Martine	1000	3750	7500
MESKINE Mama	1000	3750	7500
MICHEL Jean-Baptiste	500	1500	3750
MILLET Christine	1500	7500	15000
MOISAN Christine	1000	3750	7500
MONIER Raphael	500	1500	3750
MONTES Jerome	1000	3750	7500
MORENO Bernadette	500	1500	3750
MORPAIN Arnaud	500	1500	3750
MOUNIER Laurent	500	1500	3750
MOUSSAOUI Nacer	500	1500	3750
MUIC Martine	500	1500	3750
MURA David	1000	3750	7500
MURNIEKS Joris	500	1500	3750
MUSCAT Chantal	1000	3750	7500
MUSCAT Jean-Yves	1000	3750	7500
MUZARD Sandra	1000	3750	7500
NADRCIC Madeleine	1000	3750	7500
NARBONNE Roland	500	1500	3750
NAVARRO Marie-France	1000	3750	7500

NERI Fabrice	1000	3750	7500
NEVEUX Christophe	500	1500	3750
NOLY Jean-Claude	1000	3750	7500
NORMAND Franck	500	1500	3750
NOUIRA Franck	1000	3750	7500
OUAHNOUNA David	500	1500	3750
PALACIOS Sandra	500	1500	3750
PALIER Jean-Paul	1000	3750	7500
PARET Antoine	1000	3750	7500
PARISI Guillaume	1000	3750	7500
PASSEMARD Laurent	1500	7500	15000
PAULET Serge	1000	3750	7500
PAYS Valery	1500	7500	15000
PELLADEAU Jean	1500	7500	15000
PELLADEAU Ludivine	1000	3750	7500
PELLETIER Valerie	1500	7500	15000
PERETTI Serge	500	1500	3750
PEREZ Bruno	1000	3750	7500
PEREZ Christelle	500	1500	3750
PEREZ Thierry	1000	3750	7500
PERMAL Sandra	500	1500	3750
PERRAUD Frederic	1500	7500	15000
PETRUCCI Agnes	1000	3750	7500
PICHOT Ludovic	1500	7500	15000
PIERRE Romain	500	1500	3750
PIGNON Jean-Louis	1000	3750	7500
PILATO Jolan	1000	3750	7500
PINAT Florian	500	1500	3750
PLANARD Thierry	1500	7500	15000
PLANTAIN Camille	500	1500	3750
PONTVIANNE Michel	1000	3750	7500
POURADIER-DUTEIL Catherine	1000	3750	7500
POYET Lionnel	500	1500	3750
POYMIRO Stephanie	1500	7500	15000
PREBOST Emmanuel	1000	3750	7500
PUTZ Roger	1000	3750	7500
QUEFFELEC Anthony	500	1500	3750
RAGALD Sullivan	500	1500	3750
RAULT Fabienne	1000	3750	7500
RAULT Myriam	1000	3750	7500

REVEST Marc	500	1500	3750
REY Anne	1000	3750	7500
REYNAUD Eric	1500	7500	15000
RIESCO Thierry	1000	3750	7500
RIFFAUT Soizic	500	1500	3750
ROCCAZ Mariette	500	1500	3750
ROCHIS Magali	1000	3750	7500
ROCHON Emmanuelle	1500	7500	15000
ROQUES Myriam	1000	3750	7500
ROS Jean-Pierre	1500	7500	15000
ROUX Brigitte	500	1500	3750
ROUX Guillaume	1000	3750	7500
ROY Maxime	500	1500	3750
RULLIER Cedric	1000	3750	7500
SAUREL Patrice	1500	7500	15000
SCHAMM Julie	1500	7500	15000
SEASSAU Adrien	500	1500	3750
SEIGNOL Lucie	500	1500	3750
SERVE Francois	1000	3750	7500
SIBILLE Jean-Christophe	1000	3750	7500
SIBILLE Jean-Michel	1000	3750	7500
SIKORA Dominique	500	1500	3750
SIMEON Karine	500	1500	3750
SIMEON Romain	1000	3750	7500
SOULIER Christophe	1000	3750	7500
SOULIER Christophe	1500	7500	15000
TANTOT Robert	1000	3750	7500
TEISSIER Fabien	500	1500	3750
TENBOURET Sophie	1000	3750	7500
THOMAS David	1000	3750	7500
THOMAS Pierre	500	1500	3750
TOUZET Jocelyne	1000	3750	7500
TRAINA Sylvain	1500	7500	15000
TRILLAT Claire	1000	3750	7500
VALENTE David	1500	7500	15000
VALLA Anne	1500	7500	15000
VALLET Maxime	500	1500	3750
VANDERHEYDEN Sylvain	1000	3750	7500
VU Christiane	1000	3750	7500
WEISS Julien	500	1500	3750

**Annexe VIII à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI
David**

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ALAIN Brigitte	500	1500	3750
ALARCON Odile	1000	3750	7500
ALBIGET Isabelle	500	1500	3750
ANCIAN Pascale	500	1500	3750
ANGELI Aurelie	1000	3750	7500
ANNOVAZZI Bertrand	1000	3750	7500
ANTHOUDARD Philippe	500	1500	3750
ARANDA Sergios	1000	3750	7500
ARNOUD Bertrand	500	1500	3750
ATTARD Nathalie	500	1500	3750
AUGEREAU Didier	1000	3750	7500
AUGIER Gilles	1500	7500	15000
AUGUSTO Natalia	1500	7500	15000
AUVAO Hilary	500	1500	3750
AVOUAC Rodolphe	1000	3750	7500
BALLESTER Magali	1000	3750	7500
BAN YAMMOUH Chaib	500	1500	3750
BANCEL Christophe	500	1500	3750
BARBE Brice	1000	3750	7500
BARBET Cindy	1500	7500	15000
BARNES Benjamin	1500	7500	15000
BARRAT Celine	500	1500	3750
BASLE Damien	1000	3750	7500
BAYLE Sophie	1000	3750	7500
BEAUDU Karen	500	1500	3750
BECKER Verguine	500	1500	3750
BEKHEDDA Houari	1500	7500	15000
BELLEPEAU Stephane	1000	3750	7500
BELROSE-HUYGHUES Roderick	1000	3750	7500
BENOIT Françoise	1000	3750	7500
BENSAID Boumediene	500	1500	3750
BERRY Fabrice	1500	7500	15000

BERTHET Estelle	1500	7500	15000
BERTHOL Sonny	1000	3750	7500
BERTHON Jean-Philippe	500	1500	3750
BERTHOUD Nicolas	500	1500	3750
BERTRAND Marion	1000	3750	7500
BETKA Dalila	500	1500	3750
BEUN Camille	500	1500	3750
BEUN Nathalie	500	1500	3750
BEURET Elyane	1000	3750	7500
BILLOT Gael	500	1500	3750
BISSON HAMELIN Francoise	1500	7500	15000
BOFFA Nathalie	1000	3750	7500
BOISSIER Angelique	500	1500	3750
BONEZIA Agnes	500	1500	3750
BONEZIA Luc	1500	7500	15000
BONNARD Helene	1500	7500	15000
BOUCHARDY Eric	1500	7500	15000
BOULIOU Jordane	500	1500	3750
BOURGEOIS Mylene	1000	3750	7500
BOURGES Daniel	1000	3750	7500
BOURGON Celine	1500	7500	15000
BOURNEZ Pascal	1000	3750	7500
BOUTALBI Yacine	1500	7500	15000
BRAUD Christine	1000	3750	7500
BRIOT Christine	500	1500	3750
BRUN Pierre-Augustin	1000	3750	7500
BRUNEEL Fabrice	1500	7500	15000
BUISSON MATHIOLAT Christian	1000	3750	7500
BUSIN Laurent	1000	3750	7500
CADET Marie-Jose	500	1500	3750
CALBRIS Eleonore	500	1500	3750
CALVIGNAC JUILLARD Aude	1500	7500	15000
CARRON Sonia	500	1500	3750
CELLARIER Robin	1000	3750	7500
CHAIBRIANT Bruno	1500	7500	15000
CHAMARD Ariane	1500	7500	15000
CHAMBAS Guylene	500	1500	3750
CHANEL Pascal	1000	3750	7500
CHAPUIS Pierre-Marie	1000	3750	7500
CHARTIER Clement	1000	3750	7500

CHARY Franck	1500	7500	15000
CHAVANAUD Sylvie	1500	7500	15000
CHAVAROT Pierre	1000	3750	7500
CHENELAT Emmanuel	1500	7500	15000
CHENET Myriam	1000	3750	7500
CHOLVY Antoine	1000	3750	7500
CICILIEN Christine	1000	3750	7500
CLOGIER Jerome	1500	7500	15000
COLLET Jean-Francois	1500	7500	15000
COLLIER Camille	1000	3750	7500
CORDIER David	1000	3750	7500
COURTOIS Anthony	500	1500	3750
CREPET Frederic	1500	7500	15000
CRINON Dominique	1000	3750	7500
CUNEY Romain	500	1500	3750
D'EYSSAUTIER Nathalie	1000	3750	7500
DAVAINE Florence	1000	3750	7500
DE LASA Odile	500	1500	3750
DEBREUVE Alexis	1000	3750	7500
DELACROIX Nadine	1000	3750	7500
DELAIGUE Emmanuel	1500	7500	15000
DELAVAUX Christophe	1000	3750	7500
DELENTE Olivier	500	1500	3750
DELGOVE Vincent	1500	7500	15000
DELUGIN Danielle	1000	3750	7500
DEPLANCKE Sylvain	500	1500	3750
DEPLANCKE Sylvie	500	1500	3750
DEPOMMIER Bruno	1000	3750	7500
DESFETES Laurine	500	1500	3750
DESORGERIS Flavie	500	1500	3750
DEVOILLE Christelle	500	1500	3750
DEVOLDER Wilhem	1000	3750	7500
DIMIER Sylvain	1000	3750	7500
DIMPRE Mathieu	1000	3750	7500
DOEUVRE Jean-Francois	1000	3750	7500
DOMENACH Benoit	1500	7500	15000
DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano	500	1500	3750
DUCHET Josyane	1500	7500	15000
DUFFOUR Stephane	1500	7500	15000
DUFOURNET Palma	500	1500	3750

DUMARTY Anne-Laure	1000	3750	7500
DUMARTY Bertrand	1000	3750	7500
DUMONT Marie-Claude	1000	3750	7500
DUMOULIN Christine	1000	3750	7500
DURUAL Daniel	500	1500	3750
DURUPT Samuel	500	1500	3750
EGUIENTA Johan	1000	3750	7500
EL BOUCHTY Adile	500	1500	3750
ELIE Louis-Marie	1500	7500	15000
ELSENSOHN Didier	500	1500	3750
ELSENSOHN Valentin	500	1500	3750
FARIA Fabrice	1000	3750	7500
FAUCHE Philippe	1000	3750	7500
FAURE Stephane	500	1500	3750
FELIX Stephanie	1500	7500	15000
FERNANDEZ Alain	1500	7500	15000
FILIPPINI Carole	1000	3750	7500
FILLON Jean-Louis	1500	7500	15000
FLEURY Jerome	500	1500	3750
FLORANGE Noe	500	1500	3750
FLORANGE Sylvie	1000	3750	7500
FONTAN Jean-Gabriel	1000	3750	7500
FORESTIER Denis	1500	7500	15000
FORTUNE Annie	1000	3750	7500
FOURET Julien	1000	3750	7500
FRACHET Nicolas	500	1500	3750
FRACHISSE Nicolas	1000	3750	7500
FRANCOMME Olivier	500	1500	3750
FRISON Vincent	1000	3750	7500
GALBOIS Anthony	500	1500	3750
GALLON Elena	500	1500	3750
GANTIEZ Laurence	1500	7500	15000
GANTIEZ Mathilde	1000	3750	7500
GARCIA Chantal	500	1500	3750
GARCIA Frederic	500	1500	3750
GAVA Cedric	1000	3750	7500
GAY Sylvie	1000	3750	7500
GELIFIER Isabelle	500	1500	3750
GIBERT Laurent	1000	3750	7500
GILLES Christophe	500	1500	3750

GIRARD CHAUDOT Marie-Christine	1000	3750	7500
GORRIAS Anne	500	1500	3750
GRANGERAC Laurent	1000	3750	7500
GREBOT Lionel	1000	3750	7500
GRENGUET Maud	500	1500	3750
GRIMONPONT Celia	1500	7500	15000
GRIMONPONT Jerome	1500	7500	15000
GROSFILLEY Laetitia	1000	3750	7500
GUARNIERI Laurence	500	1500	3750
GUENEAU Anne	1500	7500	15000
GUERIN Natalia	1000	3750	7500
GUICHARD Franck	500	1500	3750
GUICHARD Loic	500	1500	3750
GUILLET Aude	1000	3750	7500
GUILIER Yves	1000	3750	7500
HAAN Florine	500	1500	3750
HAAS Marie	1500	7500	15000
HACHET Delphine	1000	3750	7500
HADJ CHAIB Akli	1000	3750	7500
HAMELIN Gerard	1500	7500	15000
HELARY Arnaud	1000	3750	7500
HENG Evelyne	1500	7500	15000
HENNI Halima	1500	7500	15000
HINNIGER Berangere	1000	3750	7500
HOCHART Claire	1000	3750	7500
HORNY Pierre-Alain	500	1500	3750
HOUDRE Marion	1000	3750	7500
HUGEDET Elise	500	1500	3750
HUMBERT Lionel	500	1500	3750
JACOBY-KOALY Helene	1000	3750	7500
JARACZEWSKI Sandrine	1000	3750	7500
JOURDAIN Nicolas	1000	3750	7500
JOUVENCEAU Christelle	1000	3750	7500
JUBAN Elodie	1000	3750	7500
KADIC Asmir	1500	7500	15000
KENDY Adil	1000	3750	7500
KERVADEC Aline	1500	7500	15000
KHAMMAR Adam	500	1500	3750
KRIEGER Bertrand	1000	3750	7500
LABRUYERE Sylvie	1000	3750	7500

LANFREY Jacky	500	1500	3750
LANGEVILLIER Mathias	500	1500	3750
LAYMAND Eric	1000	3750	7500
LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand	500	1500	3750
LECLERCQ Anthony	500	1500	3750
LECOQ Christophe	500	1500	3750
LEHEBEL Anne-Heloise	1000	3750	7500
LEMAIRE Jean-Michel	500	1500	3750
LEONI Sandra	1500	7500	15000
LEPRIVEY Christine	500	1500	3750
LEUTARD Pierre	1500	7500	15000
LINARD Pascal	500	1500	3750
LONGERE Denis	500	1500	3750
LOREAU Benjamin	500	1500	3750
LOVET DURBET Sebastien	1500	7500	15000
LYONNET Margot	1000	3750	7500
MACAREZ David	1500	7500	15000
MADIGNIER Arnaud	1000	3750	7500
MAGNAN Christophe	1000	3750	7500
MAIGNANT Gabrielle	500	1500	3750
MALLET Francine	500	1500	3750
MALLET Sylvie	1000	3750	7500
MANFREDINI Aude	1000	3750	7500
MANTEL Vivien	500	1500	3750
MARGOTTIN Beatrice	1000	3750	7500
MARIANI Alan	500	1500	3750
MARY Marc	500	1500	3750
MARY Pascale	1000	3750	7500
MEDKOUR Salim	1500	7500	15000
MEDUS Martine	1000	3750	7500
MENNILLO Ida	1000	3750	7500
MESKINE Mama	1000	3750	7500
MEYRAN Jean-Christophe	1500	7500	15000
MICHEL Jean-Baptiste	500	1500	3750
MILLET Christine	1500	7500	15000
MOISAN Christine	1000	3750	7500
MONIER Raphael	500	1500	3750
MONTES Jerome	1000	3750	7500
MORENO Bernadette	500	1500	3750
MORPAIN Arnaud	500	1500	3750

MOUNIER Laurent	500	1500	3750
MOUSSAOUI Nacer	500	1500	3750
MUIC Martine	500	1500	3750
MURA David	1000	3750	7500
MURNIEKS Joris	500	1500	3750
MUSCAT Chantal	1000	3750	7500
MUSCAT Jean-Yves	1000	3750	7500
MUZARD Sandra	1000	3750	7500
NADRCIC Madeleine	1000	3750	7500
NARBONNE Roland	500	1500	3750
NAVARRO Marie-France	1000	3750	7500
NERI Fabrice	1000	3750	7500
NEROT Isabelle	1000	3750	7500
NEVEUX Christophe	500	1500	3750
NOLY Jean-Claude	1000	3750	7500
NORMAND Franck	500	1500	3750
NOUIRA Franck	1000	3750	7500
OUAHNOUNA David	500	1500	3750
PALACIOS Sandra	500	1500	3750
PALIER Jean-Paul	500	1500	3750
PARET Antoine	1000	3750	7500
PARISI Guillaume	1000	3750	7500
PASSEMARD Laurent	1500	7500	15000
PAULET Serge	1000	3750	7500
PAYS Valery	1500	7500	15000
PELLADEAU Jean	1500	7500	15000
PELLADEAU Ludivine	1000	3750	7500
PELLETIER Valerie	1500	7500	15000
PERETTI Serge	500	1500	3750
PEREZ Bruno	1000	3750	7500
PEREZ Christelle	500	1500	3750
PEREZ Thierry	1000	3750	7500
PERMAL Sandra	500	1500	3750
PERRAUD Frederic	1500	7500	15000
PETRUCCI Agnes	1000	3750	7500
PICHOT Ludovic	1500	7500	15000
PIERRE Romain	500	1500	3750
PIGNON Jean-Louis	1000	3750	7500
PILATO Jolan	1000	3750	7500
PINAT Florian	500	1500	3750

PLANARD Thierry	1500	7500	15000
PLANTAIN Camille	500	1500	3750
PONTVIANNE Michel	1000	3750	7500
POURADIER-DUTEIL Catherine	1000	3750	7500
POYET Lionnel	500	1500	3750
POYMIRO Stephanie	1500	7500	15000
PREBOST Emmanuel	1000	3750	7500
PUTZ Roger	1000	3750	7500
QUEFFELEC Anthony	500	1500	3750
RAGALD Sullivan	500	1500	3750
RAULT Fabienne	1000	3750	7500
RAULT Myriam	1000	3750	7500
REVEST Marc	500	1500	3750
REY Anne	1000	3750	7500
REYNAUD Eric	1500	7500	15000
RIESCO Thierry	1000	3750	7500
RIFFAUT Soizic	500	1500	3750
ROCCAZ Mariette	500	1500	3750
ROCHIS Magali	1000	3750	7500
ROCHON Emmanuelle	1500	7500	15000
ROLLIN Dominique	500	1500	3750
ROQUES Myriam	1000	3750	7500
ROS Jean-Pierre	1500	7500	15000
ROUX Brigitte	500	1500	3750
ROUX Guillaume	1000	3750	7500
ROY Maxime	500	1500	3750
RULLIER Cedric	1000	3750	7500
SARSAR Mustapha	1000	3750	7500
SAUREL Patrice	1500	7500	15000
SCHAMM Julie	1500	7500	15000
SEASSAU Adrien	500	1500	3750
SEIGNOL Lucie	500	1500	3750
SERVE Francois	1000	3750	7500
SIBILLE Jean-Christophe	1000	3750	7500
SIBILLE Jean-Michel	1000	3750	7500
SIKORA Dominique	500	1500	3750
SIMEON Karine	500	1500	3750
SIMEON Romain	1000	3750	7500
SOULIER Christophe	1500	7500	15000
SOULIER Christophe	1000	3750	7500

TANTOT Robert	1000	3750	7500
TEISSIER Fabien	500	1500	3750
TENBOURET Sophie	1000	3750	7500
THOMAS David	1000	3750	7500
THOMAS Pierre	500	1500	3750
TOUZET Jocelyne	1000	3750	7500
TRAINA Sylvain	1500	7500	15000
TRILLAT Claire	1000	3750	7500
VALENTE David	1500	7500	15000
VALLA Anne	1500	7500	15000
VALLET Maxime	500	1500	3750
VANDERHEYDEN Sylvain	1000	3750	7500
VINDRY Joel	1000	3750	7500
VU Christiane	1000	3750	7500
WEISS Julien	500	1500	3750

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

LYON, LE 1 AVR. 2021

DR LYON

6, RUE CHARLES BIENNIER
69215 LYON

Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : CHAFFANEL Arnaud

Téléphone : 09 70 27 27 00

Télécopie : 04 78 42 88 39

Mél : dr-lyon@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/3 du directeur régional par intérim à LYON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional par intérim
ORIGINAL SIGNE

CUGNETTI David

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI David
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------------------------------------------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par
intérim CUGNETTI David**
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
------------------------------------------------------	----------	------------	-------	--------	-------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI David

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI David

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 35471	3000	10000	15000
Matricule 35479	3000	10000	15000
Matricule 35618	3000	10000	15000
Matricule 35656	10000	25000	30000
Matricule 35693	3000	10000	15000
Matricule 35751	3000	10000	15000
Matricule 35835	1500	2000	7500
Matricule 35853	3000	10000	15000
Matricule 35857	3000	10000	15000
Matricule 36472	3000	10000	15000
Matricule 36636	10000	25000	30000
Matricule 36673	1500	2000	7500
Matricule 36699	1500	2000	7500
Matricule 37073	3000	10000	15000
Matricule 37090	3000	10000	15000
Matricule 37117	3000	10000	15000
Matricule 37265	10000	25000	30000
Matricule 37475	3000	10000	15000
Matricule 37585	3000	10000	15000
Matricule 37789	1500	2000	7500
Matricule 37880	3000	10000	15000
Matricule 37911	3000	10000	15000
Matricule 38600	1500	2000	7500
Matricule 38828	1500	2000	7500
Matricule 39083	3000	10000	15000
Matricule 39186	1500	2000	7500
Matricule 39231	10000	25000	30000
Matricule 39419	5000	15000	25000

Matricule 39475	1500	2000	7500
Matricule 39575	3000	10000	15000
Matricule 39723	10000	25000	30000
Matricule 39755	1500	2000	7500
Matricule 39763	3000	10000	15000
Matricule 39767	3000	10000	15000
Matricule 39805	3000	10000	15000
Matricule 39870	5000	15000	25000
Matricule 39947	1500	2000	7500
Matricule 40045	3000	10000	15000
Matricule 40104	3000	10000	15000
Matricule 40195	3000	10000	15000
Matricule 40218	1500	2000	7500
Matricule 40270	3000	10000	15000
Matricule 40391	5000	15000	25000
Matricule 40473	1500	2000	7500
Matricule 40479	1500	2000	7500
Matricule 40512	3000	10000	15000
Matricule 40522	3000	10000	15000
Matricule 40739	3000	10000	15000
Matricule 40777	3000	10000	15000
Matricule 40812	1500	2000	7500
Matricule 40813	3000	10000	15000
Matricule 40823	3000	10000	15000
Matricule 41045	10000	25000	30000
Matricule 41067	15000	50000	60000
Matricule 41081	3000	10000	15000
Matricule 41175	3000	10000	15000
Matricule 41489	1500	2000	7500
Matricule 41805	1500	2000	7500
Matricule 41896	5000	15000	25000
Matricule 41932	3000	10000	15000
Matricule 42227	5000	15000	25000
Matricule 42235	1500	2000	7500
Matricule 42288	1500	2000	7500
Matricule 42296	1500	2000	7500
Matricule 42531	3000	10000	15000
Matricule 42590	5000	15000	25000
Matricule 42658	1500	2000	7500
Matricule 42932	3000	10000	15000

Matricule 43085	5000	15000	25000
Matricule 43255	3000	10000	15000
Matricule 43281	3000	10000	15000
Matricule 43491	5000	15000	25000
Matricule 43507	3000	10000	15000
Matricule 43563	3000	10000	15000
Matricule 43569	3000	10000	15000
Matricule 43599	1500	2000	7500
Matricule 44007	5000	15000	25000
Matricule 44189	1500	2000	7500
Matricule 44199	1500	2000	7500
Matricule 44393	5000	15000	25000
Matricule 44405	1500	2000	7500
Matricule 44433	3000	10000	15000
Matricule 44510	10000	25000	30000
Matricule 44599	3000	10000	15000
Matricule 44623	3000	10000	15000
Matricule 44665	1500	2000	7500
Matricule 44715	5000	15000	25000
Matricule 44721	1500	2000	7500
Matricule 44854	5000	15000	25000
Matricule 44896	3000	10000	15000
Matricule 44941	10000	25000	30000
Matricule 44949	illimité	100000	250000
Matricule 45046	5000	15000	25000
Matricule 45186	1500	2000	7500
Matricule 45265	1500	2000	7500
Matricule 45326	10000	25000	30000
Matricule 45443	3000	10000	15000
Matricule 45447	5000	15000	25000
Matricule 45586	1500	2000	7500
Matricule 45601	5000	15000	25000
Matricule 45649	3000	10000	15000
Matricule 45941	1500	2000	7500
Matricule 45979	1500	2000	7500
Matricule 45983	1500	2000	7500
Matricule 46045	5000	15000	25000
Matricule 46099	3000	10000	15000
Matricule 46195	10000	25000	30000
Matricule 46341	10000	25000	30000

Matricule 46434	5000	15000	25000
Matricule 46439	3000	10000	15000
Matricule 46555	5000	15000	25000
Matricule 46645	5000	15000	25000
Matricule 46746	3000	10000	15000
Matricule 46798	5000	15000	25000
Matricule 46967	1500	2000	7500
Matricule 47123	3000	10000	15000
Matricule 47131	5000	15000	25000
Matricule 47145	3000	10000	15000
Matricule 47287	3000	10000	15000
Matricule 47291	3000	10000	15000
Matricule 50046	3000	10000	15000
Matricule 50109	3000	10000	15000
Matricule 50112	3000	10000	15000
Matricule 50147	3000	10000	15000
Matricule 50177	1500	2000	7500
Matricule 50189	3000	10000	15000
Matricule 50191	3000	10000	15000
Matricule 50233	3000	10000	15000
Matricule 50264	1500	2000	7500
Matricule 50269	3000	10000	15000
Matricule 50576	5000	15000	25000
Matricule 50594	3000	10000	15000
Matricule 50610	3000	10000	15000
Matricule 50614	5000	15000	25000
Matricule 50686	5000	15000	25000
Matricule 50708	3000	10000	15000
Matricule 50770	1500	2000	7500
Matricule 50818	3000	10000	15000
Matricule 50874	3000	10000	15000
Matricule 50987	1500	2000	7500
Matricule 51030	1500	2000	7500
Matricule 51074	10000	25000	30000
Matricule 51110	5000	15000	25000
Matricule 51160	1500	2000	7500
Matricule 51206	5000	15000	25000
Matricule 51358	3000	10000	15000
Matricule 51536	10000	25000	30000
Matricule 51550	3000	10000	15000

Matricule 51590	5000	15000	25000
Matricule 51628	3000	10000	15000
Matricule 51734	3000	10000	15000
Matricule 51744	5000	15000	25000
Matricule 51748	3000	10000	15000
Matricule 51778	3000	10000	15000
Matricule 51909	3000	10000	15000
Matricule 51913	1500	2000	7500
Matricule 51951	3000	10000	15000
Matricule 51957	1500	2000	7500
Matricule 52084	3000	10000	15000
Matricule 52121	15000	50000	60000
Matricule 52195	3000	10000	15000
Matricule 52320	3000	10000	15000
Matricule 52410	3000	10000	15000
Matricule 52418	10000	25000	30000
Matricule 52538	1500	2000	7500
Matricule 52791	5000	15000	25000
Matricule 52996	5000	15000	25000
Matricule 53060	1500	2000	7500
Matricule 53180	3000	10000	15000
Matricule 53200	3000	10000	15000
Matricule 53279	5000	15000	25000
Matricule 53294	5000	15000	25000
Matricule 53315	10000	25000	30000
Matricule 53399	3000	10000	15000
Matricule 53510	1500	2000	7500
Matricule 53512	5000	15000	25000
Matricule 53526	3000	10000	15000
Matricule 53642	1500	2000	7500
Matricule 53644	1500	2000	7500
Matricule 53675	3000	10000	15000
Matricule 53704	1500	2000	7500
Matricule 53743	5000	15000	25000
Matricule 53744	3000	10000	15000
Matricule 53886	1500	2000	7500
Matricule 53917	3000	10000	15000
Matricule 53994	1500	2000	7500
Matricule 54100	5000	15000	25000
Matricule 54113	3000	10000	15000

Matricule 54195	5000	15000	25000
Matricule 54273	15000	50000	60000
Matricule 54290	3000	10000	15000
Matricule 54315	3000	10000	15000
Matricule 54422	1500	2000	7500
Matricule 54430	1500	2000	7500
Matricule 54450	3000	10000	15000
Matricule 54498	5000	15000	25000
Matricule 54499	3000	10000	15000
Matricule 54529	1500	2000	7500
Matricule 54661	5000	15000	25000
Matricule 54687	3000	10000	15000
Matricule 54819	5000	15000	25000
Matricule 54838	5000	15000	25000
Matricule 55184	1500	2000	7500
Matricule 55432	1500	2000	7500
Matricule 55475	3000	10000	15000
Matricule 55490	1500	2000	7500
Matricule 55598	1500	2000	7500
Matricule 55780	1500	2000	7500
Matricule 55830	3000	10000	15000
Matricule 55921	5000	15000	25000
Matricule 56055	5000	15000	25000
Matricule 56064	1500	2000	7500
Matricule 56173	3000	10000	15000
Matricule 56179	3000	10000	15000
Matricule 56204	3000	10000	15000
Matricule 56238	1500	2000	7500
Matricule 56273	3000	10000	15000
Matricule 56328	1500	2000	7500
Matricule 56360	1500	2000	7500
Matricule 56411	3000	10000	15000
Matricule 56458	3000	10000	15000
Matricule 56481	3000	10000	15000
Matricule 56486	1500	2000	7500
Matricule 56520	1500	2000	7500
Matricule 56635	3000	10000	15000
Matricule 56636	1500	2000	7500
Matricule 56728	1500	2000	7500
Matricule 56827	5000	15000	25000

Matricule 56866	3000	10000	15000
Matricule 57057	5000	15000	25000
Matricule 57058	3000	10000	15000
Matricule 57172	3000	10000	15000
Matricule 57289	5000	15000	25000
Matricule 57324	3000	10000	15000
Matricule 57356	1500	2000	7500
Matricule 57410	3000	10000	15000
Matricule 57440	3000	10000	15000
Matricule 57465	3000	10000	15000
Matricule 57470	5000	15000	25000
Matricule 57481	3000	10000	15000
Matricule 57493	5000	15000	25000
Matricule 57508	3000	10000	15000
Matricule 57597	3000	10000	15000
Matricule 57608	3000	10000	15000
Matricule 57720	3000	10000	15000
Matricule 57744	1500	2000	7500
Matricule 57765	5000	15000	25000
Matricule 57828	1500	2000	7500
Matricule 57858	3000	10000	15000
Matricule 57866	1500	2000	7500
Matricule 57878	1500	2000	7500
Matricule 57898	1500	2000	7500
Matricule 57968	1500	2000	7500
Matricule 58113	3000	10000	15000
Matricule 58173	5000	15000	25000
Matricule 58236	3000	10000	15000
Matricule 58287	3000	10000	15000
Matricule 58536	1500	2000	7500
Matricule 58550	1500	2000	7500
Matricule 58602	3000	10000	15000
Matricule 58610	3000	10000	15000
Matricule 58701	3000	10000	15000
Matricule 58707	3000	10000	15000
Matricule 58730	3000	10000	15000
Matricule 58746	3000	10000	15000
Matricule 58848	3000	10000	15000
Matricule 58954	5000	15000	25000
Matricule 59001	3000	10000	15000

Matricule 59009	3000	10000	15000
Matricule 59098	3000	10000	15000
Matricule 59170	3000	10000	15000
Matricule 59184	3000	10000	15000
Matricule 59189	3000	10000	15000
Matricule 59309	3000	10000	15000
Matricule 59336	3000	10000	15000
Matricule 59398	3000	10000	15000
Matricule 59416	1500	2000	7500
Matricule 59450	1500	2000	7500
Matricule 59454	1500	2000	7500
Matricule 59506	3000	10000	15000
Matricule 59643	3000	10000	15000
Matricule 59651	3000	10000	15000
Matricule 59781	5000	15000	25000
Matricule 59785	5000	15000	25000
Matricule 59790	1500	2000	7500
Matricule 60077	5000	15000	25000
Matricule 60178	3000	10000	15000
Matricule 60188	3000	10000	15000
Matricule 60237	3000	10000	15000
Matricule 60254	1500	2000	7500
Matricule 60273	3000	10000	15000
Matricule 60328	3000	10000	15000
Matricule 60339	3000	10000	15000
Matricule 60357	3000	10000	15000
Matricule 60427	3000	10000	15000
Matricule 60517	15000	50000	60000
Matricule 60676	3000	10000	15000
Matricule 60688	1500	2000	7500
Matricule 60724	3000	10000	15000
Matricule 60788	1500	2000	7500
Matricule 60832	1500	2000	7500
Matricule 60880	3000	10000	15000
Matricule 61029	5000	15000	25000
Matricule 61087	5000	15000	25000
Matricule 61262	1500	2000	7500
Matricule 61327	1500	2000	7500
Matricule 61432	3000	10000	15000
Matricule 61550	3000	10000	15000

Matricule 61556	3000	10000	15000
Matricule 61604	1500	2000	7500
Matricule 61788	1500	2000	7500
Matricule 61891	3000	10000	15000
Matricule 62142	3000	10000	15000
Matricule 62154	1500	2000	7500
Matricule 62254	1500	2000	7500
Matricule 62278	1500	2000	7500
Matricule 62320	1500	2000	7500
Matricule 62328	1500	2000	7500
Matricule 62464	1500	2000	7500
Matricule 62604	1500	2000	7500
Matricule 62682	1500	2000	7500
Matricule 62728	1500	2000	7500
Matricule 62797	3000	10000	15000
Matricule 62817	3000	10000	15000
Matricule 62835	3000	10000	15000
Matricule 62853	3000	10000	15000
Matricule 62979	1500	2000	7500
Matricule 63189	1500	2000	7500
Matricule 63221	1500	2000	7500
Matricule 63417	1500	2000	7500
Matricule 63421	1500	2000	7500
Matricule 63480	1500	2000	7500
Matricule 63558	1500	2000	7500
Matricule 63585	1500	2000	7500
Matricule 63706	1500	2000	7500
Matricule 63732	1500	2000	7500
Matricule 63748	1500	2000	7500
Matricule 63890	1500	2000	7500
Matricule 63972	1500	2000	7500
Matricule 64088	1500	2000	7500
Matricule 64170	1500	2000	7500
Matricule 64303	3000	10000	15000
Matricule 64306	1500	2000	7500
Matricule 64333	3000	10000	15000
Matricule 64356	3000	10000	15000
Matricule 64398	3000	10000	15000
Matricule 64405	3000	10000	15000
Matricule 64530	3000	10000	15000

Matricule 64561	1500	2000	7500
Matricule 64570	3000	10000	15000
Matricule 64627	1500	2000	7500
Matricule 64659	1500	2000	7500
Matricule 64699	1500	2000	7500
Matricule 64710	1500	2000	7500
Matricule 64752	1500	2000	7500
Matricule 64796	1500	2000	7500
Matricule 64912	1500	2000	7500
Matricule 65058	3000	10000	15000
Matricule 65064	1500	2000	7500
Matricule 65096	1500	2000	7500
Matricule 65326	3000	10000	15000
Matricule 65486	1500	2000	7500
Matricule 65540	1500	2000	7500
Matricule 90332	illimité	100000	250000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par
intérim CUGNETTI David**
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional par intérim CUGNETTI David

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

en matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
-------------------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional
par intérim CUGNETTI David**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 35479	1000	3750	7500
Matricule 35618	1000	3750	7500
Matricule 35656	1500	7500	15000
Matricule 35693	1000	3750	7500
Matricule 35751	1000	3750	7500
Matricule 35853	1000	3750	7500
Matricule 36472	1000	3750	7500
Matricule 36636	1500	7500	15000
Matricule 37073	1000	3750	7500
Matricule 37090	1000	3750	7500
Matricule 37117	1000	3750	7500
Matricule 37265	1500	7500	15000
Matricule 37475	1000	3750	7500
Matricule 37789	500	1500	3750
Matricule 37880	1000	3750	7500
Matricule 37911	1000	3750	7500
Matricule 38600	500	1500	3750
Matricule 38828	500	1500	3750
Matricule 39186	500	1500	3750
Matricule 39231	1500	7500	15000
Matricule 39419	1500	7500	15000
Matricule 39475	500	1500	3750
Matricule 39575	1000	3750	7500
Matricule 39723	1500	7500	15000
Matricule 39755	500	1500	3750
Matricule 39763	1000	3750	7500
Matricule 39767	1000	3750	7500
Matricule 39870	1500	7500	15000

Matricule 39947	500	1500	3750
Matricule 40045	1000	3750	7500
Matricule 40104	1000	3750	7500
Matricule 40195	1000	3750	7500
Matricule 40218	500	1500	3750
Matricule 40270	1000	3750	7500
Matricule 40391	1500	7500	15000
Matricule 40473	500	1500	3750
Matricule 40479	500	1500	3750
Matricule 40512	1000	3750	7500
Matricule 40522	1000	3750	7500
Matricule 40739	1000	3750	7500
Matricule 40777	1000	3750	7500
Matricule 40812	500	1500	3750
Matricule 40823	1000	3750	7500
Matricule 41067	1500	7500	15000
Matricule 41081	1000	3750	7500
Matricule 41489	500	1500	3750
Matricule 41805	500	1500	3750
Matricule 41896	1500	7500	15000
Matricule 41932	1000	3750	7500
Matricule 42227	1500	7500	15000
Matricule 42235	500	1500	3750
Matricule 42590	1500	7500	15000
Matricule 42658	500	1500	3750
Matricule 42932	1000	3750	7500
Matricule 43085	1500	7500	15000
Matricule 43281	1000	3750	7500
Matricule 43491	1500	7500	15000
Matricule 43507	1000	3750	7500
Matricule 43563	1000	3750	7500
Matricule 43569	1000	3750	7500
Matricule 43599	500	1500	3750
Matricule 44007	1500	7500	15000
Matricule 44189	500	1500	3750
Matricule 44199	500	1500	3750
Matricule 44405	500	1500	3750
Matricule 44433	1000	3750	7500
Matricule 44510	1500	7500	15000
Matricule 44599	1000	3750	7500

Matricule 44665	500	1500	3750
Matricule 44715	1500	7500	15000
Matricule 44721	500	1500	3750
Matricule 44854	1500	7500	15000
Matricule 44896	1000	3750	7500
Matricule 44941	1500	7500	15000
Matricule 44949	1500	7500	15000
Matricule 45046	1500	7500	15000
Matricule 45186	500	1500	3750
Matricule 45265	500	1500	3750
Matricule 45326	1500	7500	15000
Matricule 45443	1000	3750	7500
Matricule 45447	1500	7500	15000
Matricule 45586	500	1500	3750
Matricule 45601	1500	7500	15000
Matricule 45649	1000	3750	7500
Matricule 45941	500	1500	3750
Matricule 45979	500	1500	3750
Matricule 45983	500	1500	3750
Matricule 46045	1500	7500	15000
Matricule 46195	1500	7500	15000
Matricule 46341	1500	7500	15000
Matricule 46434	1500	7500	15000
Matricule 46439	1000	3750	7500
Matricule 46746	1000	3750	7500
Matricule 46798	1500	7500	15000
Matricule 47131	1500	7500	15000
Matricule 47287	1000	3750	7500
Matricule 47291	1000	3750	7500
Matricule 50046	1000	3750	7500
Matricule 50109	1000	3750	7500
Matricule 50112	1000	3750	7500
Matricule 50147	1000	3750	7500
Matricule 50177	500	1500	3750
Matricule 50189	1000	3750	7500
Matricule 50191	1000	3750	7500
Matricule 50233	1000	3750	7500
Matricule 50264	500	1500	3750
Matricule 50576	1500	7500	15000
Matricule 50594	1000	3750	7500

Matricule 50610	1000	3750	7500
Matricule 50614	1500	7500	15000
Matricule 50686	1500	7500	15000
Matricule 50708	1000	3750	7500
Matricule 50770	500	1500	3750
Matricule 50818	1000	3750	7500
Matricule 50874	1000	3750	7500
Matricule 50987	500	1500	3750
Matricule 51030	500	1500	3750
Matricule 51074	1500	7500	15000
Matricule 51110	1500	7500	15000
Matricule 51160	500	1500	3750
Matricule 51206	1500	7500	15000
Matricule 51358	1000	3750	7500
Matricule 51536	1500	7500	15000
Matricule 51550	1000	3750	7500
Matricule 51590	1500	7500	15000
Matricule 51628	1000	3750	7500
Matricule 51734	1000	3750	7500
Matricule 51744	1500	7500	15000
Matricule 51748	1000	3750	7500
Matricule 51778	1000	3750	7500
Matricule 51951	1000	3750	7500
Matricule 51957	500	1500	3750
Matricule 52084	1000	3750	7500
Matricule 52121	1500	7500	15000
Matricule 52195	1000	3750	7500
Matricule 52320	1000	3750	7500
Matricule 52410	1000	3750	7500
Matricule 52418	1500	7500	15000
Matricule 52538	500	1500	3750
Matricule 52791	1500	7500	15000
Matricule 52996	1500	7500	15000
Matricule 53060	500	1500	3750
Matricule 53180	1500	7500	15000
Matricule 53200	1000	3750	7500
Matricule 53279	1500	7500	15000
Matricule 53294	1500	7500	15000
Matricule 53315	1500	7500	15000
Matricule 53510	500	1500	3750

Matricule 53512	1500	7500	15000
Matricule 53526	1000	3750	7500
Matricule 53642	500	1500	3750
Matricule 53644	500	1500	3750
Matricule 53675	1000	3750	7500
Matricule 53704	500	1500	3750
Matricule 53743	1500	7500	15000
Matricule 53744	1000	3750	7500
Matricule 53886	500	1500	3750
Matricule 53917	1000	3750	7500
Matricule 53994	500	1500	3750
Matricule 54100	1500	7500	15000
Matricule 54113	1000	3750	7500
Matricule 54195	1500	7500	15000
Matricule 54273	1500	7500	15000
Matricule 54290	1000	3750	7500
Matricule 54315	1000	3750	7500
Matricule 54422	500	1500	3750
Matricule 54430	500	1500	3750
Matricule 54450	1000	3750	7500
Matricule 54498	1500	7500	15000
Matricule 54499	1000	3750	7500
Matricule 54838	1500	7500	15000
Matricule 55184	500	1500	3750
Matricule 55432	500	1500	3750
Matricule 55475	1000	3750	7500
Matricule 55490	500	1500	3750
Matricule 55598	500	1500	3750
Matricule 55780	500	1500	3750
Matricule 56055	1500	7500	15000
Matricule 56064	500	1500	3750
Matricule 56173	1000	3750	7500
Matricule 56238	500	1500	3750
Matricule 56273	1000	3750	7500
Matricule 56328	500	1500	3750
Matricule 56360	500	1500	3750
Matricule 56458	1000	3750	7500
Matricule 56481	1000	3750	7500
Matricule 56486	500	1500	3750
Matricule 56520	500	1500	3750

Matricule 56635	1000	3750	7500
Matricule 56636	500	1500	3750
Matricule 56728	500	1500	3750
Matricule 56827	1500	7500	15000
Matricule 56866	1000	3750	7500
Matricule 57057	1500	7500	15000
Matricule 57058	1000	3750	7500
Matricule 57289	1500	7500	15000
Matricule 57324	1000	3750	7500
Matricule 57356	500	1500	3750
Matricule 57410	1000	3750	7500
Matricule 57440	1000	3750	7500
Matricule 57470	1500	7500	15000
Matricule 57481	1000	3750	7500
Matricule 57493	1500	7500	15000
Matricule 57508	1000	3750	7500
Matricule 57608	1000	3750	7500
Matricule 57720	1000	3750	7500
Matricule 57744	500	1500	3750
Matricule 57828	500	1500	3750
Matricule 57858	1000	3750	7500
Matricule 57866	500	1500	3750
Matricule 57878	500	1500	3750
Matricule 57898	500	1500	3750
Matricule 57968	500	1500	3750
Matricule 58113	1000	3750	7500
Matricule 58173	1500	7500	15000
Matricule 58236	1000	3750	7500
Matricule 58536	500	1500	3750
Matricule 58550	500	1500	3750
Matricule 58610	1000	3750	7500
Matricule 58701	1000	3750	7500
Matricule 58707	1000	3750	7500
Matricule 58730	1000	3750	7500
Matricule 58746	1000	3750	7500
Matricule 58848	1000	3750	7500
Matricule 58954	1500	7500	15000
Matricule 59009	1000	3750	7500
Matricule 59098	1000	3750	7500
Matricule 59170	1000	3750	7500

Matricule 59184	1000	3750	7500
Matricule 59189	1000	3750	7500
Matricule 59309	1000	3750	7500
Matricule 59336	1000	3750	7500
Matricule 59398	1000	3750	7500
Matricule 59416	500	1500	3750
Matricule 59450	500	1500	3750
Matricule 59454	500	1500	3750
Matricule 59506	1000	3750	7500
Matricule 59643	1000	3750	7500
Matricule 59651	1000	3750	7500
Matricule 59781	1500	7500	15000
Matricule 59785	1500	7500	15000
Matricule 59790	500	1500	3750
Matricule 60178	1000	3750	7500
Matricule 60188	1000	3750	7500
Matricule 60237	1000	3750	7500
Matricule 60254	500	1500	3750
Matricule 60273	1000	3750	7500
Matricule 60328	1000	3750	7500
Matricule 60339	1000	3750	7500
Matricule 60357	1000	3750	7500
Matricule 60427	1000	3750	7500
Matricule 60517	1500	7500	15000
Matricule 60688	500	1500	3750
Matricule 60724	1000	3750	7500
Matricule 60788	500	1500	3750
Matricule 60832	500	1500	3750
Matricule 60880	1000	3750	7500
Matricule 61087	1500	7500	15000
Matricule 61262	500	1500	3750
Matricule 61327	500	1500	3750
Matricule 61432	1000	3750	7500
Matricule 61550	1000	3750	7500
Matricule 61556	1000	3750	7500
Matricule 61604	500	1500	3750
Matricule 61788	500	1500	3750
Matricule 61891	1000	3750	7500
Matricule 62142	1000	3750	7500
Matricule 62154	500	1500	3750

Matricule 62254	500	1500	3750
Matricule 62278	500	1500	3750
Matricule 62320	500	1500	3750
Matricule 62328	500	1500	3750
Matricule 62464	500	1500	3750
Matricule 62604	500	1500	3750
Matricule 62682	500	1500	3750
Matricule 62728	500	1500	3750
Matricule 62797	1000	3750	7500
Matricule 62835	1000	3750	7500
Matricule 62853	1000	3750	7500
Matricule 62979	500	1500	3750
Matricule 63189	500	1500	3750
Matricule 63221	500	1500	3750
Matricule 63421	500	1500	3750
Matricule 63480	500	1500	3750
Matricule 63558	500	1500	3750
Matricule 63706	500	1500	3750
Matricule 63732	500	1500	3750
Matricule 63748	500	1500	3750
Matricule 63890	500	1500	3750
Matricule 63972	500	1500	3750
Matricule 64088	500	1500	3750
Matricule 64170	500	1500	3750
Matricule 64303	1000	3750	7500
Matricule 64306	500	1500	3750
Matricule 64333	1000	3750	7500
Matricule 64356	1000	3750	7500
Matricule 64398	1000	3750	7500
Matricule 64530	1000	3750	7500
Matricule 64561	500	1500	3750
Matricule 64570	1000	3750	7500
Matricule 64627	500	1500	3750
Matricule 64659	500	1500	3750
Matricule 64699	500	1500	3750
Matricule 64710	500	1500	3750
Matricule 64752	500	1500	3750
Matricule 64796	500	1500	3750
Matricule 64912	500	1500	3750
Matricule 65058	1000	3750	7500

Matricule 65064	500	1500	3750
Matricule 65096	500	1500	3750
Matricule 65326	1000	3750	7500
Matricule 65540	500	1500	3750
Matricule 90332	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/3 du 1 avr. 2021 du directeur régional
par intérim CUGNETTI David**
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe